

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication**

**Analyse de la participation politique des jeunes au
Cameroun : cas des jeunes du quartier Bépanda à
Douala de 2018 à 2024**

Auteur : Tameno Jeannot Steaven
Promotrice : Prof. Nathalie Schiffino-Leclercq
Lecteur : Jean-Frédéric De Hasque
Année académique : 2023-2024
Master [120] en science politique, orientation relations internationales, à finalité
Spécialisée : enjeux contemporains de la gouvernance globale

Résumé :

Au Cameroun, la présidentielle d'octobre 2018 a plongé le pays dans une crise post-électorale qui a duré environ deux ans. Pendant ces deux années, il y a eu non seulement des appels aux mobilisations sociales lancés par les leaders de l'opposition politique à l'effet de contraindre monsieur Paul Biya à quitter le pouvoir, mais aussi des élections sénatoriales, législatives, municipales et régionales. Cependant, comme le relèvent les articles de presse publiés durant cette période, peu de jeunes se sont investis dans chacune de ses voies. Les travaux d'Achille Mbembe indiquent que des innovations dans les modes de participation politique peuvent expliquer une telle démobilisation. Dès lors quels seraient les modes et facteurs de la participation politique des jeunes Camerounais ? À partir du cas des jeunes de Bépanda, la présente recherche vise à répondre à cette question. Pour ce faire, elle mobilise la théorie constructiviste d'Alexander Wendt. Grâce aux approches qualitatives notamment les entretiens semi-directifs en ligne et l'analyse du discours, les données empiriques sont collectées et traitées. Les résultats de ces enquêtes indiquent à la fois, une régularité et une exception dans les modes et facteurs de participation politique de ces jeunes. S'agissant des régularités, l'on retient que lorsque les jeunes acceptent leur identité de rôle social, ils se limitent à la prise de parole et/ou à la consommation des sujets politiques. A contrario, lorsqu'ils/elles la rejettent, ils/elles mobilisent en plus des deux modes précédemment évoqués, le vote, l'engagement dans les comités de développement du quartier et la prise de contact avec les autorités communales. L'exception quant à elle indique qu'il est possible que l'identité de rôle social soit acceptée mais que les jeunes se limitent plutôt à la consommation des sujets politiques et au vote. En somme, les résultats enseignent que, lorsque l'identité de rôle social est acceptée, les jeunes se limitent aux actions qu'ils perçoivent comme celles qui les éloignent des arènes politiques contrôlées par les gouvernants. Mais lorsqu'ils/elles la rejettent, ils cherchent à investir les arènes politiques contrôlées par les gouvernants, tout en choisissant les actions qu'ils perçoivent comme étant celles qui les évitent des affrontements directs avec ceux-ci.

Mots clés : participation politique, jeunes, identité de rôle, démobilisation politique, Intérêt

Remerciements :

La réalisation de ce mémoire n'est pas qu'un travail académique de fin de cycle de master. Elle est aussi le symbole d'un combat contre les épreuves de la vie. Combien de fois ai-je voulu arrêter ? Et combien de fois, une main, une oreille, un conseil, m'ont permis de tenir. Aujourd'hui, c'est fait ! Nous y sommes. Rendre hommage à ceux et celles qui m'ont accompagné dans cette étape importante de ma vie est le moindre que je puisse faire.

À ma promotrice, la Professeure Nathalie Schiffino-Leclercq, j'adresse mes remerciements pour les conseils, les orientations, la patience et la disponibilité qu'elle m'a accordés.

Au professeur Stéphane Moyson, j'adresse mes remerciements pour la preuve d'humanisme qu'il a apportée dans ma vie.

À la Professeure Aoun, j'adresse mes remerciements pour l'attention et les encouragements qu'elle m'a exprimés.

Au lecteur/ à la lectrice, pour le temps que vous prendrez pour lire ce travail et préparer des sujets de discussion, je vous adresse mes remerciements.

À Madame Anne-Sophie Hazebroucq, j'adresse mes remerciements pour l'accompagnement social qu'elle m'a accordé pendant ce cycle d'étude.

Merci à chacun des intervenant.e.s pour le temps qu'ils nous ont consacré pendant nos entretiens.

À ma mère, mon frère et mes sœurs, merci de m'avoir toujours soutenu.

À Christelle Deugoué, merci pour les encouragements.

À mes amis, Ahmed Abdi, Leonel Simo, Olufemi Loko, Joel Tchieno, merci pour ces longs moments d'échanges que nous avons eu dans le cadre de ce mémoire.

Enfin, gloire au Tout-puissant d'avoir rendu tout ceci possible.

Table des matières

Liste des sigles et abréviations :.....	6
Liste des figures :.....	8
Liste des annexes :.....	9
Introduction générale :.....	10
Chapitre 1 : Eléments de contexte et présentation du sujet.....	13
Section I : Le contexte de l'étude.....	13
A) 2009-2024 : Exclusion et démobilitation des jeunes malgré les enjeux importants :.....	13
B) 1884-2008 : une mobilisation politique des jeunes :	20
Section II : Présentation du sujet :	26
A) Délimitation de la thématique et formulation du sujet :	27
B) Le sujet dans la science politique, question de départ et intérêt :.....	31
Chapitre 2 : Etat de l'art, problématique, cadre théorique, théorie et hypothèses	36
Section I : État de l'art et problématique.....	36
A) État de l'art :.....	36
B) La problématique :	46
Section II : Cadre théorique, théorie et Hypothèses	46
Chapitre 3 : Cadre méthodologique	55
Section 1 : De la technique de collecte des données	55
A) l'entretien en ligne, individuel, unique et semi-directif : présentation et justification :..	56
A) Notre démarche :	60
Section 2 : Du traitement des données	66
A) L'analyse de discours critique : présentation et justification.....	66
B) De la mise en œuvre de notre technique d'analyse.....	68
Chapitre 4 : les résultats et leurs discussions.	76
Section 1 : les résultats de nos enquêtes et de nos analyses.	76
A) Description des résultats liés au rapport à la politique :.....	77
B) Les résultats lié à l'identité de rôle et aux référents identitaires :	84
Section 2 : Modes et facteurs de la participation politique des jeunes de Bépanda.....	88
A) Les modes de participation politique des jeunes de Bépanda :.....	89
Section 3 : De la question particulière de la prise de parole et du vote.	100
A) La prise de parole : arme des forts ou arme des faibles ?	100
B) Le vote : instrument de changement politique ou objet de transaction économique ?.	102
Conclusion générale :.....	106
Bibliographie :	110
Annexe 1 : Figures du Cameroun et de Douala.....	117
Annexe 2 : Grille d'analyse.....	118
Annexe 3 :Tableau récapitulatif des caractéristiques de nos enquêtés.e.s.....	119
Annexe 4 : Guide d'entretien	120
Annexe 5 : Tableau récapitulatif de la grille d'analyse.	122
Annexe 6 : TABLEAU RECAPITULATIF DES RESULTATS D'ENQUETES.....	123

Liste des sigles et abréviations :

- ELECAM : Elections Cameroon ;
- JEUCAFRA : Jeunesse Camerounaise Française ;
- U.S.C.C : Union des Syndicats Confédérés du Cameroun ;
- C.G.T : Confédération Générale des Travailleurs ;
- U.P.C : Union des Populations du Cameroun ;
- SDN : Société Des Nations ;
- O.N.U : Organisation des Nations Unies ;
- ARCAM : Assemblée Représentative du Cameroun ;
- ATCAM : Assemblée Territoriale du Cameroun ;
- ALCAM : Assemblée Législative du Cameroun ;
- SDF : Social Democratic Front ;
- AFD : Agence Française pour le Développement ;
- IR : Identité de Rôle ;
- IRS : Identité de Rôle Social ;
- IRP : Identité de Rôle Personnel ;
- FECAFOOT : Fédération Camerounaise de Football ;
- MRC : Mouvement pour la Renaissance du Cameroun ;
- RDPC : Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
- ACPA : Association des Chercheurs de Politique Africaine ;

Liste des figures :

Figure 1 : Cartes du Cameroun et carte de Douala.....	11
Figure 2 : Grille d'analyse.....	50
Figure 3 : Tableau récapitulatif des caractéristiques des enquêté.e.s.....	62
Figure 4 : Tableau récapitulatif du cadre d'analyse.....	71

Liste des annexes :

<u>Annexe 1 : Figures du Cameroun et de Douala.....</u>	<u>115</u>
<u>Annexe 2 : Grille d'analyse.....</u>	<u>116</u>
<u>Annexe 3 :Tableau récapitulatif des caractéristiques de nos enquêtés.....</u>	<u>117</u>
<u>Annexe 4 : Guide d'entretien</u>	<u>118</u>
<u>Annexe 5 : Tableau récapitulatif de la grille d'analyse.....</u>	<u>120</u>
<u>Annexe 6 : TABLEAU RECAPITULATIF DES RESULTATS D'ENQUETES... </u>	<u>121</u>

Introduction générale :

Au Cameroun, la présidentielle d'octobre 2018 a plongé le pays dans une crise post-électorale qui a duré environ deux ans. Pendant ces deux années, il y a eu non seulement des appels aux mobilisations sociales lancés par les leaders de l'opposition politique pour contraindre Monsieur Paul Biya à quitter le pouvoir, mais aussi des élections sénatoriales, législatives, municipales et régionales. Cependant, comme le relèvent les articles de presse publiés durant cette période, peu de jeunes se sont investis dans chacune de ses voies. Ainsi naissait notre intérêt pour la question de savoir ce qui expliquait, du point de vue statistique, l'échec de ces appels à mobilisation. Pour trouver des éléments de réponse, nous avons cherché à comprendre comment le mouvement « Y'en a marre » au Sénégal, et « l'opération coup de balai » au Burkina Faso, ont respectivement en 2011 et 2014, mobilisé des foules dans les rues. Ainsi, les travaux de Mamadou Dime (2022) et d'Eloise Bertrand (2022) ont renseigné de ce que lesdites mobilisations étaient initiées par des jeunes qui ont su utiliser, entre autre, des opportunités qu'offrait internet.

Dès lors, nos recherches se sont réorientées vers les jeunes Camerounais. Ce d'autant plus qu'un rapport de l'Institut national de la statistique publié en 2011, faisait état de ce que ces derniers constituaient la catégorie sociale majoritaire au sein de la société. Plus précisément, ce rapport stipulait que la moitié de la population avait moins 17,5 ans. À partir de ces nouvelles informations, nous avons établi une autre lecture exploratoire afin de comprendre les rapports des jeunes Camerounais actuels à la politique. Ainsi, les travaux de Marie-Emmanuelle Pommerolle (2008), de Fanny Pigeaud (2011) et de Boris Metsagho (2022) ont donné de retenir que ceux-ci étaient contrairement à ceux des époques coloniales et post-coloniales, globalement démobilisés du point de vue des élections et des mouvements sociaux. Aussi, l'idée de comprendre les raisons de cette démobilisation nous saisissait. Seulement, l'espace Cameroun nous a semblé vaste pour mener à bien notre recherche. Les travaux de Georges Courade (1981), puis de Dominique Malaquais (2005) et de Julius Amin (2013) ont permis de délimiter l'espace d'étude au quartier Bépanda. Fort de tout ceci, la question de départ suivante s'est posée : Comment expliquer la démobilisation politique actuelle des jeunes de Bépanda au Cameroun ?

Face à cette nouvelle question, les auteurs et autrices ont suggéré comme déterminants : la répression, la marginalisation des jeunes, la forte monétisation de l'espace politique, les privations relatives et l'efficacité collective. Pour Achille Mbembe (1985), cette démobilisation pouvait signifier une innovation dans les modes de participation politique.

Dès lors, il devenait pertinent d'envisager que les jeunes de Bépanda aient pu changer leurs modes d'expression politique. Ainsi, la question de recherche suivante a été formulée : quels sont les modes et facteurs explicatifs de la participation politique des jeunes de Bépanda ?

Une réponse plausible à cette question et qui fera objet de vérification dans la présente recherche, consiste à énoncer que ces modes de participation seraient de deux ordres. Le premier serait que les jeunes de ce quartier se limiteraient à la prise de parole et ou à la consommation des sujets politiques. Le second postulerait qu'en plus de ces derniers, les jeunes s'investiraient dans les activités conventionnelles (voter, militer au sein des partis politique, contacter des élus...) et ou non conventionnelles. S'agissant des facteurs, il est possible d'envisager que les référents identitaires permettraient aux jeunes de se constituer une identité de rôle social qui combinée à leurs intérêts, leur dicterait leurs choix politiques. La théorie constructiviste sera donc ici pertinente. En conséquence, traiter de cette question de recherche présente au moins un double intérêt. D'abord, cela permet de mener une étude sur une catégorie sociale qui aujourd'hui constitue un enjeu pour les États. En effet, d'après un article de l'agence française du développement (AFD) publiée sur son site web le 4 juin 2019, en 2050, la taille de la jeunesse africaine sera d'environ 1,2 milliards. Ensuite et enfin, cela inscrira les résultats dans le répertoire peu fourni des travaux qui rendent compte de la démobilisation politique. Car répondre à cette question suppose aussi implicitement rendre compte des démobilisations politiques. Qu'elles soient conventionnelles ou non.

Le fait que la présente recherche se fasse à partir de la théorie constructiviste et qu'elle ne vise pas qu'une activité ou modalité particulière de la participation politique, mais l'ensemble des activités, renseigne d'une contribution pour la science. Car, la recherche envisage ici, d'identifier un facteur qui non seulement expliquerait la participation politique dans sa globalité, mais aussi permettrait de comprendre ce qui justifie l'investissement ou la démobilisation dans telle ou telle voie. La collecte et le traitement des données seront donc ici importants. Et les résultats centrés sur la qualité de l'échantillon seront davantage pertinents que ceux centrés sur les chiffres. Car ce qui importe ici n'est pas de savoir ce que fait ou pas la majorité, mais ce que font les jeunes et pourquoi ? Dès lors les approches qualitatives seront privilégiées.

En somme, notre recherche s'étalera sur quatre chapitres. Le premier explicitera le contexte de l'étude, reviendra sur la question de départ et présentera le sujet. Le deuxième, traitera de l'état de l'art à la suite duquel la question de recherche et les hypothèses seront formulées.

L'on s'attèlera là-bas à ressortir les cadres théoriques, conceptuels et analytique de l'étude. Le troisième chapitre abordera les questions d'ordre méthodologique. Il y sera question de présenter,

justifier les différentes techniques de collectes et de traitement des données choisies. Enfin, le quatrième chapitre présentera les principaux résultats et leurs discussions.

Figure 1 : Carte du Cameroun et carte de Douala

Figure 1: carte du Cameroun

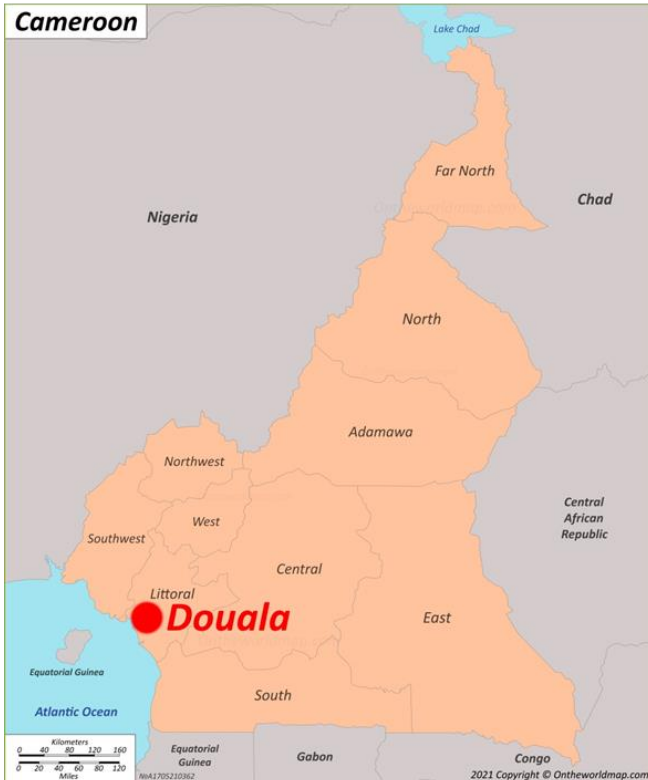


Figure 2: Carte de Douala



Source: ontheworldmap.com

Chapitre 1 : Éléments de contexte et présentation du sujet

L'un des exercices préalables à la réalisation d'une étude est sans aucun doute, de préciser les circonstances, l'environnement et les questionnements qui l'ont fait naître. Car cela permet non seulement de situer l'analyste et le lecteur, mais aussi de relever la pertinence du sujet. Notre mémoire n'échappe pas à cette réalité. Au contraire, le présent chapitre vise justement à répondre à cette exigence. À cet effet, nous distinguerons deux grandes sections, à savoir : le contexte (section I) et la présentation du sujet (section II). Dans la première, nous révélerons qu'au Cameroun, espace sur lequel porte notre analyse, le rapport des jeunes à la politique pose un problème : celui de l'écart malgré l'existence d'enjeux importants, entre la participation politique des jeunes de la période actuelle (2009-2024) et celle de l'ère coloniale et postcoloniale (1884-2008) prise globalement. Car, contrairement à hier, les jeunes aujourd'hui semblent peu présents dans les différentes arènes et lieux de prise de décisions politiques. Or, une telle situation pose un problème dans la mesure où, ces jeunes, qui devront conduire les affaires futures de leur pays, seront peu socialisés aux institutions de la République et peu capables de répondre aux défis sociétaux qui leur sont et seront posés. Ainsi, traiter de cette première section nous permettra d'inscrire nos travaux sur la thématique de la participation politique des jeunes au Cameroun. Cependant, celle-ci étant assez large, notre deuxième section visera à la délimiter dans le temps et l'espace afin d'aboutir à un sujet plus précis dont nous indiquerons l'énoncé et la place dans la science politique avant de formuler sa question de départ.

Section I : Le contexte de l'étude

L'idée de la présente section est de présenter l'espace politique camerounais en rapport aux jeunes. Ainsi, nous montrerons que contrairement à la période coloniale et postcoloniale où les jeunes investissaient majoritairement cet espace en y occupant le devant de la scène (B), ceux des décennies actuelles semblent exclus et démobilisés (A).

A) 2009-2024 : Exclusion et démobilisation des jeunes malgré les enjeux importants :

Nous entendons, dans la première partie de la présente section, rendre compte du fait que, malgré les enjeux qui traversent le pays, les jeunes Camerounais sont démobilisés tant du point de vue de l'action protestataire (2) que de celui de l'action électorale (3). Mais avant, nous soulignerons qu'en

dépité du discours présidentiel prônant la transition générationnelle, ils demeurent exclus du champ politique actuel (1).

1) **Entre transition générationnelle et exclusion des fonctions politiques :**

Le Cameroun, pays d'Afrique centrale est d'après le dernier recensement général de la population mené en 2005, marqué par son extrême jeunesse et la moitié de la population a moins de 17,5 ans¹. C'est donc dire que la composante sociologique de ce pays est majoritairement constituée de jeunes. C'est certainement dans ce sens que, s'adressant à eux, Paul Biya Président de la république affirmait : « Vous êtes fortement interpellés par la Nation. Car c'est vous en effet qui, dans les décennies à venir, serez en charge de la conduite de notre pays. Il convient donc que vous soyez à la hauteur de l'enjeu, en disposant des compétences et de l'expérience requises. »². Et certainement, des compétences et expériences politiques car la conduite des affaires publiques d'une nation est avant toute chose, politique. Dès lors il est permis d'anticiper une mise en place de politiques publiques visant à intégrer les jeunes dans la gestion des affaires du pays. Lesdites politiques auraient selon toute vraisemblance été déployées à l'échelle du pays. Car en effet, à en croire Paul Biya, avec la mise en œuvre de la décentralisation et du code des collectivités territoriales décentralisées, tout est fait pour permettre une meilleure participation politique des jeunes à laquelle il les engage d'ailleurs vivement³. Il semble donc émerger une volonté présidentielle d'intégrer les jeunes dans la vie politique. D'ailleurs, il évoqua la préparation d'une transition générationnelle⁴. Cependant, l'on semble bien s'éloigner d'une telle réalité.

En effet, malgré ladite préparation, force est de constater que les « vieux » détiennent encore la réalité du pouvoir. Ainsi, en mars 2024 par exemple, la première session parlementaire de l'année a vu les réélections de messieurs Marcel Niat Njifendji et Cavaye Yeguie Djibril respectivement à la

-
- 1- Source : BUREAU CENTRAL DES RECENSEMENTS ET DES ETUDES DE LA POPULATION, *Rapport de présentation des résultats définitifs*, Cameroun, 05-12-2011, ID.CMR_BUCREP-RGPH 2005-V1.0, 67p.
 - 2- BIYA, Paul, *Message du Président Paul Biya à l'occasion de la 52ème édition de la Fête de la Jeunesse*, [Discours], Yaoundé, 10 février 2018, (En ligne), consulté le 05 octobre 2020, <https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/2674-test-fr>
 - 3- BIYA, Paul, *Message du Chef de l'Etat à l'occasion de la 54ème Édition de la Fête de la Jeunesse*, [Discours], Yaoundé, 10 février 2020, (En ligne), consulté le 07 avril 2020, [Message du Chef de l'Etat à l'occasion de la 54ème Édition de la Fête de la Jeunesse \(prc.cm\)](#)
 - 4- BIYA Paul, *55ème Edition de la fête de la Jeunesse - Message du Chef de l'Etat*, [Discours], Yaoundé, 10 février 2021, (En ligne), consulté le 07 avril 2024, [55ème Edition de la fête de la Jeunesse - Message du Chef de l'Etat \(prc.cm\)](#)

présidence du Sénat et de l'Assemblée nationale. Si le premier âgé de 90 ans occupe sans interruption cette position depuis la mise en fonction du Sénat en 2013⁵, le second, quant à lui, âgé de 84 ans est à la tête de l'Assemblée nationale depuis 32 ans⁶. De même, monsieur Paul Biya âgé de 91 ans, préside le Cameroun depuis novembre 1982, soit environ 42 ans de règne. Cela dit, contrairement au discours présidentiel, les jeunes seraient en marge de l'exercice des fonctions politiques. D'ailleurs, selon le think tank « International Crisis Group », cette réalité ne serait pas nouvelle et ne se limiterait pas au seul cadre de la vie politique. En effet, il affirmait en 2011 qu'au Cameroun, « les postes à responsabilité économiques et politiques sont pour la plupart de temps occupés par des dirigeants de 60 ans voire 70 ans »⁷. Ce qui tend donc à indiquer une exclusion des jeunes plutôt qu'une transition générationnelle.

2) Une démobilisation dans l'action protestataire malgré les enjeux :

Nonobstant leur exclusion des fonctions de responsabilités politiques, les jeunes camerounais semblent globalement ne pas s'activer devant les enjeux qui traversent la vie publique de leur État. En guise d'illustration, l'on pourrait entre 2021 et 2024, mobiliser plusieurs faits qui rendraient cette observation pertinente. Mais nous ne retiendrons ici que quelques-uns. Car en convoquant une perspective comparativiste nous constatons que ces faits ont été, dans d'autres pays que nous citerons, les moteurs des mouvements de contestations populaires initiés par des jeunes.

D'abord, nous pouvons illustrer notre propos par un enjeu sectoriel de politique publique : l'enjeu énergétique. Depuis plusieurs années, le Cameroun vit une véritable crise énergétique. En 2023 par exemple, cette crise s'est manifestée pendant plusieurs semaines par des coupures régulières et quotidiennes de l'énergie électrique, une pénurie de carburant et un manque d'eau, affectant ainsi la quasi-totalité des systèmes de la vie sociale (santé, éducation, transport, industrie...) ⁸. Face à cet enjeu énergétique, Cabral Libii, homme politique et député, appela les populations à une marche pacifique à

5- Source : MAWEL, Arnaud, Nicholas, « Marcel Niat Njifenji réélu président du Sénat camerounais pour la 12^e fois ». Journal du Cameroun.com (site web), « sine leco », 22 avril 2024, (consulté le 05 avril 2024).

6- Source : NGOUEKA Ludovic, « Parlement : Paul Biya reconduit Niat et Cavaye Djibril », News du Camer (site web), « sine leco », 22 mars 2024, (consulté le 05 avril 2024).

7- Source : COTINAT, Matthieu, « Présidentielle camerounaise : le fossé se creuse entre les jeunes et les élites ». *Jeuneafrique* (site web), Yaoundé, 07 octobre 2011, (consulté le 06 octobre 2020).

8- Source : Jean Charles Biyo'o Ella, « Comment les conditions de vie des populations au Cameroun se dégradent à la veille des fêtes de fin d'année », BBC NEWS AFRIQUE (Site web), Yaoundé, 19 mars 2023, (consulté le 05 avril 2024).

l'effet de dénoncer les délestages électriques vécus dans les différentes villes et régions du pays. Seulement, ladite marche n'aurait mobilisé qu'une vingtaine de personnes et aurait amené le juriste et homme politique camerounais Christian Bomo Ntimbane à conclure :

« La révolution camerounaise restera décidément une affaire de Facebook ! L'appel à la mobilisation citoyenne non partisane pour exiger l'électricité, pour le bien commun, lancé par le député Cabral LIBII, vient encore de le démontrer. Qu'est ce qui pourra encore bien lever les Camerounais, s'ils sont incapables de s'indigner ne serait-ce que pour l'amélioration de leurs conditions de vie minimales miséreuses ? Certainement, et à coup sûr la pénurie des bières et des alcools en sachet »⁹.

Or, l'on sait désormais avec Mamadou Dimé (2022), que les coupures répétitives de l'électricité au Sénégal ont été à l'origine des contestations sociales portées par des jeunes du mouvement « y'en a marre ». Elles ont conduit au départ Abdoulaye WADE de la présidence de la République.

En plus de cet enjeu énergétique, nous pouvons illustrer notre propos par un enjeu transversal, celui de la liberté d'expression. Il s'agit ici d'un autre scandale qui a alimenté la vie publique du Cameroun en 2023 : l'affaire Martinez Zogo. En effet, ce dernier était un journaliste populaire qui à travers ses émissions radiodiffusées, dénonçait « les actes de corruption commis par les plus hautes personnalités du pays – aucun puissant n'était épargné, sauf le président Paul Biya... »¹⁰. Cependant, en janvier 2023, son corps sans vie a été retrouvé.

Il a été victime de tortures, de traitements inhumains ayant causé sa mort. Malgré les condamnations observées dans l'opinion publique nationale et internationale, l'on n'a observé qu'une faible mobilisation des personnes (dont les jeunes) dans les rues pour revendiquer la mise sur pieds d'une enquête et le cas échéant, des arrestations. Pourtant, après la découverte de son corps sans vie le 22 janvier 2023, il a fallu attendre 5 jours avant que le président Paul Biya ordonne la mise sur pieds d'une enquête mixte de la police et de la gendarmerie. Or selon Eloise Bertrand (2022), la mort du

9- Source : Lebledparle.com, CWT, « Christian Bomo Ntimbane : La révolution camerounaise restera décidément une affaire de Facebook », Le bled parle (Site web), « sine leco », 21 mars 2023, (consulté le 05 avril 2024).

10- Source : BALLA Ahmed, « Cameroun : l'ex-chef du contre-espionnage et un influent homme d'affaires inculpés dans l'affaire Martinez Zogo », Le monde (Site web), Yaoundé, le 04 mars 2024, (consulté le 07 avril 2024).

journaliste Robert Zongo au Burkina Fasso en 1998, déclencha un mouvement social qui avait d'ailleurs permis à l'opposition politique affaiblie de rebondir.

À l'épreuve de la réalité, l'espace-temps 2021-2004 n'épuise pas l'observation de la passivité des jeunes camerounais. Ceci tout au moins du point de vue de l'action collective. En effet, le 07 octobre 2018, s'est tenue la dernière élection présidentielle. Cette dernière a donné naissance à une crise post-électorale dans laquelle monsieur Kamto Maurice, officiellement classé deuxième contestait la réélection de monsieur Biya Paul et s'estimait être victime d'un « hold électoral ». Il élaborà à cet effet un « plan national de la résistance » dans lequel les « marches blanches » devant mobiliser les camerounais dans les rues constituaient ses plus importantes ressources. Ainsi, il appela le 22 septembre 2020 à une marche obéissant à une « gigantesque campagne nationale d'APPEL AU DEPART PUR ET SIMPLE DE M. PAUL BIYA DU POUVOIR... »¹¹. Seulement, si pour les entrepreneurs de ladite marche, celle-ci fut un succès, force est de constater qu'il en est autrement pour de nombreux observateurs de la vie politique camerounaise. À en croire la presse locale, ces derniers estiment qu'elle a été un échec et n'a pas suscité une adhésion populaire¹². On y a donc observé, pour les jeunes, une démobilisation collective au sens de Marie-Emmanuelle Pommerolle (2008, 73) qui la définit comme « ...un état persistant de faiblesse des mouvements sociaux protestataires, c'est-à-dire de formes d'action concertée en faveur d'une cause et faisant appel aux autorités politiques ».

Toutefois, n'est-il pas envisageable d'avancer que cette démobilisation puisse être l'expression du rejet de l'action protestataire comme mode d'expression politique au profit des modes plus institutionnels comme le vote ?

3) La réalité de la démobilisation électorale :

À la question posée ci-haut, il serait possible de répondre par l'affirmative si les jeunes camerounais avaient suivi le conseil de leur président lorsque celui-ci leur disait en 2021 qu'il :

11- Source : KAMTO, Maurice, (24 août 2020), *Appel À La Résistance Pacifique Résolue Du Peuple Camerounais Contre La Forfaiture Électorale En Préparation Et Au Départ Pur Et Simple De Monsieur Paul BIYA Du Pouvoir En Cas De Sa Réalisation*, [Discours], , (En ligne), consulté le 05 octobre 2023, <https://www.mrcparty.org/?q=appel-la-resistance-pacifique-resolue-du-peuple-camerounais-contre-la-forfaiture-electorale-en-prepa>

12- Source : Source : CANAL 2 INTERNATIONAL, LA MARCHÉ DU 22 SEPTEMBRE EST-ELLE UN SUCCES ? [Vidéo], YouTube, 23 septembre 2020, (En ligne), consulté le 05 octobre 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=1ONoyi4g8Ng>.

« ...Il existe une autre façon, plus responsable et plus recommandable, de faire de la politique. Par définition, celle-ci se rapporte à la gestion de la société. En votant, en se présentant à une élection, en étant élu conseiller municipal ou régional, député ou sénateur, on fait de la politique au sens noble du terme. Si vous en avez l'ambition, n'hésitez pas à vous engager dans cette voie pour le bien de votre pays. »¹³.

Seulement, à l'épreuve de la réalité sur le terrain, force est de constater que la réponse à notre question est la négative. En effet, Cette démobilisation, rappelle Boris Metsagho Mekontcho (2022 ; 3), se retrouve aussi dans le cadre de la participation politique conventionnelle et « concerne l'ensemble du corps électoral au Cameroun, elle se pose beaucoup plus en termes générationnels. Elle est plus aiguë chez les jeunes ».

C'est qu'outre ces marches du 22 septembre, les jeunes ne se sont pas davantage mobilisés lors des différentes échéances électorales de 2018 et 2020. Constatons que cette démobilisation électorale semble concerner aussi bien le fait de se porter candidat aux élections que le fait de voter. S'agissant de la première, notons qu'à l'élection présidentielle de 2018 par exemple, il y avait neuf candidats retenus par « Elections Cameroon (ELECAM) »¹⁴. Des neuf, bien que la loi électorale autorise la candidature des personnes de 35 ans révolus, il reste que les moins âgés avaient 38 ans à la date de ladite élection¹⁵. Il n'avait donc aucun candidat âgé de 35 ans¹⁶. Si pour les élections sénatoriales, la même loi oblige aux candidats d'avoir 40 ans révolus le jour de l'élection, force est cependant de constater que pour les élections législatives, municipales, et régionales, elle exige 23 ans révolus¹⁷.

13- BIYA Paul, « 53ème Edition de la fête de la Jeunesse : Message du Chef de l'Etat », [Discours], Yaoundé, 10 février 2021, (En ligne), consulté le 08 avril 2024, [53ème Edition de la fête de la Jeunesse : Message du Chef de l'Etat \(prc.cm\)](http://prc.cm)

14- ELECAM « est un organisme indépendant chargé l'organisation, la gestion et la supervision de l'ensemble du processus électoral et référendaire » au Cameroun. Voir : article 4 de de la loi N° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi N° 2012/017 du 21 décembre 2012.

15- Il s'agit de l'article 117 de la loi N° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi N° 2012/017 du 21 décembre 2012. Les âges desdits candidats n'apparaissent pas sur la publication d'ELECAM. Aussi, nous avons dû effectuer une recherche de leur âge de naissance sur le moteur de recherche GOOGLE. À partir de là, nous avons calculé leur âge.

16- En définissant le concept de « jeunes » au chapitre 2, nous comprendrons pourquoi le nombre « 35 » retient notre attention.

17- Voir articles 175 et 252 de la loi N° 2012/001 du 19 avril 2012 portant code électoral, modifiée et complétée par la loi N° 2012/017 du 21 décembre 2012.

Seulement pour ces dernières, nous n'avons trouvé aucune donnée disponible permettant de déterminer l'âge des candidats retenus par ELECAM. Dès lors, pour des raisons que nous évoquerons plus tard dans le chapitre 3, nous avons mené des entretiens semi-directifs sur un échantillon de dix (10) jeunes âgés de 20 à 35 ans et tous résidants au quartier Bépanda, à l'effet de savoir entre autres s'ils avaient déjà participé à une élection dans le pays en qualité de candidat ? Il en est sorti un chiffre : 0. Autrement dit, sur notre échantillon, aucun jeune n'avait été candidat à l'une de ces élections. Elargissant ce résultat à l'ensemble du territoire national, nous pourrions conclure que lesdites élections n'ont mobilisé que peu de candidats âgés de 35 ans et moins. Toutefois, nous avons conscience de ce que la déduction faite à partir de cet élargissement puisse s'éloigner des véritables chiffres enregistrés par ELECAM.

Quant à voter et participer aux autres phases du processus électoral, Boris Metsagho (2022 ; 4), affirme que lors de ces élections présidentielles, législatives, municipales et régionales, on aurait observé « un comportement de retrait des jeunes de la scène électorale sous diverses formes (ne pas s'inscrire, ne pas retirer sa carte d'électeur, ne pas voter, glisser un bulletin blanc dans l'urne) ». Alors même que la loi électorale fixe, pour chacune de ces élections, l'âge pour voter à 20 ans révolus le jour de l'élection. Bien plus, Boris Metsagho (2022 ; 3) estime que « cette désaffection politique se manifeste aussi en période non électorale, c'est-à-dire en toute autre occasion politique (meeting, réunion, conférence) : les appels des partis ne font plus courir les citoyens... ».

Il semble donc au vu de tout ce qui précède émerger la considération selon laquelle depuis plus de deux décennies, les jeunes camerounais seraient passifs du point de vue de la participation politique. Car tandis que Pommerolle Marie-Emmanuelle (2008) évoquait leur démobilisation collective, Fanny Pigeaud (2011) parlait de leur désaffection politique qui s'exprimerait entre autres par leur immigration, immigration qui d'après Biya Paul, serait en 2024 devenue une volonté croissante des jeunes et marquerait une situation préoccupante¹⁸. Dès lors, nous nous posons la question de savoir si un tel comportement a toujours été pertinent par le passé ?

18- BIYA Paul, « Message du Chef de l'Etat à l'occasion de la 58ème Édition de la Fête de la Jeunesse », [Discours], Yaoundé, 10 février 2024, (En ligne), consulté le 06 avril 2024, [Message du Chef de l'Etat à L'occasion de la 58ème Édition de la Fête de la Jeunesse \(prc.cm\)](#)

B) 1884-2008 : une mobilisation politique des jeunes :

À la question ci-dessus posée, nous répondons par la négative. Car, à l'épreuve de l'analyse de l'histoire de la vie politique coloniale (1884-1960) et postcoloniale (1960-2008)¹⁹ du Cameroun, l'on pourrait globalement affirmer que les jeunes étaient politiquement mobilisés et que bon nombre d'entre eux occupaient le devant de la scène politique. Tel est donc ce que nous entendons mettre en exergue dans la présente deuxième partie de cette première section. Ainsi, nous distinguerons les jeunes de l'ère coloniale (1) de ceux de l'ère postcoloniale (2). Cependant, pour illustrer la mobilisation des jeunes à l'ère coloniale, nous avons choisi de citer des textes de l'époque qui mobilisent le vocabulaire de l'époque sans qu'il soit légitime. Nous avons conscience qu'il peut heurter. De plus, nous avons conscience que les exemples choisis ne sont pas représentatifs de la mobilisation des jeunes en soi. L'objectif de ce travail documentaire, de ces documents historiques, est de rendre visible les enjeux sur lesquels se mobilisent les jeunes et les moments auxquels ils ont pu le faire à travers le temps, y compris les périodes tragiques de l'histoire.

1) Les jeunes à l'ère coloniale :

Se situant, comme nous l'avons ci-haut évoqué, dans l'espace-temps [1884-1960], cette ère coloniale correspond à la naissance de l'État que l'on appelle aujourd'hui Cameroun. Elle peut être décomposée en quatre phases : le traité germano-Douala de 1884, la possession allemande, la dépossession allemande et l'administration internationale²⁰. En dehors de la troisième phase²¹, chacune des autres a donné à voir une mobilisation importante des jeunes au-devant de la scène politique.

19- Nous choisissons de limiter la période post-coloniale à 2008, parce qu'au vu des travaux de Pommerolle Marie-Emmanuelle (2008), et Fanny Pigeaud (2011), nous savons qu'à cette date, s'observe une démobilisation collective des jeunes.

20- Voir NGANDO SANDJE, Rodrigue (2016), « le traité germano-Douala du 12 juillet 1884 : étude contemporaine sur la formation des contrats dans l'ordre juridique intemporel », revue québécoise de droit international, volume 29, numéro 1, PP.131-159. (En ligne), consulté le 19 septembre 2023. <https://www.sqdi.org/fr/le-traite-germano-douala-du-12-juillet-1884-etude-contemporaine-sur-la-formation-des-contrats-dans-lordre-juridique-intemporel/>

21- La phase de dépossession allemande qui correspond à la troisième phase a été exclue ici parce que nous n'avons pas su trouver les preuves de participation politique des jeunes camerounais.

En effet, s'agissant du traité germano-Douala, il convient de préciser qu'il est celui qui le 12 juillet 1884, fit du Cameroun un protectorat allemand. Signé pour la partie camerounaise par les rois Ndumbé Lobè Bell et Akwa Mpondo Dika de la côte camerounaise²², il fut l'occasion pour le prince KUMA'A Ndumbé III de rappeler que : « dans un autre rapport, le même Schmidt écrira encore : “après notre entretien d'hier soir, avec King Aqua, King Bell, et Green Joss sur ces points (du traité), les nègres d'Aqua et une foule de jeunes se dirigèrent vers la plage en criant et vociférant les pires des menaces à l'endroit de King Bell et King Aqua, les accusant de vouloir vendre le territoire aux Allemands et de vouloir faire de la population des esclaves...malheureusement, ces processions d'insultes ne font que se répéter” . »²³

Ainsi, la signature de ce traité a connu une réaction de nombreux jeunes camerounais qui n'ont pas hésité à proférer des menaces et insultes à leurs rois.

La description que fait monsieur Schmidt dans ce rapport ressemble fort bien à ce qu'Olivier Nay (2017) appelle protestation politique. Car l'on est ici en présence de contestations publiques par des jeunes (gouvernés) des actions politiques menées par leurs rois (gouvernants).

Quant à la phase de la possession allemande, nous devons préciser qu'elle a été marquée par deux temps forts, à savoir : le temps de la conquête des territoires et celui de l'administration. Si la conquête allemande a connu une résistance des populations amenées par leurs chefs non-jeunes, il faut reconnaître que l'administration allemande a pour sa part donné naissance aux résistances menées au premier plan par des jeunes qui sont entrés dans l'histoire du Cameroun et cités aujourd'hui comme héros de la République. Ce phénomène est emblématique de ce que nous voulons étudier dans le mémoire : la (dé)mobilisation des jeunes contre le pouvoir politique dominant. Les figures historiques ne sont certes pas représentatives de la mobilisation des jeunes en soi, mais elles illustrent la capacité des jeunes Camerounais à protester de manière non conventionnelle à des moments historiques. Au nombre de ces jeunes, nous pouvons citer :

- **Rudolph Douala Manga Bell :**

22- Voir NGANDO SANDJE Rodrigue (2016), Op.cit., P.132.

23- Voir KUM'ANDUMBE III, *Déclaration solennelle du Prince Kum'a Ndumbe III sur les débuts de la résistance des peuples camerounais à l'occupation coloniale, 28 août 1884 – 28 août 2013, au mausolée de Lock Priso (Kum'a Mbape)*, [Discours], 28 août 2023, (En ligne) consulté le 20 septembre 2023, <https://www.africavenir.org/news-details/article/declaration-solennelle-du-prince-kumandumbe-iii-sur-les-debuts-de-la-resistance-des-peuples-ca.html>

En 1902, alors qu'il n'est âgé que de trente ans, car né en 1872, il se rend en Allemagne avec une mission de King Douala pour protester contre le déplacement de la capitale Douala à Buea²⁴. Puis en 1911, âgé de trente-neuf ans, devant le problème de l'expropriation des terres doualas, qui était une violation manifeste des accords du traité de 1884, il initie le 9 novembre une doléance à l'attention des instances impériales en Allemagne et une autre le 8 mars 1912. N'ayant pas eu de succès dans ces deux doléances, il sensibilise le Reichstag (parlement allemand) le 15 janvier 1913 par le biais d'un télégramme et d'une note de protestation. Le 10 septembre 1913, il adresse une pétition au secrétaire d'Etat allemand aux colonies, le Dr. Wilson Solf²⁵ dans laquelle il rappelle les prérogatives doualas en matière foncière dans le traité du 12 juillet 1884²⁶.

- **Martin Paul Samba :**

Agé d'environ trente-sept ans, MEBENGA M'EBOMO dit Martin Paul Samba camerounais et ancien officier de l'armée allemande au Cameroun, se rebella définitivement de l'administration allemande dès 1912 après que le major Hans Dominik- officier de l'armée allemande officiant au Cameroun pendant la période de protectorat, eut pour se divertir, jeté dans la plage de Kribi des dizaines d'enfants qui finirent par se noyer²⁷. Profitant de son entreprise commerciale entre 1902 et 1912, il acheta des armes à la France et s'associa avec Rudolph Douala Manga Bell pour mener des actions de résistance contre l'administration allemande.

Les exemples de ces deux jeunes montrent à suffisance que la vie politique du Cameroun dans la période de la possession allemande a donné à voir un rôle de premier plan, de résistance, joué par la jeunesse camerounaise.

La phase de l'administration internationale, quant à elle, n'est pas en reste de cette réalité. Signalons que celle-ci correspond non seulement au condominium franco-britannique né de la signature du traité du 4 Mars 1916 entre la France et le Royaume-Uni, mais aussi à sa mise sous le régime de mandat de la SDN le 20 juillet 1922, au régime de tutelle de l'ONU en 1946. Pendant ces deux régimes, le Cameroun sera confié à la France et le Royaume-Uni pour sa gestion. L'analyse de cette phase de

24- Voir à ce propos Bouopda pierre Kamé (2016), histoire politique du Cameroun au XXe siècle, l'Harmattan, « sine loco », 594P.

25- Ibid.

26- Ibid.

27- Voir TAGNE KOMMEGNE Sandrine carole (2006), « l'imposition des cultures de rentes dans le processus de formation de l'Etat au Cameroun (1884-1914) », [Mémoire de DEA en science politique, Université de Yaoundé II].

l'administration internationale dans la construction de l'Etat du Cameroun donne selon Pierre Kamé Bouopda (2016), de se rendre compte du combat acharné pour les droits politiques, économiques et sociaux des Camerounais au XXe siècle. Ce long combat a été mené par un ensemble constitué d'associations, syndicats, partis et institutions politiques, pour la plupart animés et dirigés par des jeunes camerounais. Au nombre de ces organisations, nous pouvons citer :

- **La JEUCAFRA :**

Après avoir perdu le Cameroun en 1916 à la suite de la première guerre mondiale, l'Allemagne exprima dès les années 1930, ses envies de revenir. Afin de contrer le discours de propagande allemand, les Français créèrent en 1938 la Jeucafra (jeunesse camerounaise française). Mais celle-ci, au bout de quelques années, passa de « pro-français à front anticolonialiste. »²⁸. En effet, en plus de réagir contre la propagande allemande, elle réagissait aussi contre le système politique colonial français en vigueur au Cameroun. Elle envoya par exemple une pétition au commissaire aux colonies en Algérie pour demander une large participation des indigènes à la gestion des affaires publiques, l'extension des droits politiques, la liberté de la presse et de l'opinion, la fin de l'indigénat et du travail forcé, pour ne citer que ceux-là. Elle représentait alors, selon Atangana Martin René (1998, 56), « les aspirations du peuple camerounais. » et les membres de cette organisation qui défendait la cause des peuples camerounais devant les abus et dérives du système français étaient selon lui, pour « la plupart des jeunes ». D'ailleurs, ses principaux dirigeants en 1938, étaient :

- Paul Soppo Priso : né en 1913, il en était le président. Il était donc âgé de vingt-cinq ans ;
- André FOUDA : né en 1906, il en était le vice-président. Il était donc âgé de trente-deux ans ;
- Louis Marie POUKA : né en 1913, il en était le secrétaire général. Il était donc âgé de vingt-cinq ans.

- **Les partis et institutions politiques :**

La conférence de Brazzaville tenue en 1944 a donné naissance à la liberté d'expression et d'opinion et a favorisé la création de plusieurs partis politiques au Cameroun français. Le « cercle des études marxistes », créé par monsieur Gaston Donnât pour former les camerounais à la revendication sociale, a quant à lui été la pépinière dans laquelle sont sortis les dirigeants de ces partis politiques. Ces derniers

28- Voir Atangana Martin René (1998), *CAPITALISME ET NATIONALISME AU CAMEROUN : au lendemain de la seconde guerre mondiale (1946-1956)*, publication de la Sorbonne, 307 P.

ont par la suite mené de nombreuses actions visant la fin de la colonisation et la naissance de l'Etat du Cameroun. Au nombre de ces partis, nous ne retiendrons ici que l'UPC pour son rôle majeur dans l'histoire politique de ce pays.

° **L'U.P.C :**

Créé en 1948, ce parti politique, qui fut interdit en 1955 dans le Cameroun français, luttait contre le système colonial français, militait pour la réunification du Cameroun et réclamait son indépendance. Dans sa quête pour un Cameroun indépendant, ce parti politique mènera des pétitions à l'O.N.U pour exposer et revendiquer sa vision du pays²⁹. D'abord traités de « maquisards », puis aujourd'hui réhabilités par la loi du 16 décembre 1991, ses fondateurs et leaders étaient pour la plupart des jeunes. Au nombre des jeunes, qui ont animé et dirigé ce parti, on trouve entre autres :

- Charles Assalé : membre fondateur à trente-sept ans ;
- Théodore Ngosso : membre fondateur à vingt-cinq ans ;
- Abel Kingué : il intègre le parti en 1950 alors qu'il est âgé de vingt-six ans. En 1953, il fera partie des membres fondateurs de la jeunesse du parti ;
- Osendé Afana : il est l'un des dirigeants du parti. Il l'intègre au début des années 1958. Il est alors âgé de vingt-huit ans au moment de son intégration ;
- Ernest Ouandié : compté parmi les membres dirigeants du parti, il l'intègre en 1948 dès la création. Il n'a alors que vingt-quatre ans en ce moment-là ;
- Félix Roland Moumié : il est lui aussi l'un des membres dirigeants les plus populaires de ce parti. Il en devint vice-président en 1950. Il est alors âgé de vingt-cinq ans ;
- Ruben UM NYOBE : sans doute aucun le dirigeant le plus emblématique de ce parti. Il prendra les rênes dès 1948. Il était alors âgé de trente-cinq ans.

Par ailleurs, ce sont ces jeunes pour la plupart, qu'on trouvera dans les principales institutions politiques du Cameroun (ARCAM, ATCAM, ALCAM). En 1957, lorsque le Cameroun deviendra un territoire autonome, André Mari Mbida en sera le tout premier ministre, et Ahmadou Ahidjo le remplacera quelques mois plus tard à cette fonction. Ils ont alors respectivement quarante et trente-trois ans. En 1960, quand le pays devint indépendant, son président Ahmadou Ahidjo n'était alors âgé que de trente-six ans.

29- Voir BOUOPDA pierre Kamé (2008), *Cameroun du protectorat vers la démocratie : 1884-1992*, l'Harmattan-Etudes africaines, « sine loco », 446P.

Les développements précédents montrent donc que les acteurs sociopolitiques qui ont animé la vie politique du Cameroun de 1884 à 1960 étaient pour la plupart des jeunes. Ces derniers, à partir des années 1944, ont puisé dans les associations, syndicats, partis politiques, l'expérience nécessaire pour leur permettre de conduire les affaires du pays dès les années 1957 jusqu'aux années 1970-1990. Il convient alors à présent d'examiner la période post-coloniale.

2) Les jeunes à l'ère postcoloniale :

L'ère postcoloniale du Cameroun peut globalement être subdivisée en deux grandes périodes : le régime du premier président Ahmadou Ahidjo (1960-1982) et celui du deuxième président Paul Biya (1982-jusqu'à nos jours).

D'après Fanny Pigeaud (2011 ; 22), « la répression du régime de Ahidjo a de manière générale entretenu un climat permanent de peur, de suspicion et de délation ». Selon elle, malgré un tel climat, ce régime a été au milieu des années 1970, confronté à de nombreuses actions de contestations et de grèves qui par ailleurs avaient mis aux arrêts et pendant plusieurs jours l'ensemble des activités économiques de la ville de Douala. Ces actions, souligne Fanny Pigeaud (2011 ; 21), ont vu la participation de plusieurs jeunes étudiants qui n'hésitaient pas à distribuer des tracts d'un « manifeste national pour l'introduction de la démocratie, critique envers le régime ».

En 1982, le président Ahidjo démissionne de sa fonction présidentielle. Et Paul Biya, son dauphin constitutionnel, le remplace. Les promesses de libéralisation et de démocratisation tenues par ce dernier séduisent les masses. « L'espoir nommé Biya »³⁰ semble vouloir rompre avec les pratiques de son prédécesseur. Ainsi, entre 1982-1985, il semble bénéficier d'une légitimité populaire. Mais, d'après Fanny Pigeaud (2011), le choc économique de 1985 dû à la chute du prix du pétrole, café, cacao, dévaluation du FCFA (monnaie locale), entraîna une forte récession qui déboucha sur des grèves de l'ensemble des corps sociaux parmi lesquels des jeunes étudiants, jeunes vendeurs, jeunes conducteurs de taxi... Seulement, lesdites grèves, connurent de sévères répressions. Ce qui aboutit à deux grands moments de lutte : la lutte pour le multipartisme et l'avènement des libertés à la fin des années 80 d'une part et d'autre part, la lutte pour l'avènement de la conférence nationale au début des années 90.

Pour Fanny Pigeaud, ces luttes ont donné lieu à des « campus morts » et des « villes mortes » largement suivies par les étudiants et les populations dans plusieurs villes du pays et pendant plusieurs mois. Les premiers ont été lancés par des leaders estudiantins regroupés autour du « parlement de l'université de

30- « L'espoir nommé Biya » est le titre de la première partie de l'œuvre de PIGEAUD, Fanny (2011), *Au Cameroun de Paul Biya*, Kartala, 265p.

Yaoundé 1 » et les secondes par des leaders de la société civile parmi lesquels : Célestin Monga, Lambo Pierre Roger (Lapiro de Banga), et Pius Njawé. En 1990, date à laquelle ils ont été arrêtés par la police pour avoir lancé ces appels, ils avaient respectivement 30 ans, 33 ans et 33 ans. Cependant, ces mouvements de lutte ont été suivis par les populations jusqu'aux élections présidentielles et législatives de 1992 où l'on y a noté une forte participation populaire. Seulement, explique Fanny Pigeaud, après lesdites élections qui ont vu la victoire de Monsieur Biya, les Camerounais n'ont plus massivement répondu aux appels aux manifestations des leaders politiques ou de la société civile. Toutefois, elle reconnaît que l'année 2008 a été marquée par une mobilisation sociale des jeunes, notamment dans la ville de Douala. En effet, d'après Fanny Pigeaud (2011 ; 7-8) ces jeunes auraient affirmé que « Biya doit partir », puis « bloqué la circulation, dressé des barrages de pneus, improvisé des marches » et déclaré devant la police « tirez sur nous, nous n'avons pas peur de mourir, nous sommes déjà morts ». Marie-Emmanuelle Pommerolle (2007) affirme cependant que des mouvements estudiantins ont eu lieu entre 1991-1996 et entre 2004-2005.

En somme, l'histoire politique du Cameroun renseigne sur une forte participation politique des jeunes entre 1984-1992, qui néanmoins a baissé en intensité entre la fin des années 1990 et la première décennie des années 2000 pour finalement céder la place à une démobilitation dans les décennies 2009-2024. Et ce, alors même que le pays semble toujours marqué par de nombreux enjeux qui, comme nous l'avons vu plus haut ont suscité dans d'autres pays d'Afrique, des mobilisations sociales appelées et menées par des jeunes.

Dès lors, à la lumière de ce contexte se pose le problème de l'écart entre la participation politique des jeunes de la période actuelle et de ceux des temps passés. Ce qui inévitablement conduit notre étude vers un sujet qu'il convient à présent de présenter.

Section II : Présentation du sujet :

Dans la section précédente, nous avons essayé d'illustrer que les jeunes camerounais font aujourd'hui, contrairement à hier, ce que nous considérons comme un retrait de l'espace politique de leur pays et qui nous a amenés à inscrire notre étude dans la thématique de la « participation politique des jeunes au Cameroun ». Cependant, il est aisé de constater que cette dernière est large non seulement par son espace mais aussi par le temps. C'est pourquoi, dans la première partie de la présente deuxième section, nous procéderons à la délimitation de notre thématique (A). Ce qui aboutira à la formulation d'un sujet

plus précis. Il nous restera alors, dans la deuxième partie, d'abord d'indiquer la place de ce dernier dans les sciences politiques avant de poser la question de départ et d'évoquer ses intérêts (B).

A) Délimitation de la thématique et formulation du sujet :

Traiter efficacement d'une thématique exige aussi de la circonscrire. Pour la nôtre, nous la délimiterons d'abord dans le temps (1) avant de l'envisager dans l'espace (2).

1) **Délimitation dans le temps :**

Dans le temps, nous tenterons de cerner la participation politique des jeunes au Cameroun sur la période comprise entre 2018 et 2024, en faisant appel à la mémoire des personnes. Car, comme nous l'avons vu plus haut dans le contexte de notre étude, cette période correspond à celle de la rencontre de diverses formes d'événements et d'enjeux politiques : échéances électorales (présidentielles, législatives, sénatoriales, régionales, municipales) et « marches blanches » pour la période 2018-2020, puis entre 2020-2024, réélection des nonagénaires à la tête du Sénat et de l'Assemblée nationale alors qu'une transition générationnelle était évoquée dans le discours présidentiel et que la dynamique de rajeunissement de l'élite politique dirigeante dans plusieurs pays d'Afrique subsaharien semble enclenchée³¹, survenance des faits qui, ailleurs, ont été à l'origine de contestations sociales (délestages électriques, assassinat de journaliste, scandales de corruption...). Enfin, 2024 est une année pré-électorale au Cameroun ce qui permet d'observer les mobilisations des différents acteurs de la vie politique.

La période 2018-2024 est donc pertinente pour notre étude. Elle offre ainsi un espace pour saisir les déterminants aux différents modes de participation politiques notamment conventionnels et non conventionnels. Plus intéressant, elle offre la possibilité de saisir la « passivité » ou le « retrait » des jeunes camerounais dans ces différents modes de participation politique. Cependant, les données que nous collecterons pour mener à bien notre étude pourraient s'inscrire dans une durée plus longue et plus éloignée. Notamment dans la période comprise entre 1884 et 2024 car nous inscrirons nos éléments de démonstration dans le temps long. Ce, d'autant plus que comme nous le verrons plus tard, nous inscrirons notre étude dans une approche construite de la réalité sociale.

31- Nous pensons ici au Sénégal (où monsieur Bassirou Diomaye Faye âgé de 44 ans est depuis le 02 avril 2024, président de la République) ; Au Burkina Fasso (où Ibrahim Traoré âgé de 36 ans est chef d'Etat), au Mali (où Assimi Goita âgé de 41 est chef d'Etat).

2) Délimitation dans l'espace :

Quant à l'espace, il convient de rappeler que notre thématique porte sur les jeunes dans un espace territorial qu'on appelle le Cameroun. Or nous savons avec Pierre Bourdieu (2002) que le concept de jeunes constitue une catégorie hétérogène. Autrement dit, même dans un espace géographiquement réduit, l'on pourrait retrouver des jeunes aux propriétés différentes. À combien plus forte raison dans une superficie grande de 475442 kilomètres carrés comme le Cameroun. Dès lors, la question de la représentativité de notre échantillon « jeunes » constitue un enjeu pour la pertinence de notre étude. Il importe donc d'avoir un échantillon qui soit le plus possible représentatif de cette hétérogénéité. À cet effet, deux options s'imposent à nous. Soit faire le tour des 10 régions et de toutes les villes et campagnes du pays, soit trouver une ville ou une campagne qui soit la plus symbolique de cette représentativité.

La première option nous semble plus couteuse en ressources financières et en temps. Ce dont nous ne disposons pas. C'est pourquoi, nous optons pour le choix d'une ville ou d'une campagne. Cependant, nous retiendrons le choix de la ville et non celui de la campagne. Car avec le phénomène de l'exode rural que connaît le Cameroun, les jeunes ont tendance à laisser les campagnes pour se rendre dans les villes. Ces dernières deviennent ainsi les lieux de rencontre des jeunes de diverses parties du pays. Nous retiendrons ainsi la ville de Douala comme espace d'étude. D'abord parce qu'elle est après la ville de Yaoundé, la plus importante destination de l'exode rurale des jeunes des autres parties du pays³². Et, reçoit chaque année environ 110.000 candidats à l'exode rurale et réfugiés du conflit sécuritaire dans les zones anglophones du pays³³. Ainsi donc, la ville de Douala, se présente comme un espace dans lequel l'on pourrait retrouver les différentes diversités représentatives non seulement de ses propres jeunes, mais aussi de ceux des autres parties du pays. Ensuite, et c'est ce qui la démarque de Yaoundé, elle est, à l'analyse des éléments de contexte développés ci-haut, régulièrement présente dans les mouvements de protestation. En effet, Fanny Pigeaud (2011) montre que la plupart des dernières manifestations politiques qui ont eu lieu au Cameroun dans les années 1990-1992 et 2008, se sont

32- Voir à ce sujet : COURADE, Georges, et Al., (1981), « L'exode rural au Cameroun », Cahiers ORSTOM : Sciences humaines. Volume 18, p. 107-147

33- Voir à ce sujet : SAVOYE, Laureline « Cameroun : Douala finira-t-elle engloutie ? Ville d'estuaire, la capitale économique camerounaise subit la double pression de l'érosion et d'une pluviométrie perturbée depuis les années 1970 », Le monde Afrique (Site web), « sine leco », 28 février 2022, (consulté le 10 avril 2024), https://www.lemonde.fr/afrique/video/2022/02/28/cameroun-douala-finira-t-elle-engloutie_6115562_3212.html

déroulées principalement à Douala et y ont connu une grande explosion de la violence. Ce qui donne à la voir comme une ville de mouvements politiques.

Cependant, la ville de Douala est constituée de plusieurs quartiers. Mais nous choisirons celui de Bépanda. À ce titre, il convient de marquer un temps d'arrêt afin de présenter et justifier ce choix.

- **Bépanda comme espace d'étude :**

Le 15 octobre 2023, un article du quotidien public camerounais « Cameroon tribune » affirmait que Bépanda est un quartier populeux de la ville de Douala. Selon cet article, à sa naissance aux alentours des années soixante, il constituait pour les natifs Doualas, un lieu inhabité réservé aux dépôts d'ordures. Toutefois, il se serait progressivement transformé, peuplé et développé grâce au phénomène de l'exode rural³⁴. Fort d'une population d'environ 141 12 habitants, il renferme aujourd'hui, des écoles, des lieux de culte notamment chrétien (catholiques et protestants), un stade officiel de football et une brigade ter de gendarmerie nationale³⁵. Il se situe plus précisément dans l'arrondissement de Douala Ve et est composé de 08 autres quartiers : Bépanda Bonamoussongo, Bépanda Bonéwanda, Bépanda Omnisport, Bépanda TSF, Bépanda Petit-Wouri, Bépanda TSF Cacao Barry, Bépanda Voirie et Bépanda Yonyong³⁶. D'après Julius Amin (2013), il est un symbole de quartier pauvre, et misérable négligé par l'administration.

Outre comme nous venons de le voir, le fait qu'il soit un produit et une destination de l'exode rural, notre choix de le retenir comme espace d'étude porte globalement sur deux raisons. D'abord politique dans le sens de ce qu'il représente dans ce champ, et enfin méthodologique.

Dans le premier, trois éléments majeurs ont attiré notre attention. En premier lieu, nous avons constaté qu'il appartient à une commune qui, entre 1996 et 2002, a été dirigée par l'opposition³⁷. Notamment le Social Democratic Front (SDF). Toutefois, n'ayant pas pu obtenir les résultats des élections municipales dans ce quartier, rien n'autorise à conclure que ses habitants auraient voté pour ou contre ce parti.

34- Source : MAUGER, Josey, « Cameroun : Bépanda : des noms et des histoires », allAfrica (site web), « sine loco », 15 octobre 2023, (consulté le 10 juin 2024), <https://fr.allafrica.com/stories/200310150335.html>

35- Source : Wikipédia, « Bépanda », (site web), (consulté le 10 juin 2024), <https://fr.wikipedia.org/wiki/Bepanda>

36- Source : Osidimbea, « commune d'arrondissement de Douala 5ème », (site web), (consulté le 10 juin 2024), <https://www.osidimbea.cm/collectivites/littoral/douala-5-commune/>

37- Ibid.

En second lieu, selon Dominique Malaquais (2005), les jeunes de ce quartier se seraient mobilisés en 2001 dans les rues afin de faire face aux forces spéciales du « commandement opérationnel ». En effet, explique-t-il, devant la montée des phénomènes de délinquance et de banditisme, le gouvernement décida de la création d'une opération paramilitaire baptisée « le commandement opérationnel » censée restaurer la sécurité dans les quartiers de la ville de Douala. Seulement cette opération connaitra de graves violations des droits de l'homme. Dit autrement, ces jeunes seraient descendus dans les rues afin de protester contre une politique publique sécuritaire.

En troisième lieu, Julius Amin (2013) rappelle qu'en 2008, les jeunes de Bépanda ont été au centre des émeutes dites de la faim qui se sont déroulées dans les principales villes du pays faisant des centaines de tués, des milliers d'arrestations et des pertes matérielles estimées à un milliard de FCFA soit un peu plus d'un million et demi d'euros. Selon cet auteur, c'est dans ce quartier que, malgré l'interdiction du gouverneur, les leaders de l'opposition ont rassemblé les populations et ont appelé à ces émeutes. Celles-ci visaient non seulement à soutenir la grève lancée par les professionnels des métiers du transport du fait de l'augmentation du prix du carburant, mais aussi à contester le projet de révision constitutionnelle envisagé par le président Biya au pouvoir à l'effet de lever toute limite à son mandat et de se porter candidat à la présidentielle de 2011. Ce faisant, Julius Amin (2013, 689) précise le caractère hautement politique de ces émeutes en affirmant que ces jeunes y détenaient des pancartes sur lesquelles étaient écrites entre autres: « “Paul Biya, La jeunesse avant la constitution”, “Hungry man is angry man”, “Biya Must Go”, “No More Biya”... » Ces trois éléments donnent donc à voir Bépanda comme un quartier d'activisme politique. Ce qui le rend pertinent pour notre étude dans la mesure où, il pourrait permettre de comprendre comment et pourquoi on passe d'une population qui vote (cas des élections municipales de 1996), qui se mobilise dans l'action collective (cas des manifestations de 2001 et des émeutes de 2008) à une population « passive » entre 2009 et 2024 ?

Par ailleurs, sur le plan méthodologique, il est désormais connu en science politique, que le séjour sur le terrain d'un chercheur a davantage de chance d'être productif que celui-ci réussisse à créer une relation de confiance entre ses enquêtés et lui. Or nous avons dans ce quartier, des relations de proximité avec les habitants et plus particulièrement les jeunes. Ce qui pourrait amener ces derniers à se sentir en sécurité avec nous. Et donc faciliter la collecte des données sur le terrain.

Fort de toute cette délimitation dans le temps et l'espace, nous formulons notre sujet comme suit :
« Analyse de la Participation politique des jeunes au Cameroun : cas des jeunes du quartier Bépanda à Douala de 2018 à 2024 ».

A présent, il convient de situer notre sujet dans les disciplines de la science politique et d'évoquer sa question de départ.

B) Le sujet dans la science politique, question de départ et intérêt :

Ici, nous situerons d'abord le sujet dans la science politique (1) avant d'évoquer sa question de départ et son intérêt (2).

1) Le sujet dans la science politique :

Comme nous venons de le voir, le sujet de notre présente étude s'intitule : « **Analyse de la Participation politique des jeunes au Cameroun : cas des jeunes du quartier Bépanda à Douala de 2018 à 2024** ». Il s'inscrit dans le champ de la sociologie politique. En effet, la sociologie politique est un sous champ de la science politique, qui étudie le phénomène du pouvoir au sein de la société. Or le livre « FONDEMENTS DE SCIENCE POLITIQUE » (2022), montre comment la participation politique peut être envisagée comme un phénomène du pouvoir. C'est qu'en réalité, pour les auteurs de ce livre, le vote et les mobilisations sociales sont des activités de participation politique qui permettent aux citoyen.ne.s de renouveler les catégories dirigeantes et de s'émanciper des pesanteurs qui tendent à réduire leur autonomie. Ainsi, la participation politique serait un moyen fort privilégié par lequel le pouvoir s'obtient, se perd et se distribue au sein de la société. Il établit un lien, une relation entre les citoyens (gouvernés) et les gouvernants. Ce qui confirme donc l'inscription de notre sujet dans le champ de la sociologie politique. Ceci dit, quelles sont sa question de départ et son intérêt ?

2) Question de départ et intérêt de notre étude :

- De la question de départ :

Nous venons, dans les développements précédents, de montrer que le quartier Bépanda, et ses jeunes constituaient un échantillon représentatif et pertinent pour lire la participation politique des jeunes au Cameroun. Surtout, nous avons constaté qu'ils présentaient à l'heure actuelle, la même réalité politique observée à l'échelle nationale. Plus concrètement, les jeunes de Bépanda, à l'image de ceux de l'ensemble du pays présentent depuis 2009, une forme de démobilisation politique alors même qu'ils étaient particulièrement actifs au cours des années précédentes notamment et entre autres en 2008, 2001.

Dès lors, nous posons la question de départ de savoir : **Comment expliquer la démobilisation politique actuelle des jeunes de Bépanda au Cameroun ?**

- **Des intérêts de notre étude :**

Nous pouvons reconnaître à notre étude trois intérêts. A savoir : scientifique, didactique et personnel. Sur le plan scientifique, notre analyse apportera certainement une valeur ajoutée au processus cumulatif de la connaissance. En effet, Doug McAdam (2005) rappelle que la littérature scientifique sur la participation politique renseigne davantage sur les mobilisations que sur les démobilisations. Pour lui, elle ignore très souvent les cas, pourtant plus nombreux de non-participation politique. Or, en interrogeant le rapport à la politique des jeunes de Bépanda, nous orientons implicitement notre étude vers l'analyse des cas de non-participation, désormais plus nombreux. Ainsi, nous comprendrons pourquoi un citoyen choisit de ne pas s'engager dans un champ qui finalement décide des conditions et de l'avenir de son existence.

Sur le plan didactique, notre étude constituera une ressource intellectuelle importante pour les professionnels des métiers du politique. En effet, comme l'indique un article de l'agence française du développement (AFD) publiée sur son site web le 4 juin 2019, en 2050, la population africaine, estimée à présent à un milliard de personnes passera à 2,4 milliards et la moitié aura moins de vingt-cinq ans³⁸. Pour la commission de l'Union Africaine, l'Afrique a la population la plus jeune au monde avec plus de 400 millions de jeunes âgés entre 15 et 35 ans³⁹. Au Cameroun, nous l'avons déjà dit plus haut dans notre chapitre, la moitié de la population avait 17,5 ans en 2005. C'est donc dire que l'Afrique, globalement et le Cameroun compris, ont une population jeune. Et cette jeunesse ne fera qu'aller de manière croissant. Ce qui pour tout professionnel des métiers du politique est un enjeu à saisir. Félix Atchadé (2018) par exemple, montre qu'en France les hommes politiques s'inquiètent de cette croissance de la jeunesse africaine qui pourrait, du fait de la migration, être un danger pour elle et pour l'Europe de manière globale. Nous pensons que pour les politiques Africains, il importe que cette jeunesse soit formée, impliquée et intégrée dans la vie politique afin de répondre aux défis qui seront posés à leurs États. Dès lors, une étude qui rend compte des variables explicatives du retrait des jeunes dans la gestion de la cité constitue sans doute un intérêt pour les femmes et hommes politiques d'aujourd'hui et de demain.

38- Source : AFD Agence Française de Développement, « En 2050 la moitié de la population africaine aura moins de 50 ans », (site web), (consulté le 11 juin 2024), <https://www.afd.fr/fr/actualites/en-2050-plus-de-la-moitie-de-la-population-africaine-aura-moins-de-25-ans>

39- Source : Union Africaine, « Développement de la jeunesse », (site web), (consulté le 11 juin 2024), <https://au.int/fr/developpement-de-la-jeunesse#:~:text=L%27Afrique%20a%20la%20population,de%20d%C3%A9veloppement%20des%20pays%20africains.>

Sur le plan personnel, nous portons le projet professionnel de nous positionner comme expert-analyste politique des questions liées à la jeunesse. Ainsi, une telle étude nous permettra avec un regard distancé, de mieux comprendre les dynamiques opérantes dans le rapport des jeunes à la politique.

Conclusion :

Arrivés au terme de notre chapitre, il fait sens de rappeler qu'il était question pour nous non seulement de préciser les circonstances et l'environnement qui ont fait naître notre sujet, mais aussi, de le présenter. Pour ce faire, nous avons subdivisé notre chapitre en deux grandes sections respectivement le contexte et la présentation du sujet.

S'agissant de la première section, nous avons constaté que le contexte de notre étude donnait lieu à deux grandes observations. D'abord, il est apparu que depuis l'année 2009, les jeunes camerounais étaient soit exclus, soit politiquement démobilisés. Cette exclusion nous l'avons montrée, se donnait à voir à travers le déphasage entre le discours présidentiel porté sur la transition générationnelle et le maintien en fonction précisément dans les postes à responsabilités politiques et économiques des septuagénaires et nonagénaires. Quant à la démobilisation, il nous est apparu qu'elle concernait aussi bien les voies conventionnelles que non conventionnelles de la participation politique. En effet, pour la première voie, nous avons établi sur la base d'observations faites sur les présidentielles de 2018, les législatives, sénatoriales, et municipales de 2020, par de nombreux auteurs, que ces jeunes ne participaient ni aux différents processus électoraux, ni aux différentes réunions, et rassemblements organisés par les organisations politiques. Il en a aussi été autant pour ce qui est de la deuxième voie.

La collecte des archives de presse a permis de confirmer que, malgré les enjeux économiques, énergétiques, éthiques et sécuritaires qui menaçaient le pays et qui par ailleurs avaient suscité une mobilisation des jeunes d'autres pays d'Afrique subsaharienne comme le Burkina Fasso, et le Sénégal pour ne citer que ceux-là, nos jeunes sont restés « passifs » et n'ont pas répondu présents aux appels à manifestation lancés par les leaders d'opposition. De même, ils n'ont pas donné suite favorable aux « appels aux marches blanches » lancés par le principal parti politique d'opposition. Si nous avons pensé que ce rejet de l'action collective était dû à une préférence pour les activités plus orthodoxes, la démobilisation électorale observée nous a rapidement fait savoir que nous étions sur la mauvaise piste. Dès lors, nous avons interrogé le rapport de ces jeunes à la politique avant 2009. Ce qui a donné lieu à la deuxième observation de notre contexte.

En effet, analysant à la fois les périodes coloniales (1884-1960) et postcoloniales (1960-2008), nous avons constaté que les jeunes étaient particulièrement investis dans l'arène politique. Nous avons cité bon nombre parmi eux qui avaient créé et dirigé des partis politiques, des associations, des syndicats. Nombreux ont été élus aux différentes assemblées législatives du pays. Certains ont occupé la plus haute fonction politique du pays : chef de l'État. Dès lors, il nous est apparu un écart dans les

comportements politiques des jeunes au Cameroun. Ce qui progressivement nous a conduit dans notre seconde section.

Là-bas, nous avons reconnu que notre étude s'inscrivait dans la thématique de la participation politique des jeunes Camerounais. Ainsi, nous avons tenu à le délimiter afin d'arrêter un sujet, à le situer dans les disciplines de la science politique et à formuler notre question de départ. Ainsi, nous avons trouvé en la période 2018-2024, et le quartier Bépanda des espaces pertinents pour notre analyse. Cette pertinence nous l'avons démontré pour la période 2018-2024 par la rencontre des différents événements politiques qui y ont été enregistrés. Et pour le quartier Bépanda, son statut de produit de l'exode rural, de territoire de la ville « rebelle » de Douala avec des jeunes autrefois actifs et aujourd'hui « passifs », puis notre proximité avec lui, ont fini par nous convaincre. Ce qui nous a permis de poser comme sujet de notre mémoire l'énoncé : « Analyse de la Participation politique des jeunes au Cameroun : cas des jeunes du quartier Bépanda à Douala de 2018 à 2024 ».

Le sujet étant formulé, nous avons démontré qu'il s'inscrivait bien dans le champ de la sociologie politique. Et à la suite de la constatation selon laquelle, les jeunes de Bépanda à l'image de ceux de l'ensemble du pays étaient aujourd'hui politiquement démobilisés contrairement à hier, nous avons donc formulé la question de départ de savoir : comment expliquer la démobilisation politique actuelle des jeunes de Bépanda au Cameroun ?

En outre, nous avons dégagé un triple intérêt pour notre étude. Sur le plan scientifique, il est intéressant dans la mesure où il portera le regard non plus seulement sur les facteurs explicatifs de la mobilisation politique, mais aussi et surtout sur la démobilisation. Sur le plan didactique, il intéressera les professionnels des métiers du politique dans le sens où les jeunes africains constituent aujourd'hui du fait de leur explosion démographique un enjeu fort important. Sur le plan personnel, il permettra de nous positionner comme analystes des questions politiques liées à la jeunesse.

En somme, notre mémoire nous plonge dans l'univers de l'étude de la participation politique afin de lire comment et pourquoi les jeunes opèrent leurs choix. Dès lors, il importe d'interroger les travaux qui nous ont précédés afin de s'informer non seulement de ce qui a été dit, mais aussi de comment et pourquoi cela a été dit. C'est aussi à cette tâche que le second chapitre qui suit sera consacré.

Chapitre 2 : Etat de l'art, problématique, cadre théorique, théorie et hypothèses

Introduction :

Après avoir formulé notre sujet dans le chapitre précédent, il importe maintenant de nous y arrêter. En effet, la question de la participation politique des citoyens en général et des jeunes en particulier a fait l'objet de riches analyses et débats dans la littérature scientifique. Il convient dès lors, pour toute étude portant sur cette thématique, de les visiter au préalable au risque de répéter ce qui a déjà été dit et de ne rien apporter de valeur ajoutée à la science. C'est ce qui justifie la raison d'être de notre présent chapitre. Ici, nous entendons faire un état de l'art de la littérature sur la thématique de la participation politique à la suite de laquelle nous poserons une question de recherche (section I). Nous y verrons comment des déterminants tels que la monétisation de l'espace politique, l'incompétence politique, la crédibilité des acteurs politiques, l'efficacité politique, la marginalisation des jeunes par les gouvernants et la répression des autorités politiques ont été mobilisés par les auteurs pour rendre compte du rapport des jeunes Africains à la politique. En outre, nous nous appuierons sur cet état de l'art pour dégager un cadre théorique, conceptuel et des hypothèses (section II).

Section I : État de l'art et problématique

La présente première section de notre chapitre vise à problématiser notre sujet. En d'autres termes, nous entendons passer notre question de départ au filtre des travaux scientifiques réalisés jusqu'ici sur la participation politique (A) afin de déboucher sur une question de recherche pertinente (B).

A) État de l'art :

Pour répondre à notre question de départ de savoir, comment expliquer la démobilisation politique actuelle des jeunes de Bépanda au Cameroun ? Il nous semble indispensable de visiter les positions dans la littérature scientifique sur la participation politique en Afrique de manière générale, et au Cameroun en particulier. Ainsi, nous distinguerons les travaux portant sur la participation conventionnelle (2) de ceux traitant de la participation non conventionnelle (3). Nous verrons aussi que pour certains auteurs, les jeunes africains font montre d'innovation dans leurs modes d'expressions politiques (4). Mais avant, il conviendra de procéder à quelques clarifications conceptuelles, notamment sur les concepts de participation politique et de jeune (1). Tout cela nous permettra de

formuler une question de recherche en tant que telle et d'émettre cinq (05) considérations qui synthétisent nos points d'attention pour articuler la théorie à l'empirie.

1) **Clarifications conceptuelles :**

Nous tenterons ici, de clarifier le sens de participation politique (a) et celui de jeune (b)

a) **Qu'est-ce que la participation politique ?**

D'après Nonna Mayer et Pascal Perrineau (1992), le sens de la participation politique est le fruit d'une évolution qu'ils repèrent à trois moments précis. Pour la première période qu'ils situent entre la fin du 18^e siècle et le début du 19^e siècle, ils avancent que ce contenu renvoyait au vote et à toutes les activités qui l'organisent. Car, affirment-ils, cette époque fut celle de la fondation de la démocratie représentative dont le moment fort était celui du choix des représentants par les citoyens. Quant au 19^e siècle qui marque la seconde période, ils renseignent de ce que cette notion s'est élargie aux activités partisans. C'est qu'en effet, ce siècle vit l'irruption dans l'arène politique des masses qui entendirent désormais jouer un rôle entre deux élections. L'idée étant alors de construire et de rassembler une identité collective devant non seulement assurer la défense de ses intérêts au sein du gouvernement représentatif mais aussi de conquérir et d'exercer le pouvoir politique. Dès lors, elle s'est enrichie de nouvelles activités telles qu'adhérer (s'affilier) dans un parti politique (syndicat), payer ses cotisations, assister à des réunions, et à des formations. Selon nos deux auteurs, cette conception sera maintenue jusqu'à la fin des années 50. Et l'ensemble de son contenu sera alors qualifié de conventionnel. Cependant, du fait de la profusion des mouvements de protestation qui ont secoué l'Europe dans la décennie 60-70, ils indiquent qu'elle s'est de nouveau élargie. En prenant compte cette fois, des activités jusque-là ignorées par la science politique, mais analysées par d'autres domaines de savoir. Notamment la psychologie. Au nombre de ces nouvelles activités qu'ils qualifient de « non conventionnelles », ils citent entre autres : les sit-in, occupation des locaux, boycott et graffitis.

Fort donc de cette évolution, de nombreux auteurs lui ont aujourd'hui proposé une définition. Pour Philippe Braud (2014,353) par exemple, elle signifie un « ensemble d'activités individuelles, ou collectives susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique. ». Seulement, il passe sous silence le contenu de ces « activités individuelles ou collectives ».

C'est pourquoi, nous nous appuyons sur la distinction entre actions conventionnelles et non conventionnelles opérée par Nonna Mayer et Pascal Perrineau (1992), et des précisions apportées par

la 4^{ème} édition du « lexique de science politique » publié en 2017 et coordonné par Olivier Nay, pour formuler une définition. Aussi, nous retiendrons dans le cadre de notre présente étude que la participation politique désigne : un ensemble de pratiques constituées d'activités conventionnelles (voter, militer, participer à des réunions...), non conventionnelles (manifestes, faire des pétitions, occupation de locaux et espaces publics, sit-in...) et des manifestations d'intérêts (s'informer sur la politique, discuter de la politique...) des gouvernés à l'égard des affaires publiques touchant la commune, la région, l'Etat, ou même l'humanité tout entière.

Cette clarification sémantique faite, il convient à présent de rendre compte de celle du « jeune ».

b) Ce que le concept de « jeune(s) » veut dire :

La littérature scientifique renseigne de ce que le concept de jeune(s) est souvent défini à partir du critère d'âge biologique. En effet, Libii Cabral (2015, 327) rappelle qu'« un axiome populaire fort répandu au Cameroun dit qu'«on est jeune de 0 à 77 ans,» les nations unies fixent l'âge entre 15 et 24 ans, la banque mondiale entre 12 et 24 ans, la charte africaine de la jeunesse situe l'âge entre 15 et 35 ans... ». Ainsi, en suivant ce critère d'âge biologique, il apparaît que l'on peut être jeune pour la charte africaine de la jeunesse et ne pas l'être pour les nations unies. Par ailleurs, désigner par le concept de jeune(s) des individus se situant dans un intervalle d'âge biologique donne à voir une définition globalisante. Or, parlant de ce concept, Pierre Bourdieu (2002, 145) affirmait que : « [...] c'est par un abus de langage formidable que l'on peut subsumer sous le même concept des univers sociaux qui n'ont pratiquement rien de commun. ». Autrement dit, pour lui, les jeunes ne constituent pas une catégorie à globaliser.

De plus, il voit dans ce critère d'âge, une manipulation, une construction sociale à des fins du pouvoir. C'est que pour lui, le concept de jeune renvoie en réalité à un enjeu de lutte pour le pouvoir. À cet effet, il donne à le voir comme une ressource pour cette lutte. Les « vieux » selon lui, l'utiliseraient pour éloigner les « jeunes » du pouvoir et se le réserver, et réciproquement, les « jeunes » l'utiliseraient pour disqualifier les « vieux ».

Ainsi, ressortent trois enseignements de ces différentes approches du concept de jeune(s). D'abord, qu'il peut être entendu suivant un critère d'âge certes limité mais objectif et facilitant une opérationnalisation sur le terrain. Puis, qu'il présente une réalité hétérogène permettant de mieux lire toutes les relations au pouvoir de cette catégorie sociale. Et enfin qu'il constitue un enjeu de lutte pour le pouvoir pouvant aider à comprendre les comportements politiques des individus qu'il regroupe. Dans

le cadre de notre présente étude, nous définirons le concept de jeune(s) sur la base de ces trois éléments. Toutefois, parce qu'au Cameroun et donc à Bépanda qui représente l'espace de notre étude, la majorité politique est atteinte à 20 ans, et que l'on peut être candidat à l'élection présidentielle à 35 ans, nous dirons que le concept de « jeune » désigne une ressource pour la lutte du pouvoir politique, constituée d'individus différenciés dont l'âge varie entre 20 et 35 ans. Dès lors, nous faisons le choix dans le cadre de la présente étude de l'user dans son nombre pluriel. Cela dit, quels sont leurs rapports à la politique conventionnelle ?

2) Jeunes et activités politiques conventionnelles au Cameroun : une démobilisation:

D'après la littérature scientifique au Cameroun, les arènes conventionnelles de participation politique sont marquées par un désinvestissement des jeunes. Trois déterminants ont globalement été soutenus par les auteurs pour défendre ce point de vue. Il s'agit de la forte monétisation de l'espace politique camerounais (a), de la crédibilité des principaux acteurs politiques (b) et de l'association entre privation relative et efficacité politique (c).

a) Les jeunes et la monétisation de l'espace politique camerounais :

L'un des facteurs qui expliqueraient le retrait des jeunes camerounais des espaces politiques conventionnels serait la mobilisation importante de l'argent dans cet espace. Tel est du moins le point de vue de Joseph Keutcheu (2022). En effet, selon lui, dans un contexte où le financement des partis politiques est fortement limité, les formations politiques doivent compter sur leurs propres financements pour se déployer. Autrement dit, ce sont les ressources financières des militants qui doivent principalement faire fonctionner les partis.

Cela entraîne que les détenteurs des moyens financiers sont ceux qui auront les chances de succès dans toutes les compétitions électorales. Or, comme le fait remarquer notre auteur, les jeunes au Cameroun sont pour la plupart des chômeurs. Ils sont donc dépourvus de moyens financiers. Ici, le pouvoir économique est détenu par les vieux qui par ailleurs se refusent de renoncer au pouvoir politique. En conséquence, les jeunes concluent de l'inanité de s'investir dans la politique.

Cette question de la nécessité de disposer des ressources financières pour faire de la politique au Cameroun était déjà présente dans les travaux de Raouto Ngatcha (2015). En effet, étudiant la participation politique des populations du quartier Newton-aéroport dans la ville de Douala, il mobilise le concept de Compétence politique cher à Daniel Gaxie (1978). Concrètement, il montre qu'outre les ressources financières, les jeunes camerounais de ce quartier ne disposent pas de ressources

intellectuelles. Ce sont ces dernières qui selon lui amèneraient les jeunes de ce quartier à se mettre en retrait de la politique et à se limiter au rôle de spectateurs politiques qu'évoquait Daniel Gaxie (1978).

b) Les jeunes et la crédibilité des acteurs politiques camerounais :

En plus de l'argument de la monétisation de l'espace politique camerounais, les auteurs ont aussi mobilisé la question de la crédibilité des acteurs politiques notamment : les hommes et les femmes politiques, les partis politiques, et l'organe chargé de l'organisation des élections (ELECAM). Au nombre des auteurs qui défendent cette thèse, se trouvent Boris Metsagho (2022). En effet, en étudiant la démobilisation électorale des jeunes camerounais lors des présidentielles de 2018, et des législatives, puis municipales de 2020, il montre que le processus électoral, les partis politiques, les meetings, ne font plus courir les jeunes. Pour lui, ces derniers bien que politisés, n'ont plus confiance aux acteurs politiques qu'ils trouvent corrompus. Il affirme que l'organe de gestion des élections censé être indépendant, serait du point de vue de ces jeunes, un allier du RDPC parti au pouvoir. Marie-Emmanuelle Pommerolle (2008) s'inscrit dans cette même logique de décrédibilisation des acteurs politiques. Pour elle, les alliances passées entre le parti au pouvoir et les partis politiques de l'opposition ont contribué à la perte de confiance relevée par Boris Metsagho. Toutefois, elle ajoute un élément nouveau : la rumeur. Elle explique que des rumeurs forts répandues au Cameroun associent l'activité politique à des actes de sorcellerie et d'homosexuels. C'est que selon elle, dans l'esprit des camerounais, l'ascension politique n'est possible qu'à condition d'être membre d'organisations telles que la « rose croix », la « franc-maçonnerie » ou encore d'être homosexuel. Or de tels statuts au Cameroun sont encore mal perçus par les citoyen.ne.s. Ainsi, cela entrainerait selon elle, un « éloignement radical entre gouvernants et gouvernés »⁴⁰.

c) Jeunes, privation relative et sentiment d'efficacité dans l'espace politique camerounais :

L'idée d'une privation relative, c'est-à-dire d'un état de mécontentement lié à sa position sociale, comme explication au retrait des jeunes camerounais dans les espaces conventionnels d'expression politique était déjà présente dans les travaux de Fanny Pigeaud (2011). Nembot Tatio et al., (2017), étudiant l'abstentionnisme des jeunes lors des présidentielles de 2011, se demandaient si cette privation relative était suffisante pour rendre compte de la démobilisation électorale des jeunes.

40- Ces propos sont de POMMEROLLE, Marie-Emmanuelle (2008, 80). Pour la référence complète : Marie-Emmanuelle Pommerolle (2008), « la démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », *Critique Internationale*, N°40, P. 73-94.

Pour ces auteurs, la cherté de la vie et le taux élevé de chômage au sein de cette population étaient autant d'éléments qui faisaient objets de mécontentement de ces derniers contre les gouvernants. Dès lors, pour eux, si la théorie de la privation relative était en l'espèce suffisante, on aurait observé un vote sanction des jeunes contre le parti au pouvoir. Cependant, il n'eut été rien de cela. Car d'après eux, l'on a plutôt observé une abstention sans cesse croissante depuis les élections présidentielles de 1992 (de 43,5% en 1992 à 53% en 2023). Pour eux, cette abstention qui concerne majoritairement les jeunes s'explique davantage par le concept d'efficacité politique. Dans l'espace politique, ils renseignent de ce que ce concept renvoie à la croyance collective qu'a un groupe en ses capacités de changer l'ordre social par la politique. Ils précisent à cet effet qu'il ne s'agit pas d'une somme de croyances individuelles, mais une croyance collective. Or pour eux, les jeunes camerounais ne perçoivent pas le vote comme une activité pouvant les amener à changer l'ordre politique ou leur quotidien. C'est ce qui selon eux, expliquerait en dernier ressort leur abstention électorale.

S'inscrivant dans une idée assez proche, Cabral Libii (2015) montre que les jeunes camerounais se retirent de la vie politique et des partis politiques parce qu'ils ne les perçoivent pas comme pouvant les amener à changer l'ordre gouvernant. Plus précisément, il montre que les jeunes sont marginalisés à la fois dans les partis politiques et dans l'appareil gouvernant. Dans les partis politiques, il explique qu'ils jouent un rôle de « réservoir de bétail électoral ». Ils seraient absents des cercles de prise de décision. Il leur serait impossible de faire émerger leur proposition.

L'idée des quotas de représentation n'existent que dans les discours des leaders. Dans l'appareil gouvernant, il explique que les postes de responsabilité sont confiés au « vieux ». y voir un jeune s'apparente selon lui à de « l'inédit ». D'ailleurs, il explique que 48 hauts responsables du gouvernement et des services de la présidence de la République sur les 70 qu'ils comptent, étaient en âge de la retraite.

En somme, le désinvestissement des jeunes camerounais des modes de participation politique conventionnelle s'explique selon les auteurs par les ressources financière et intellectuelles, le manque de crédibilité des acteurs politiques, et le sentiment d'efficacité collective. Qu'en est-il des modes de participation politique non-conventionnelles ?

3- Jeunes et activités politiques non conventionnelles : une (dé)mobilisation

La littérature scientifique sur la participation politique non conventionnelle au Cameroun renseigne d'un aller-retour entre démobilisation (a) et mobilisation (b).

a) Une démobilisation du fait de la répression et de la destruction de la mémoire collective :

D'après Edalina Sanchez Rodrigues (2022), si l'Afrique a connu sur la seule année 2021 environ 9400 manifestations, il reste que moins de 0,5% du total de ces manifestations provenaient des pays autoritaires. C'est que pour elle, les gouvernants de ces pays utilisent la répression pour empêcher toute manifestation. Marie-Emmanuelle Pommerolle (2008) convoque aussi cette répression et la peur qu'elle entraîne dans l'esprit des jeunes Camerounais pour expliquer leur démobilisation. En effet, reconnaissant que la répression peut avoir des effets contradictoires à savoir : inhiber, décliner la mobilisation ou entraîner un effet surgénérateur, elle renseigne de ce qu'au Cameroun, ce sont les deux premiers effets qui sont observés. Elle pense que l'hypothèse d'une « culture nationale fondée sur la crainte des dirigés envers les dirigeants »⁴¹ et envisagée par plusieurs auteurs serait pertinente et mériterait d'être approfondie pour expliquer cette démobilisation au Cameroun. Car cette répression selon elle, est une pratique usée par les différents pouvoirs que se sont succédé dans le pays depuis la période coloniale.

Elle donne à voir ladite répression comme un ensemble de violences policières et de punitions professionnelles qui auraient cassé les engagements protestataires de nombreux jeunes Camerounais.

Outre la répression, Marie-Emmanuelle Pommerolle (2008) estime que la mémoire collective au Cameroun est inexistante. C'est que pour elle, l'histoire des héros qui ont marqué la lutte politique de ce pays est méconnue des jeunes générations. Le système éducatif ne le leur enseignerait pas. Il y aurait comme une volonté du gouvernement de ne pas rendre publique cette mémoire collective. Ce qui entraînerait une suppression des repères des jeunes et leur incapacité à se mobiliser. Mamadou Dime (2022) renseigne qu'au Sénégal par exemple, c'est aussi la mobilisation des figures héroïques de l'histoire politique de ce pays qui a permis aux jeunes de se mobiliser dans les rues et d'exiger le départ du Président Wade.

b) Une mobilisation pour le bien-être et la démocratie, malgré les freins de la répression :

Malgré l'usage de la répression par le régime politique autoritaire, la littérature scientifique renseigne de l'existence certes en faible nombre, des mobilisations sociales de jeunes. En effet, comme le rappelle Edalina Sanchez Rodrigues (2022), les jeunes des régimes autoritaires se mobiliseraient pour plusieurs

41- Ibid. P 82

raisons : coût élevé de la vie, droits politiques et civils... la question des troisièmes mandats⁴² serait selon elle, un élément déclencheur des mouvements de protestation dans plusieurs de ces pays. Le Cameroun n'aurait pas échappé à cette réalité d'après Julius Amin (2013). En effet, profitant de l'appel à la grève lancé par les syndicats des transporteurs du fait de la hausse des prix du carburant, les jeunes camerounais et notamment ceux du quartier Bépanda se seraient mobilisés en février 2008 autour des émeutes pour dire non à la tentative de révision constitutionnelle que tenterait de faire le président Biya afin de briguer un nouveau mandat représentatif. D'après notre auteur, pendant sept jours, et malgré la répression des forces de l'ordre, ces jeunes se sont exprimés dans les rues. Ils auraient demandé le départ du président Biya. Le bilan de ces émeutes selon notre auteur, fait état d'une centaine de personnes décédées, des milliers d'arrestations et 1,5 milliards d'euro de perte. Toutefois, de telles mobilisations sociales dans les rues du Cameroun se font rares.

En somme, nous retenons de la littérature scientifique sur les modes conventionnels et non conventionnels de la participation politique des jeunes Camerounais que, même si ces derniers ont des raisons de se mobiliser dans chacun de ces arènes, il reste que leur investissement final semble globalement dicté par les pratiques du régime politique. Dès lors, Est-ce à croire que ces jeunes seraient des citoyens passifs et dépolitisés ?

4- Jeunes africains et innovation politique :

L'objectif des développements qui suivent est de montrer que face aux pratiques des régimes autoritaires africains en général et camerounais en particulier, les jeunes ont montré qu'ils étaient politisés et actifs en usant d'innovations politiques telles que l'indifférence (a) et la prise de parole (b). Précisons cependant que d'après Cédric Mayrargue et Comi Toulabor (2009) ces innovations ont été visibilisées par de nouvelles approches théoriques telles que l'approche du politique par le bas. Selon eux, cette dernière entend rendre compte du politique dans la société à partir des acteurs « d'en bas » et non plus à partir des acteurs institutionnels. Selon eux, elle prendrait naissance au sein de l'association des chercheurs de politique africaine (ACPA) et serait théorisée par Jean-François Bayar.

a) L'indifférence politique des jeunes en Afrique :

42- la question du troisième mandat fait référence à l'attitude de nombreux chefs d'Etat africains, qui ont voulu réviser la constitution afin de pouvoir briguer un troisième mandat représentatif.

D'après Cédric Mayrargue et Comi Toulabor (2009, 115), l'indifférence politique en Afrique « peut être interprétée comme forme d'adhésion passive. Elle semble être la situation la plus répandue quelle que soit la nature, démocratique ou non, des régimes. ». Cependant, pour eux, dans des contextes autoritaires, qui ne permettent pas toujours la liberté d'expression politique, cette interprétation peut être problématique. Car si elle peut à priori signifier une forme de passivité, d'obéissance, de soumission, il arrive très souvent qu'elle cache des velléités protestataires derrière leurs postures non violentes. James Scott (1985) (cité par Erik Neveu 2005) quant à lui, la situe dans l'entre deux du Voice et de la Loyalty de la trilogie de Hirschman (1970). Pour lui, elle correspond à l'arme des dominés. Elle constitue la ressource qu'ont les faibles afin de résister à la domination des gouvernants. Proche de cette dernière lecture, Achille Mbembe (1985, 113-114) montre que dans des pays africains autoritaires, où les manifestations des jeunes se soldent par des massacres et des assassinats, ceux-ci ont développés « des styles nouveaux de protestations et de participations » notamment des attitudes feintes de soumissions et d'adhésions. En effet, selon lui, derrière ce que nombre d'observateurs auraient appelés passivité ou obéissances des jeunes, se cachent en réalité des pratiques « blasphématoires » et de « sape contre l'Etat ». Plus concrètement, pour lui, ces pratiques consisteraient entre autres à détourner et travestir les discours officiels, les slogans des partis politiques, à affubler les dirigeants de sobriquets grossiers, à assister massivement aux fêtes officielles⁴³ dans le but de récupérer ce que les dirigeants leur auraient volé et ce, en mangeant, buvant et gaspillant les boissons et repas servis.

Dès lors, pour les jeunes vivant dans les pays africains autoritaires, l'indifférence n'est pas un synonyme de passivité, mais plutôt, est l'expression d'une innovation et contestation politique. Cependant, elle n'épuise pas les modalités d'action de ces jeunes. La prise de parole y est aussi de mise.

b) La prise de parole des jeunes en Afrique :

D'après Cédric Mayrargue et Comi Toulabor (2009), cette modalité concerne la parole écrite ou parlée à travers les médias traditionnels ou modernes et sur des supports CD et DVD. Elle correspond ainsi à ce que Hirschman (1970) appelle Voice. Elle peut consister à dénoncer les tares du pouvoir, à lui

43- Pour Achille Mbembe (1985, 150), la fête est « inscrite dans la symbolique politique des pouvoirs africains comme un moment privilégié au cours duquel le peuple, "en communion profonde avec ses dirigeants" administrerait la preuve de son adhésion totale aux "nobles idéaux" poursuivis par l'État et le partis. ». Voir : MBEMBE, Achille (1985), *les jeunes et l'ordre politique en Afrique*, L'Harmattan, Logique sociale, 247p,

opposer une résistance, ou encore à le consolider. Achille Mbembe (1985) explique qu'en Afrique, les jeunes se sont servis de la parole parlée non pas à travers les médias traditionnels ou modernes, mais à travers les espaces publics et de toutes sortes afin de contester l'ordre gouvernant et d'éviter un affrontement direct avec les forces de police. En effet, explique-t-il, dans les rues, les jeunes formaient des troupes de théâtre dans lesquelles ils exprimaient des récits faits de rumeurs, dont le contenu était un contre-poids aux discours officiels. La rue est ainsi devenue un espace de politisation et discussion politique. Les salons de coiffure, les taxis, les studios photos étaient des points de rassemblement et de discussion politique pour jeunes. Richard Banégas et al. (2012) montrent que cette pratique de la discussion politique dans la rue est un phénomène très répandu dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Notamment en Ouganda, en République Démocratique du Congo, au Kenya, au Mali et en Côte d'Ivoire, pour ne citer que ceux-là. Pour le cas de la Côte d'Ivoire par exemple, Richard Banégas et Armando Cutolo (2012) expliquent que de nombreux jeunes, organisés autour des mouvements tels que « la jeunesse patriotique », la « galaxie patriotique » ont créé et multiplié dans les rues de la capitale économique des espaces publics de discussions politiques qu'ils ont appelé « Sorbonne », « Agora », « parlement de la rue ». Selon ces auteurs, nombre de ces jeunes ont, face au contexte de crises politiques qui secouait le pays, usé de ces espaces pour prendre la parole et inciter le réveil patriotique de leurs concitoyens devant les agressions de ceux qu'ils considéraient comme les ennemis de leur pays. La rue n'est donc plus seulement pour ces jeunes, un lieu de mise en mouvement du corps dans le sens de mouvements sociaux, mais de prise de parole comme ressource et arme politique.

Cette prise de parole par les jeunes africains a aussi été écrite exprimée à travers les médias et réseaux sociaux. Mamadou Dimé (2022) et Andréa Noll (2022) expliquent respectivement qu'au Sénégal, les jeunes de « Y'en a marre », et d'« Occupy Ghana », ont multiplié des textes, des messages, des slogans sur des réseaux sociaux à l'effet de dénoncer les pratiques du pouvoir et d'appeler les populations à l'action collective. Outre la prise de parole parlée et écrite, Patrick Awondo et Jean Marcellin Manga (2016) montrent que les jeunes se saisissent aussi de la chanson et notamment du Rap pour s'investir en politique. En effet, prenant l'exemple du jeune rappeur camerounais Valséro, il renseigne de ce que celui-ci en 2008 aurait sorti une chanson intitulée « lettre au Président ». D'après les auteurs, il aurait directement interpellé l'exécutif sur son caractère autistique face aux souffrances du peuple. Ainsi, il apparaît clairement que la prise de parole est l'une des modalités d'expression par laquelle les jeunes africains se saisissent du politique.

En somme, la littérature scientifique sur la participation politique en Afrique en général et au Cameroun en particulier, renseigne du poids de la répression des gouvernants sur les choix des jeunes. Toutefois, elle montre que malgré cette répression, ces derniers trouvent les moyens de s'exprimer. Ainsi, quelles interrogations nouvelles nous suggèrent ces enseignements pour ce qui est des jeunes de Bépanda ?

B) La problématique :

De l'état de l'art fait ci-dessus, nous pouvons retenir les considérations suivantes :

1^{ère} considération : la démobilisation politique n'est pas un phénomène propre aux jeunes camerounais ;

2^{ème} considération : la démobilisation politique ne signifie pas toujours dépolitisation ;

3^{ème} considération : les jeunes constituent une catégorie sociale politisée qui fait montre d'une innovation politique ;

4^{ème} considération : outre les voies conventionnelles et non conventionnelles de participation politique, il existe d'autres modes d'expression politique (la dérision, l'obéissance feinte, les parlements de quartier, les détournements des discours officiels...) ;

5^{ème} considération : la variable explicative de la participation politique n'est pas universelle. Elle est multiple, dépend de l'espace, du temps et de la société étudiée. Elle est constituée d'éléments distincts, complémentaires et opposés.

Fort de tous ces enseignements, nous posons la question de recherche de savoir, quels sont les modes et facteurs explicatifs de la participation politique des jeunes de Bépanda ?

Section II : Cadre théorique, théorie et Hypothèses

L'idée de la présente section est de dégager les outils théoriques qui nous permettront de formuler des réponses à notre question de recherche. Dès lors, nous distinguerons le cadre théorique et la théorie (A) des hypothèses (B).

A) Cadre théorique et théorie :

- **Cadre théorique :**

De la revue de la littérature ci-dessus faite, nous identifions des travaux qui nous interpellent tout particulièrement.

D'abord, d'après la définition du concept de « jeunes » que nous donne Pierre Bourdieu (2002), nous constatons que ce concept désigne une catégorie sociale hétérogène, ce qui, dans le cadre de notre mémoire, nous amène à envisager que les jeunes de Bépanda peuvent présenter plusieurs modes de participation politique.

Ensuite, Achille Mbembe (1985), R. Banégas (2012) et Andréa Noll (2022) traitant des jeunes africains, montrent que ceux-ci se saisissent du politique à travers des prises de paroles tant dans les espaces publics non institutionnels (rues, carrefours, points de commerces, salons de cafés, de coiffure et de commerce...) que dans les espaces virtuels (Facebook...). Ce qui nous permet de rester attentifs aux divers lieux de rencontre des jeunes.

Enfin, Marie-Emmanuelle Pommerolle (2008) renseigne que la répression peut à la fois dissuader une mobilisation ou alors la nourrir. Au Cameroun, elle considère que c'est la première option qui est observée. D'ailleurs, pour elle, approfondir l'hypothèse d'une culture nationale de la crainte est pertinente pour rendre compte de cette démobilisation. Car affirme-t-elle, la pratique de la répression au Cameroun n'est pas nouvelle. Elle a été usée depuis l'époque coloniale et se poursuit encore aujourd'hui. Cela pourrait donc, selon elle, être intériorisée dans l'esprit des jeunes camerounais au point de créer une culture nationale de la crainte. Ainsi, implicitement, elle rend pertinente l'idée d'une construction sociale des choix de participation politique au Cameroun. Par ailleurs, si la pratique de la répression est ancienne au Cameroun comme elle l'affirme, alors pourquoi la mobilisation de certains et la démobilisation des autres ? N'est-ce pas là le signe qu'il existe entre la pratique de la répression et choix politique des jeunes, un mécanisme qu'il convient d'identifier ? Dès lors, nous inscrirons notre recherche dans une approche construite de la réalité sociale afin de déceler ce mécanisme qui finalement permettrait de comprendre les modes et facteurs de la participation politique des jeunes de Bépanda.

- **Le constructivisme comme outil théorique :**

Inscrivant notre étude sur une approche mobilisant la construction sociale de la réalité, il nous semble pertinent de convoquer la théorie constructiviste du pouvoir. En effet, d'après Dario Battistella (2019), le constructivisme est une théorie qui, estime que la réalité sociale existe, et n'est ni subjective ni objective. Pour elle, la réalité sociale est le fruit d'une construction, d'une interaction entre l'acteur et la structure. Elle insiste à cet effet sur le poids des idées, des valeurs, des normes, des croyances et des pratiques dominantes au sein d'une société sur les choix des acteurs. Elle accorde une attention particulière aux discours prononcés au sein d'une société car d'après Stephen Walt (cité par D. Battistella, 2019, 314), « [...] le discours reflète et façonne les croyances et les intérêts, et établit les normes de comportement accepté. ».

L'approche constructiviste d'Alexander Wendt (1999) que nous userons dans le cadre de notre étude, précise que le comportement d'un individu s'explique par la somme de son identité et de ses intérêts. Pour lui, ces deux variables ne s'opposent pas. Et l'une ne saurait fonctionner sans l'autre. Les deux seraient donc complémentaires. Il convient, dès lors, de cerner le sens de chacun de ces concepts.

En effet, définissant l'identité, Alexander Wendt (cité par Dario Battistella, 2019, 237), affirma que : « les identités se réfèrent à ce que les acteurs sont. [...] ». En outre A. Wendt (1999) écrira qu'il existe quatre types d'identités, à savoir : l'identité personnelle qui renvoie aux propriétés stables qui font qu'un acteur est distinct d'un autre, l'identité type qui fait référence au groupe d'appartenance, l'identité de rôle qui donne à situer l'individu par rapport à sa position dans la relation sociale, enfin l'identité collective qui donne à voir un processus d'identification dans lequel la distinction entre le soi et l'autre semble ne plus exister.

Quant à l'intérêt, Alexander Wendt (1999), énonce qu'ils représentent ce que veulent les acteurs. De plus, il affirme qu'il existe deux types d'intérêts : objectifs et subjectifs. Les premiers seraient les besoins impératifs qu'un individu doit obligatoirement satisfaire s'il veut conserver son identité. Les seconds pour ce qui les concerne, font référence aux motivations immédiates qui justifient les comportements. Il s'agit plus précisément des croyances qu'ont les individus sur la manière de répondre à leurs besoins identitaires.

Ainsi, dans le constructivisme de Wendt, l'acte posé par un individu est vu comme le fruit de la satisfaction d'un besoin né d'une identité. Cette dernière étant elle-même le produit des pratiques, normes, idées, valeurs, croyances, discours partagés au sein du système social. Ce qui veut dire le

constructivisme est d'abord une théorie du changement social. Car les croyances, idéologies, valeurs et normes partagées dans une société ne sont jamais fixes. Elles changent et rechantent. Dès lors, en usant de la théorie constructiviste, non seulement nous restons en droite ligne avec le concept d'identité dans lequel nous nous sommes inscrits, mais en plus, nous pouvons comprendre pourquoi entre l'époque coloniale et aujourd'hui, les jeunes camerounais ont changé de mode de participation politique.

- **Cadre conceptuel :**

Du cadre théorique et de la théorie ci-dessus évoqués, apparaissent un ensemble de concepts qui nous permettront de mener à bien nos analyses. Au nombre de ceux-ci, nous distinguons :

- Les intérêts tels que définis par Wendt (1999) et présenté ci-haut ;
- L'identité telle que défini par Wendt (1999) et présentée ci-dessus : cependant, de ces quatre types, l'identité de rôle est celle qui retient notre attention. Car d'après lui, elle dépend des attentes partagées dans l'interaction sociale. Autrement dit, l'identité de rôle est le produit non seulement de la représentation que l'on se fait des attentes que la société a de nous, et que nous désignerons dans la suite de notre étude par le concept d' « identité de rôle social », mais aussi, de celle que l'on se fait des attentes que nous avons de la société que nous appellerons « identité de rôle personnel ». Ce faisant, elle nous permettra de comprendre comment les jeunes de Bépananda se représentent les attentes politiques que la société a d'eux et qu'ils ont de la société. Et pourra donc de ce fait expliquer leurs actions politiques. Toutefois, Wendt précise que la mise en œuvre de l'identité de rôle n'est pas automatique, car il peut arriver que les individus la contestent ;
- Référents identitaires : Nous empruntons ce concept à Gustave-Nicholas Fischer (2005). En effet, l'inscrivant dans une vision psycho-sociale, Gustave-Nicholas Fischer (2005, 205), le définit comme un « ensemble d'éléments pris dans une catégorie sociale existante et qui leur servent de grille de lecture. ». À cet effet, il précise que pour Sullivan (1953), lorsque le référent identitaire renvoie à un individu qui marque de façon particulière l'image que nous nous faisons de nous-mêmes, celui-ci se désigne par le nom de référent. Par ailleurs lorsqu'il concerne un groupe, il avance que Hyman (1942), le désigne par groupe de référence. Enfin, il ajoute que ce dernier concerne aussi bien les groupes sociaux reconnus comme exerçant une influence dans

la formation de l'identité que les référents psychosociaux tels que les valeurs, les normes et les symboles mis en œuvre dans la hiérarchie sociale. Ce faisant, ce concept de « référents identitaires » englobe non seulement les éléments déjà évoqués par le constructivisme pour la construction de l'identité, mais en plus, il ajoute des éléments qu'il a ignorés. Notamment : le référent et le groupe de référence en tant que groupe social. C'est pourquoi, nous le retenons dans notre cadre conceptuel.

- L'identification : nous empruntons aussi ce concept à Gustave-Nicholas Fisher (2005, 205) qui le définit comme « un des mécanismes psychologiques qui donne lieu à la formation de l'identité. ». Ceci dit, il renseigne que ce concept peut être entendu dans deux sens distincts. Le premier renvoie à un processus par lequel on reconnaît un individu par un ensemble de propriétés spécifiques. Le second renvoie à l'idée selon laquelle, les valeurs et normes en vigueur dans une société construisent une identité idéale à laquelle l'individu voudrait ressembler. C'est ce deuxième sens que nous retiendrons dans notre étude. Car, il permettra de comprendre le type idéal de jeune dans la société camerounaise auquel les autres voudraient ressembler. Ce qui aidera à comprendre leur identité et donc leur rapport à la politique.

B) Hypothèses :

Fort de notre cadre théorique, conceptuel et de notre théorie, nous formulons les hypothèses suivantes :

- H1 : comme les jeunes constituent une catégorie sociale hétérogène et que leurs modes de participation politique sont pluriels, nous avançons qu'à Bépanda, l'on retrouve des jeunes, qui se limitent à la prise de paroles dans les espaces non institutionnels et/ou à la consommation de l'information politique et ceux qui en plus de ces deux modes, s'investissent par des voies conventionnelles, et/ou non conventionnelles ;
- H2 : Si l'on observe qu'à Bépanda certains jeunes s'investissent dans les voies conventionnelles et/ou non conventionnelles, c'est parce qu'ils ont refusé d'accepter l'identité de rôle social qui est la leur, et qu'ils ont estimé qu'il était dans leur intérêt d'affirmer et de faire valoir leur identité de rôle personnel ;

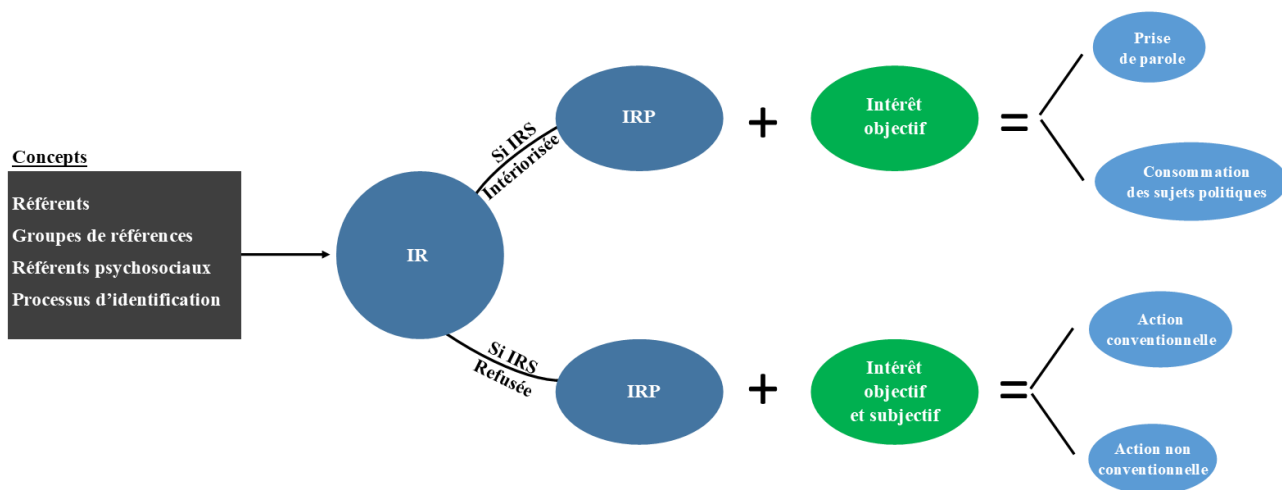
- H3 : Si l'on observe à Bépanda que des jeunes se limitent à la prise de parole et/ou à la consommation de l'information politique, c'est parce qu'ils ont intériorisé/accepté leur identité de rôle sociale, et qu'ils ont estimé qu'il était dans leur intérêt de sauvegarder leur identité de rôle personnel ;
- H4 : Si l'identité de rôle représente les attentes partagées entre l'individu et sa société alors, nous avançons que l'identité de rôle social des jeunes de Bépanda est le refus de la société politique de les impliquer dans la gestion des affaires du pays. Et leur identité de rôle personnel est leur accès aux fonctions de responsabilité et donc leur volonté de jouer un rôle politique pour la société.

- **Cadre analytique :**

Notre cadre analytique peut globalement être résumé à travers le schéma ci-dessous. Rappelons que les sigles IR, IRP, IRS signifient respectivement : identité de rôle, identité de rôle personnel et identité de rôle social. En annexe 1, se trouvera, entre autres, une image plus grande de ce schéma, permettant une meilleure lecture.

Figure 2 : Grille d'analyse

Source : élaboré par le mémorant.



Pour décrire brièvement ce schéma et rendre compte de notre cadre analytique, il convient de poser les clarifications suivantes : en effet, nous entendons montrer que les jeunes de Bépanda dans leurs interactions avec la société, sont influencés par des référents identitaires que sont des individus (référents), des groupes (groupes de références), des normes, valeurs, idées, croyances (référents psychosociaux), et des représentations sociales du jeune idéal (processus d'identification). Et que ce sont ces influences qui construisent leurs identités politiques et notamment de rôle. Ces jeunes seront dès lors constitués de deux IR: IRS et IRP. Et comme le discours dominant au sein de ces référents identitaires est que l'activité politique est dangereuse et que l'image du jeune modèle est loin d'être celle du jeune politicien, alors que les jeunes sont quant à eux préoccupés par leur avenir, il s'en suivra que leur IRS sera celle du refus de la société de leur reconnaître un rôle politique et que leur IRP sera leur volonté d'implication politique. Ce qui permettra de confirmer notre hypothèse 4.

Ces IR constituées et établies, nous aurons deux possibilités. Dans l'une, l'IRS sera acceptée par les jeunes. Ainsi, ils se retireront des voies de participation politique conventionnelle et non conventionnelle. Toutefois, ils n'auront pas envie de perdre leur identité de rôle personnel. Se mettront donc en œuvre leurs intérêts objectifs à savoir qu'ils doivent au moins consommer et ou parler de et du politique. Ce qui nous permettra de confirmer l'hypothèse 3 et une partie de l'hypothèse 1. Dans l'autre possibilité, ils refuseront leur IRS. Dès lors, ils voudront affirmer leur IRP et donc mettre en œuvre leur intérêt objectif. Toutefois, ils n'useront pas de tout le répertoire des activités de participation politique. Ils sélectionneront celles qui leur sembleront les plus aptes à satisfaire cet intérêt objectif. Voici qui actionnera leur intérêt subjectif. Ainsi, tandis que les uns opteront pour les voies conventionnelles, d'autres opteront pour les voies non conventionnelles. Ce qui permettra de confirmer l'hypothèse 2 et de conclure avec l'hypothèse 1.

Conclusion :

Arrivés au terme de notre chapitre, rappelons qu'il était question pour nous de passer à revue les travaux scientifiques traitant de la participation politique des jeunes. Pour ce faire, nous avons distingué deux sections.

Dans la première, consacrée à la revue de la littérature et à la formulation de notre question de recherche, nous nous sommes tenu du contexte de notre étude, limités à la littérature portant sur l'Afrique et le Cameroun. Ici, il en est ressorti que les jeunes camerounais font montre dans leur majorité d'une démobilitation tant dans les voies conventionnelles que non conventionnelles d'expression politique. Nous y avons vu que les déterminants tels que la forte monétisation de l'espace politique, l'incompétence politique, la crédibilité des acteurs politiques, l'efficacité politique, la marginalisation des jeunes par les gouvernants et la répression des autorités politiques étaient mobilisés par les auteurs pour rendre compte de cette démobilitation. Cependant, pour bon nombre d'auteurs, cette démobilitation ne signifiait pas toujours passivité des jeunes. Car à partir des approches théoriques telle que celle de l'approche du politique par le bas, ces auteurs ont montré que les jeunes africains et camerounais usaient de modes nouveaux de participation politique telles que l'indifférence et de la prise de parole dans les milieux non institutionnels pour s'exprimer et résister à l'ordre gouvernant. Ainsi, cela nous a amené à formuler la question de recherche de savoir : quels sont les modes et facteurs de la participation politique des jeunes de Bépanda ?

Quant à la deuxième section consacrée à la formulation de nos hypothèses, nous avons d'abord tenu à définir un cadre théorique découlant de notre état de l'art. Ledit cadre théorique nous a permis d'inscrire notre recherche dans une perspective constructiviste et notamment celle de d'Alexander Wendt. Ainsi, fort de cette grille théorique, nous avons formulé l'hypothèse selon laquelle : selon lesquelles les jeunes de Bépanda se distinguent par plusieurs modes : conventionnels, non conventionnels, la prise de parole et la consommation des sujets politiques. Nous avons avancé que leurs actions politiques s'expliquaient par la somme de leurs identités de rôle et de leurs intérêts. Et que lesdites identités sont construites à partir des référents identitaires (référents, groupes de référence, référents psychosociaux) et des processus d'identification à l'œuvre dans l'interaction sociale entre le jeune et la société.

Ainsi, convient-il à présent de se poser la question de savoir : comment allons-nous vérifier nos hypothèses ? Telle est la question qui fera objet du prochain chapitre.

Chapitre 3 : Cadre méthodologique

Introduction :

Après avoir dans le chapitre précédent formulé des hypothèses à notre question de recherche de savoir, quels sont les modes et facteurs de la participation politique des jeunes de Bépanda ? Force est de constater que celles-ci suscitent de nouvelles interrogations. Notamment, comment allons-nous les vérifier ? Ce d'autant plus que l'on sait désormais que pour bon nombre d'auteurs, la science véritable laisse apparaître non pas seulement sa construction définitive mais aussi et surtout ses échafaudages. Autrement dit, notre étude qui se veut être un travail scientifique doit renseigner non seulement des matériaux usés pour construire notre argumentaire mais aussi des techniques par lesquelles nous sommes parvenus à les collecter et traiter. C'est à la satisfaction de cette exigence que le présent chapitre entend se consacrer. À cet effet, nous nous arrêterons sur l'analyse du discours critique comme technique de traitement de nos données empiriques. Là, il sera d'abord question de présenter et de justifier ce choix, puis de retracer les étapes de sa mise en œuvre (section II). Mais avant, nous porterons notre attention sur la technique d'entretien qui nous a permis de recueillir nos données. Ici, il sera tout aussi question de la présenter, de justifier notre choix pour des entretiens en ligne, individuels, uniques et semi-directifs et d'explicitier l'ensemble de notre démarche (section II).

Section 1 : De la technique de collecte des données

Comme nous l'avons ci-haut évoqué, l'entretien en ligne, individuel, unique et semi-directif est la technique qui a retenu notre attention pour la collecte des données. Cela-dit, l'idée de la présente section est de rendre compte de la manière dont nous l'avons usée. Plus concrètement nous visiterons les différentes étapes qui ont permis sa mise en œuvre dans le cadre de notre étude (B). Mais avant, il nous semble convenable de la présenter et de rendre compte des éléments qui ont légitimé ce choix (A).

A) l'entretien en ligne, individuel, unique et semi-directif : présentation et justification :

Nous distinguerons ici la présentation (1) de la justification (2).

1) **Qu'est-ce que l'entretien en ligne, individuel, unique, et semi-directif ?**

D'après Ramona Coman et al., (2016), l'entretien semi-directif est une variante de l'entretien. Ce qui signifie que la compréhension de ce dernier est un préalable à celle du premier. C'est pourquoi, nous choisissons ici de procéder d'abord à sa clarification. En effet, d'après Éric Savarese (2006,10), « l'entretien est une technique de collecte d'informations orales, un événement de parole qui se produit dans une situation d'interaction sociale entre un enquêteur et un enquêté ». Ce qui veut dire que l'entretien est avant toute chose un échange orale et directe entre deux personnes minimum. Les unes jouant le rôle d'enquêteur.e et les autres celui d'enquêté.e.

Cela-dit, comme le rappellent R. Coman et al., (2016), la technique d'entretien n'est pas nouvelle en science sociale. En effet, ces auteurs expliquent qu'elle est apparue pour la première fois dans le domaine de la psychologie et ce, aux États-Unis. Toutefois, affirment-ils, elle a dépassé les frontières disciplinaires et géographiques pour se diffuser dans plusieurs autres domaines de savoir et espaces territoriaux non sans débats sur sa légitimité en tant qu'instrument méthodologique. En science sociale par exemple et notamment dans la sociologie francophone où elle a été introduite dans les années 1950, nos auteurs expliquent qu'elle était considérée comme subalterne et servait à accompagner les techniques d'enquêtes et d'observations empiriques. Ces dernières étant celles qui monopolisaient les débats méthodologiques. Il faudra alors attendre les années 1990 pour qu'elle suscite de véritables discussions quant à ses conditions de réalisation et d'analyse. La science politique n'échappera pas à cette trajectoire. En effet, d'après nos auteurs, la technique d'entretien y sera dès les années 1960, d'abord usée aux États-Unis en marge des enquêtes d'opinion, puis pour analyser les comportements des congressistes, des élites politiques et administratives. Ce n'est que dans les années 1990 qu'elle fera objet de nombreux travaux scientifiques et sera étendue à la sociologie politique, aux relations internationales, aux politiques publiques, etc...

En mobilisant un ensemble de critères telles que la distance géographique entre l'enquêteur.e et l'enquêté.e, le nombre d'enquêté.e.s, la récurrence et la marge accordée aux enquêté.e.s, R. Coman et al., (2016) établissent une typologie d'entretiens.

Suivant le critère de la distance géographique, ils distinguent l'entretien classique c'est-à-dire celui qui se fait sous la forme d'une rencontre physique, entre l'enquêteur.e et l'enquêté.e, de l'entretien en

ligne qui consiste toujours à un échange oral, mais cette fois par l'intermédiaire de nouvelles technologies de communication.

S'agissant du critère du nombre, ils distinguent les entretiens individuels des entretiens collectifs. Les premiers faisant référence à un échange entre un.e enquêteur.e et un.e enquêté.e. et les deuxièmes se rapportant à un échange entre un.e enquêteur.e et plusieurs répondant.e.s.

Quant à la récurrence ils établissent une différence entre les entretiens uniques et les entretiens multiples. Car dans les premiers l'échange se fait une seule fois alors que dans les deuxièmes, l'échange peut se faire plusieurs fois dans le but d'approfondir la discussion précédente.

Enfin, quant à la marge accordée aux répondants, ils rendent compte de trois types d'entretiens : l'entretien non directif, l'entretien directif et l'entretien semi-directif. Dans le premier, ils renseignent de ce qu'il permet au chercheur, de donner une grande liberté au répondant pour orienter les échanges sans pour autant totalement s'effacer. Le second quant à lui, laisse peu de libertés aux répondants. Pour le troisième, notamment l'entretien semi-directif, ils avancent qu'il s'inscrit entre les deux premiers. Autrement dit, le chercheur tout en guidant et contrôlant les échanges accorde néanmoins une liberté importante aux répondant.e.s. afin qu'ils puissent développer et organiser leurs réponses.

Fort, de tout ce qui précède, nous disons donc que l'entretien en ligne, individuel, unique et semi-directif qui a constitué notre technique de collecte de données peut se définir comme : un échange oral, se faisant une seule fois dans le processus de recherche, à travers des outils technologiques de communication entre un.e enquêteur.e et un.e enquêté.e éloigné.e.s géographiquement et dont le but est de recueillir des informations. Ainsi, conscients de ce que la technique de l'entretien offrait d'autres options et qu'en dehors d'elle, il existe d'autres techniques de collectes de données, il nous semble pertinent de justifier notre choix.

2) Pourquoi l'entretien en ligne, individuel, unique et semi-directive dans notre cas ?

Nous entendons ici répondre à deux questions essentielles, respectivement : pourquoi avoir choisi l'entretien ? Pourquoi l'entretien en ligne, individuel, unique et semi-directif ?

S'agissant de la première question, la littérature scientifique renseigne de ce qu'il existe outre l'entretien, d'autres techniques de recueil des données, notamment l'enquête⁴⁴ et l'observation empirique entre autres. De nombreux auteurs, estiment que dans le cadre d'une recherche, des combinaisons sont possibles entre ces différentes méthodes. Hélène Combes et Al., (2011) par exemple

57- Précisions ici, que bien que l'entretien par exemple puisse être vu comme une enquête, nous inscrivons cette notion dans la même veine de pensées que Ramona Coman et al., (2016) qui la considèrent comme une approche quantitative.

avancent que face à la routinisation et au manque d'inventivité observés dans l'étude des mouvements sociaux, les auteurs devraient pouvoir associer ethnographie et approche quantitative. Cependant, nous avons fait le choix de l'entretien. Sans aucune autre technique complémentaire. Il est dès lors légitime de se poser la question de savoir : pourquoi ? Ce d'autant plus que d'après la littérature scientifique, l'entretien, autant que l'observation empirique et l'enquête, permettent de rendre compte du rapport à la politique des citoyen.ne.s. qui constitue par ailleurs la thématique globale de notre étude. En effet, trois éléments majeurs ont motivé notre choix. À savoir : le temps, les couts financiers et les objectifs de notre recherche.

À la réalité, la mise en œuvre l'observation empirique par exemple, impose que le chercheur ou la chercheuse se déplace et séjourne au plus près de son objet d'étude de manière à l'observer au quotidien. Dans notre cas, il aurait fallu que nous quittions la Belgique pour le Cameroun afin de suivre individuellement chacun de nos enquêté.e.s dans les différents milieux qu'ils fréquentent. Un tel déploiement pour être productif devrait se répéter pour chaque enquêté.e sur une période relativement longue et à priori difficile à définir en amont. Ce qui pour un échantillon d'une douzaine de personnes comme ce fut le cas pour nous, signifie une mobilisation importante en termes de temps. Temps, que nous n'avons pas compte tenu de la proximité de la date de défense de notre étude et des différentes unités d'enseignement que nous suivions encore au sein de notre institution universitaire. Par ailleurs, un séjour au Cameroun aurait entraîné des couts financiers en ce sens qu'il aurait fallu mobiliser des frais pour se déplacer, se nourrir et se loger. Ces éléments réunis ont fini par nous convaincre de la nécessité renoncer à la technique de l'observation empirique. Quant à la technique de l'enquête, R. Coman et al., (2016) renseignent de ce que, même si à sa naissance avec les auteurs behaviouristes, elle s'inscrivait dans une démarche positiviste et inductive, force est cependant aujourd'hui de constater que tout comme l'entretien semi-directif, elle s'intègre bien dans une approche hypothético-déductive. Toutefois, ces auteurs précisent qu'elle tend avant tout à observer des régularités, à se focaliser sur des variables quantifiables afin de formuler des généralités. Ce faisant, elle ignore les représentations que se font les acteurs et néglige l'impact du contexte social dans lequel ceux-ci sont plongés. Or notre étude vise justement à montrer l'importance de ces éléments dans les comportements politiques des citoyen.ne.s. Ce que tend à faire la technique d'entretien. Ainsi, notre choix pour ce dernier s'imposait de lui-même.

Quant à la deuxième question, portant sur le choix à l'intérieur de cette technique, des entretiens en ligne, individuels, uniques et semi-directifs, nous le justifions par le temps, l'accessibilité à certaines

plates-formes numériques en ligne, le niveau d'avancement de notre recherche et de nos connaissances sur notre sujet.

En effet, en lieu et place de l'entretien en ligne, nous aurions pu faire le choix d'un questionnaire en ligne. l'idée serait alors de formuler une liste de questions que nous aurions publiée en ligne sur des plates-formes appropriées. Ladite liste aurait été adressée aux jeunes de Bépanda. Et nous aurions ainsi palier au problème de distance. Cependant, après avoir mené quelques « entretiens d'échantillonnage⁴⁵ » (sur lesquels nous reviendrons dans la seconde partie de la présente section) avec trois jeunes leaders de ce quartier, nous avons pris connaissance de ce que ces plates-formes numériques étaient méconnues de notre population cible. En plus, des doutes importants ont été soulignés par ces leaders sur les disponibilités et motivations des jeunes à parcourir des questionnaires en ligne et d'y apporter des réponses. Par ailleurs, au sein de notre échantillon, se trouvaient des jeunes sans niveaux d'études. Ce qui laissait entrevoir l'existence possible des difficultés à lire et comprendre les questions formulées. Dès lors, il nous a paru judicieux d'opter pour un entretien en ligne au moyen d'une technologie qui leur est accessible et familière : WhatsApp. Nous reviendrons sur la mise en œuvre concrète de ces entretiens. C'est donc tout naturellement que le choix d'entretiens en ligne à travers WhatsApp s'est imposé à nous.

Ensuite, se posait la question de savoir, entretiens en ligne individuel ou collectif ? Le dernier exigeait deux contraintes majeures. D'abord que les enquêtés.e.s et moi ayons tous le même agenda. C'est-à-dire que nous soyons tous disponibles le même jour et à la même heure et pour la même durée. Ce qui n'a pas pu se faire. En plus, il fallait que le réseau internet soit suffisamment stable dans les différents lieux où se trouvaient nos répondant.e.s afin de faciliter la fluidité des échanges. Ce qui n'est pas toujours acquis au Cameroun. Il s'est donc avéré plus facile de discuter avec une personne qu'avec douze en simultanée.

Enfin en lieu et place de l'entretien semi-directif, nous aurions pu choisir l'entretien non directif ou directif. À la lecture de , R. Coman et al., (2016), il apparaît que l'entretien non directif s'inscrit davantage dans une approche positiviste. Et est généralement utilisé pour faire émerger des pistes de recherches. À ce titre, il peut être envisagé dans une étape exploratoire. Or comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, nous inscrivons notre étude dans une approche hypothético-déductive dans la mesure où nous sommes partis d'un état de l'art pour formuler nos hypothèses. Lesquelles hypothèses font désormais objet de vérification sur le terrain. Ce qui nous a amenés à renoncer à l'entretien non

44- Nous avons tiré cette expression de : Romana Coman et Al., (2016), Méthodes de la science politique. De la question de départ à l'analyse des données. De Boeck Supérieur, 221 p.

directif. Quant à l'entretien directif, nos auteurs renseignent de ce qu'il constitue une technique dans laquelle, l'enquêteur.e dispose d'un ensemble de connaissances suffisantes pour lui permettre d'avoir une image claire des réponses qu'il attend. Or en l'espèce, même si du fait de notre état de l'art, nous estimons avoir acquis un ensemble important de connaissances sur notre problématique, nous admettons cependant que celles-ci ne nous permettent à ce stade que d'anticiper sur des réponses possibles. Nous reconnaissons donc qu'il est envisageable que les réponses que nous attendons ne se produisent pas. C'est pourquoi nous pensons qu'il faudrait limiter notre contrôle sur les entretiens et laisser une certaine liberté aux répondants afin qu'ils nous informent des éléments que nous aurions ignorés. L'entretien semi-directif s'est donc ici aussi imposé tout naturellement.

Voici qui justifie notre choix pour l'entretien en ligne, individuel, unique et semi-directif comme technique de collecte des données empiriques. Toutefois, il ne nous a pas échappé que celle-ci comporte de nombreux biais. C'est pourquoi, dans la mise en œuvre de notre technique, nous avons opté pour une démarche qui les réduisait au maximum. C'est à la présentation de cette démarche que nous consacrons nos prochains développements.

A) Notre démarche :

Un examen sur la démarche à suivre afin de mener à bien une collecte de données par entretien est primordiale pour au moins deux raisons. D'abord parce que ladite démarche conduite rigoureusement permet de minimiser les biais possibles. Ensuite parce que comme l'affirment R. Coman et al., (2016, 109), l'entretien est « un mode de recueil de données beaucoup plus complexe qu'il n'en a l'air. S'il est à priori facile de faire un entretien, il est difficile de faire un bon entretien, et plus encore d'enchaîner une série de bons entretiens ». C'est que selon eux, cette technique exige plusieurs séquences et des savoirs-faires spécifiques. À cet effet, ils proposent une démarche que l'on peut globalement résumer autour des phases suivantes : échantillonnage et obtention des entretiens (1), puis préparation et mise en œuvre (2).

1) **Échantillonnage et obtention des entretiens :**

L'une des premières questions que se pose tout chercheur qui envisage mener des entretiens est sans doute celle de savoir qui enquêter ? Dès lors, l'une de nos premières opérations a consisté à identifier nos enquêtés et à se rassurer de ce qu'ils/elles répondaient bien à nos critères d'âges, de résidence et que l'ensemble reflétait les différents profils de jeunes existant dans le quartier Bépanda. Ainsi dit, il nous fallait alors non seulement disposer des caractéristiques de la population jeune de ce

quartier mais aussi d'un agenda devant nous permettre de constituer un échantillon pertinent. Cependant, nos recherches et nos correspondances adressées à l'institut national de la statistique du Cameroun, et à la commune de Douala Ve dont dépend le quartier Bépanda ont été sans succès. Devant cet impasse, nous avons pris contact avec trois de nos connaissances jeunes vivant dans ce quartier. Chacune de ses connaissances est par ailleurs leader des différents regroupements des jeunes existant dans leur quartier respectif⁴⁶. Ces contacts visaient un double objectif : avoir une idée venant du terrain sur les différents profils des jeunes qui peuplent le quartier Bépanda, et entrer en contact avec des jeunes qui seraient motivés à participer à nos entretiens. Il s'agissait donc selon les propos de R. Coman et al., (2016) d'entretiens d'échantillonnages. À l'issue desdits entretiens, nous avons pu obtenir les mêmes informations suivantes de chacun de nos trois intermédiaires : Il y'avait un peu plus de filles que de garçons dans leurs quartiers respectifs ; Très peu de jeunes répondant à notre tranche d'âge de [20-35] étaient sans niveau d'études, nombreux parmi eux avaient fait des études secondaires et ou supérieures ; On y trouvait majoritairement des ressortissants de l'ouest Cameroun ; Les ressortissants d'autres régions du pays y étaient très peu nombreux ; Les chrétiens (catholiques et protestants) dominaient la sphère religieuse. Nombreux parmi ces jeunes sont soit encore aux études, soit dans l'informel, soit au chômage.

Ces informations pour les moins précises et non chiffrées se rapprochaient néanmoins fort bien des caractéristiques nationales sur plusieurs critères. En effet, d'après le dernier rapport du bureau central des recensements et des études de la population parut en 2011 sur le recensement général de la population, la population camerounaise est constituée de 50,6% de femmes et de 49,4% d'hommes. De même, les catholiques (38,4%) et les protestants (26,3%) dominent le classement des religions enregistrant le plus grand nombre de camerounais⁴⁷. Sur la scolarisation, un autre rapport du bureau central des recensements et des études de la population datée de 2011, renseigne que, s'agissant des jeunes de plus de 15 ans vivant dans la région du littoral où se situe la ville de Douala et donc le quartier Bépanda, 8,3% sont sans niveaux d'études, 27% ont fait uniquement des études primaires, 51% ont un niveau secondaire et 13,2% ont fait des études supérieures⁴⁸. Malgré ces rapprochements entre les informations recueillies de nos trois intermédiaires sur la composition sociologique de la population

59- Nous rappelons ici que le quartier Bépanda est lui-même constitué de huit quartiers. Ceux-ci ont déjà fait objet de présentation dans le chapitre 1.

47- Voir à ce sujet : Tchakounte Nana Ferdinand, Ndzomo Nkama Felix alexandre, (2011), « Etat et structure de la population », Rapport, tome 1, bureau central des recensements et des études de la population, 160p.

48- Voir à ce sujet : Ngoufo Yemedi Joelle, Bilo'o Yevet Pascal (2011), « scolarisation-instruction-alphabétisation », rapport , tome 2, Bureau central des recensements et des études de la population, 202p.

jeune de Bépanda et les caractéristiques issues de l'ensemble de la population à l'échelle nationale, nous ne pensons pas que cela suffise à se faire une idée précise de la composition réelle des jeunes qui peuplent ce quartier. Toutefois, ce rapprochement combiné au fait que nos intermédiaires nous ont donné les mêmes réponses nous amènent à conclure que lesdites informations recueillies sont proches de la réalité vécue sur le terrain. Précisons d'ailleurs que nous avons pris le soin de vérifier que nos intermédiaires ne se connaissaient pas. Surtout, nous avons tenu à mener des entretiens individuels avec chacun d'eux. Ce qui pour nous permettait de réduire au maximum les biais que nous pourrions avoir dans un tel contexte de constitution de notre échantillon. Car même si ce dernier ne visait pas une représentativité en termes d'effectif, il nous fallait tout au moins que notre recherche offre la parole aux différents profils en œuvre dans ce quartier.

Fort de toutes ces informations recueillies, il fallait désormais constituer un échantillon composé de jeunes hommes et jeunes femmes. Devraient y figurer des jeunes sans niveaux d'études, des jeunes ayant fait uniquement des études primaires, secondaires et ceux ayant faits des études universitaires. L'on devrait tout aussi y retrouver des chrétiens et des fidèles d'autres religions, des ressortissants de l'ouest Cameroun et d'autres régions. Ces caractéristiques connues, il fallait à présent constituer notre échantillon. À ce niveau, nous souhaitons à la fois avoir des jeunes prompts à libérer la parole et capables de ne pas se laisser influencer par notre présence. Car il n'est pas inutile de penser qu'un jeune de Bépanda interrogé par un jeune étudiant en Belgique ait envie de faire bonne figure. Ce qui porterait un coup à la neutralité de nos informations et biaiserait nos entretiens. Il fallait alors que nos informateurs aient confiance en nous et qu'ils soient informés et convaincus de la nature scientifique de notre travail. C'est pourquoi, nous avons sollicité de nos trois leaders, qu'ils nous aident à identifier des jeunes qui seraient motivés à participer à nos entretiens. Cependant, il fallait encore se rassurer de ce que ces jeunes identifiés ne soient pas tous membres de leurs différents regroupements associatifs. Car il est cohérent de penser que lesdits regroupements peuvent être des vecteurs de socialisations politiques à des degrés différents. Ainsi, nous avons insisté sur ce fait devant nos intermédiaires. Au bout d'une semaine, plus précisément entre le 15 et le 21 juin, une liste de douze jeunes avait été constituée. Nos leaders avaient pris le soin de contacter chacun des jeunes qu'ils avaient identifiés et de les prévenir de mon appel. Dès le 22 juin, et ce, jusqu'au 24 du même mois, nous avons appelé chacun de nos 12 jeunes via l'outil WhatsApp. Ce fut l'occasion pour nous de prendre contact avec eux et de leur expliquer l'objet de notre entretien et ce qui était attendu d'eux. Le contact fut fluide. Et avec chacun, nous arrê tâmes une date de rendez-vous. Le document ci-joint (annexe 2)

reprend les caractéristiques de l'ensemble de nos enquêtés.e.s, les dates d'entretien et les durées d'échanges passées avec chacun.

Figure 3 : Tableau récapitulatif des caractéristiques de nos enquêtés.e.s.

nom	Âge	sexe	Niveau d'études	religion	ethnie	Profession	Date d'entretien	Durée de l'entretien
Aisha	28	F	Supérieur	chrétienne	Bamiléké	Chômage	25-06-24	45min
Ivan	31	M	Secondaire	chrétienne	Bamiléké	Informel	25-06-24	60min
Roberto	35	M	Sans niveau	Animiste	Bamiléké	Informel	26-06-24	25min
Valor	30	M	Supérieur	Chrétienne	Bamiléké	Informel	25-06-24	60min
C	28	M	Supérieur	Chrétienne	Bamiléké	Informel	26-06-24	30min
P	35	M	secondaire	chrétienne	Bulu	Informel	26-06-24	30min
V	26	F	Supérieur	chrétienne	Bamiléké	Informel	27-06-24	30min
B	23	F	secondaire	chrétienne	Bamiléké	Chômage	27-06-24	25min
G	29	M	Sans niveau	animiste	Mbo'o	Informel	27-06-24	25min
X	24	M	Primaire	chrétien	Bamiléké	Chômage	27-06-24	45min
M	24	F	Supérieur	chrétienne	Bamiléké	étudiante	28-06-24	45min
Y	22	F	secondaire	chrétienne	Bamiléké	étudiante	28-06-24	25min

Source : le Mémorant.

Comme l'indique le tableau, l'on peut constater seule quatre répondant.e.s ont accepté d'être cités nommément. C'est pourquoi, tous les autres sont sous anonymat, dont désignés par des lettres choisies de manière aléatoire. Cela-dit, ajoutons qu'ils ont tous autorisé l'enregistrement de l'entretien.

Il convient toutefois d'avouer que lorsque nous décidions de bloquer notre échantillon à un effectif de douze (12) jeunes, nous agissions un peu par « bricolage » comme Kaufman (1996) le disait lorsqu'il définissait l'entretien. En effet, nous savions que notre échantillon devrait être représentatif des différents profils de jeunes du quartier Bépanda. Mais nous ignorions l'effectif qu'il devait contenir. Cependant, nous gardions en mémoire que notre effectif pouvait à l'issue du traitement de nos entretiens être complété ou maintenu selon que nous aurions le sentiment de ne plus rien apprendre de

nouveau de nos enquêtés.e.s. C'est donc sur cette base que nous avons entrepris la mise en œuvre de nos entretiens.

2) Préparation et mise en œuvre de nos entretiens :

Déjà informés des caractéristiques de nos enquêtés.e.s, notre préparation a consisté à constituer notre grille d'entretien et à hiérarchiser nos questions. Ce fut tout aussi l'occasion d'anticiper sur les questions qui pourraient être considérées comme « difficiles » à répondre. Ceci du fait de leurs caractères sensibles et ou de la complexité de nos phrases au regard de ce que notre échantillon comportait des jeunes n'ayant pas fait d'études ou s'étant arrêtés au niveau primaire. Outre ces éléments, nous avons aussi pendant cette phase, veiller à préparer notre matériel d'enregistrement et de prise de notes.

En effet, en constituant notre grille d'entretien (annexe 3), nous avons tenu en conformité avec nos hypothèses et notre question de recherche, à établir nos questions suivant respectivement quatre orientations : leurs identifications personnelles, leurs rapports à la politique, leurs identités de rôle et leurs référents identitaires. Par cette hiérarchisation, nous souhaitons tout en donnant une cohérence à nos questionnaires, anticiper sur des éventuelles perturbations du réseau internet ou des imprévus qui mettraient prématurément fin à nos échanges. L'idée était plus concrètement une fois les civilités faites, d'aborder le plus « rapidement » les questions les plus importantes de nos échanges. Bien entendu, il ne s'agissait pas de survoler ou de passer rapidement sur ces questions, mais de s'assurer qu'elles avaient le plus de chances d'être traitées. Car nous estimions par exemple qu'en abordant son rapport au vote ou aux manifestations, un jeune nous en dirait plus sur ses comportements politiques et sur le poids des valeurs et idées sociales véhiculées au sein de la société. Dès lors, il nous semblait important d'accorder une priorité à la thématique portant sur le rapport à la politique.

Dans chacune de ces orientations, nous avons tout aussi procédé à une hiérarchisation des questions. À titre d'illustration, après s'être au préalable informé des contraintes et des discours dominants qui pèsent sur la participation à un mouvement social au Cameroun, nous savions qu'il pourrait être difficile pour un répondant de se prononcer d'entrée de jeu sur une telle question. Il était donc judicieux de débiter cette partie par des questions plus simples qui « briseraient la glace ». Ainsi, nous débutâmes par des questions telles que : êtes-vous membre d'un parti politique ? D'un syndicat ? Avez-vous déjà pris part à une élection au Cameroun ? une fois ces questions posées, nous sentîmes nos enquêtés.e.s plus en confiance. Ce qui nous permis d'introduire des questions plus sensibles. En plus de ces questions d'hiérarchisation, nous avons conscience de ce que notre question (5) portant sur l'identité de rôle notamment « pensez-vous que les responsables politiques et les jeunes ont la même vision du

rôle que les jeunes doivent jouer dans la construction du pays ? » pouvait ne pas facilement être comprise par certains de nos jeunes. Aussi, nous avons anticipé sur cette possibilité et décider le cas échéant de la décomposer en deux questions : pensez-vous que les dirigeants attendent que les jeunes participent à la gestion du pays ? souhaitez-vous jouer un rôle dans la gestion du pays ?

Enfin, il nous fallait pour cette phase préparer notre matériel d'enregistrement. Nous avons au départ choisi d'avoir deux téléphones portables. Le premier devait permettre de passer l'appel vidéo, et le deuxième, garantir leur enregistrement. Ce qui devait plus tard, nous replonger dans chacune des minutes de nos échanges et de relever les aspects de la gestuelle qui auraient pu nous échapper. Ce matériel fut constitué. Alors nous décidâmes de le tester en appelant un jeune résidant du quartier Bépanda qui ne figurait pas dans la liste de nos futur.e.s enquêté.e.s. Ce qui fit fait. Ce test nous permit de nous rendre compte de ce qu'un enregistrement vidéo pesait et nécessitait de grandes capacités de mémoire pour nos appareils. Ce que nous ne disposions pas. Ainsi, nous décidâmes de renoncer à des enregistrements vidéos pour se contenter des enregistrements audios. Toutefois, l'appel se faisait en vidéo. Même si nous reconnaissons que nous n'avions pas un regard absolu sur l'environnement de nos enquêté.e.s nous affirmons néanmoins que ces appels vidéos nous ont permis de prêter une attention sur leurs gestuelles et les expressions faciales... Face à chacun de ces moments, nous avons pris des notes afin de ne rien perdre et de palier ainsi à l'absence de notre enregistrement vidéo.

La mise en œuvre de l'entretien en lui-même a été relativement fluide. Car en effet, tous nos informateurs ont honoré nos rendez-vous. Contrairement à nos craintes, le réseau internet a été globalement stable. Cependant, au moment du traitement des données recueillies, deux répondants ont été écartés pour des raisons que nous expliciterons dans la prochaine section. Pour ce qui est de la gestion de nos entretiens, nous n'avons enregistré que deux cas qui pourraient constituer des sujets de discussions. Dans le premier cas, il s'agissait du silence et des interrogations d'un.e de nos enquêté.e.s. En effet, à l'une de nos questions de savoir si, il/elle connaissait des personnalités politiques au Cameroun ? Et le cas échéant de citer leur nom, il/elle a pris un temps de silence avant de nous demander si cela n'était pas dangereux. Nous avons ressenti une gêne en elle, et avons pris quelques minutes de pauses pour lui réexpliquer que notre travail s'inscrivait uniquement dans un cadre universitaire. Et n'avait donc point d'autres destinations. Ce faisant, nous lui avons rappelé que devant notre proposition d'anonymat faite dès le début de l'échange, elle avait émis le vœux de ce que son identité soit cachée. Et que nous entendons bien respecter cette volonté. Et qu'à ce titre, elle ne courait aucun risque. À la suite de ces propos, il/elle a repris la discussion et nous a cité des noms des responsables politiques qu'il/elle connaissait. Dans le deuxième cas, il s'agissait d'un éloignement du

sujet de la part de l'enquêté.e. Face à cette situation, nous l'avons quelque peu laissé développer son propos avant de saisir l'opportunité d'un mot qu'il/elle avait libéré pour poliment le/la relancer et recentrer nos discussions.

Voici qui résume l'ensemble de nos démarches. À présent, il convient de rendre compte du traitement accordé à nos données recueillies.

Section 2 : Du traitement des données

Après la collecte des données empiriques dans un travail de recherche, le défi majeur qui se pose immédiatement pour tout chercheur, est de les « faire parler ». Or un tel objectif porte un enjeu tout aussi important : celui du choix de l'outil et de la méthode d'analyse. Pour notre cas d'étude, nous avons fait le choix de l'analyse de discours critique. L'idée de la présente deuxième section de notre chapitre est non seulement de présenter et de justifier ce choix (A) mais aussi de présenter l'ensemble des étapes qui ont commandé notre analyse (B).

A) L'analyse de discours critique : présentation et justification.

Nous distinguerons ici la présentation (1) de la justification (2).

1) **L'analyse du discours critique : qu'est-ce que c'est ?**

D'après R. Coman et al., (2016), l'analyse de discours critique en science politique a pris une place centrale dès les années 1980. Et ce, à partir des auteurs tels que Norman Fairclough, Teun Van Dijk et Ruth Wodak qui, dans leurs travaux respectifs l'ont utilisé pour étudier leurs matériels textuels. Selon nos auteurs, l'analyse du discours critique était en ce moment-là considérée comme un mouvement qui s'intéressait au lien entre langage, pouvoir et changement. Il était donc question pour les chercheurs de comprendre comment à partir du langage, les acteurs sociaux envisageaient leur rapport au pouvoir. Cela étant, l'attention à la linguistique, au contexte et à l'intertextualité était essentielle pour ce mouvement.

Aujourd'hui, et toujours d'après R. Coman et al., (2016), l'analyse du discours critique est davantage considérée comme un instrument d'analyse de données textuelles et une posture théorique qu'un mouvement. Contrairement à l'analyse de contenu, elle s'inscrit dans des approches

compréhensives et constructivistes. Par ailleurs, elle tend à rendre compte non pas des dimensions manifestes d'un discours, mais de ses dimensions latentes. Toutefois, dans sa mise en œuvre pratique, elle continue à emprunter à la linguistique ses outils. Notamment : l'usage des rhétoriques, des pronoms personnels, des métaphores, comparaisons, vocabulaire appréciatif ou dépréciatif, champ lexical et sémantique...

Bien qu'elle soit comme nous l'avons ci-haut signifié, autant une posture théorique qu'une technique d'analyse de données, nous choisissons dans le cadre de la présente étude de ne retenir que sa dimension d'instrument. C'est pourquoi, nous disons qu'elle est une technique qualitative de traitement de textes qui tend à partir des outils de la linguistique à rendre compte des dimensions latentes et pas toujours quantifiables de ses objets d'études. Cependant, nous savons désormais avec R. Coman et al., (2016) que les retranscriptions des entretiens peuvent être traitées tant à partir des techniques quantitatives que qualitatives. Dès lors, il est légitime de se poser la question de savoir pourquoi avoir choisi la technique d'analyse de discours critique ?

2) Pourquoi l'analyse de discours critique ?

Nous entendons ici répondre à deux questions : d'abord, pourquoi une analyse qualitative? Et ensuite, pourquoi l'analyse de discours?

En effet, en réponse à la première question, nous avançons que notre motivation est d'ordre théorique. À la réalité, une analyse quantitative d'un discours s'inscrit avant toute chose dans une approche positiviste. C'est le cas par exemple de la lexicométrie ou de l'analyse de contenu. Toute l'idée consiste alors à décompter les champs lexicaux dominants. Et à partir de là, à formuler des pistes de recherche si le chercheur se trouve encore dans son étape exploratoire. Ou alors à établir des relations et procéder à des généralisations si le chercheur se trouve dans une étape suffisamment avancée. Ce faisant, une telle technique permet certainement d'observer des relations entre thématiques ou variables sans pour autant toujours garantir la compréhension des mécanismes à l'œuvre dans le phénomène observé. Or notre étude s'inscrit dans une approche constructiviste. C'est-à-dire qu'elle vise à comprendre les regards, les valeurs, les idées à l'œuvre dans les phénomènes étudiées. Ainsi, il ne s'agit pas seulement de compter le nombre de fois qu'un mot a été prononcé, mais d'analyser comment l'acteur à travers ses propres mots se positionne face à des objets. À ce titre, l'attention aux qualificatifs, aux , métaphores, bref à la linguistique est déterminante. Plus concrètement, il n'est pas uniquement question pour nous, dans notre cas d'étude, de compter le nombre de fois que le mot vote a été utilisé

par nos enquêtés, mais par exemple d'apprécier à quel qualificatif (inutile, devoir citoyen...) il a été associé. Ce qui semble pour nous parfaitement correspondre à une analyse qualitative d'un discours.

Quant à la deuxième question, nous avançons que c'est la combinaison de la finalité de notre recherche et la nature des textes de nos retranscriptions qui a justifié notre choix pour l'analyse de discours critique. En effet, après avoir écarté les techniques quantitatives, et opté pour les approches qualitatives de traitement des discours, nous avons constaté qu'il existait de nombreuses techniques d'analyse des données textuelles qui s'inscrivaient bien dans l'analyse qualitative. Au nombre de ces techniques, R. Coman et al., (2016) citent l'analyse de cadrage, les récits et l'analyse du discours critique. Il nous fallait alors opérer un choix entre ces trois techniques.

Pour ce qui est du cadrage, nous avons vu dans l'état de l'art fait au chapitre précédent, qu'il était un instrument d'analyse visant à rendre compte de la participation des citoyen.ne.s aux mouvements sociaux. Et que par ailleurs, il donnait une impression trop intellectualiste des mouvements sociaux et se concentrait sur les discours venant des organisations pour expliquer les mobilisations sociales. Ce que nous relativisons. Or l'objectif de notre recherche n'est pas de rendre compte uniquement de la participation aux mouvements sociaux. Mais aussi de toute autre forme de participation politique. De même, notre étude ne vise pas spécialement à porter l'attention sur les discours venant du haut, mais aussi et surtout sur ceux prononcés par les gens d'en bas. Car nous n'oublions pas que nous avons opté pour une approche du politique par le bas.

Quant à l'analyse par les récits, elle est d'après R. Coman et al., (2016, 144) une « approche privilégiée pour l'étude des identités collectives et de la manière dont elles sont construites dans les discours. Il faut alors identifier les personnages et la morale de l'histoire, ainsi que les mécanismes à travers lesquels l'histoire est construite, utilisée ou modifiée à travers les contextes différents. ». Ainsi dit, l'analyse par les récits est avant tout une approche qui porte sur l'étude des histoires. Or même si nos entretiens peuvent contenir des morceaux d'événements passés, ils ne sont pas à priori des récits.

Fort de tout ceci, l'analyse de discours critique s'est avéré être la technique la plus appropriée pour notre recherche compte tenu du choix de nos approches théoriques, de nos objectifs et de la nature même des textes issus de nos entretiens. Toutefois, cette technique d'analyse n'est pas toujours aisée à mettre en œuvre. C'est pourquoi, elle recommande un procédé particulier. Que nous avons par ailleurs suivi. C'est à la présentation de ce procédé que nous consacrons nos prochains développements.

B) De la mise en œuvre de notre technique d'analyse.

Nous appuyant sur les conseils du livre « Méthodes de la science politique. De la question de départ à l'analyse des données », nous avons traité les informations issues de nos entretiens comme suit : d'abord nous les avons retranscrites, classées et effectué une grille d'analyse (1), ensuite nous avons procédé aux codages, à la rédaction des mémos, et à leurs croisements (2).

1) **Retranscription, classement et grille d'analyse.**

Après avoir collecté nos données et choisi notre méthode d'analyse, la première opération que nous avons menée a été de retranscrire nos entretiens. compte tenu de ce que nous n'avons jamais mené des entretiens et encore moins des retranscriptions, nous n'avons pas souhaité réaliser ces dernières de manière partielle. Car nous savions que grand était le risque de passer à côté d'une information importante. Nous avons ainsi choisi de procéder à des retranscriptions totales et manuelles de l'ensemble de nos douze entretiens. plus concrètement, nous écoutions les enregistrements réalisés à partir de notre téléphone portable, et les saisissons sur notre ordinateur. Même si elles étaient chronophages car nous prenions environ une heure et vingt minutes pour retranscrire dix minutes d'entretiens, nous avons néanmoins choisi de les faire tout seule. Pour chaque entretien retranscrit, nous prenions le soin de noter le nom de l'enquêté.e, et les prises de notes y afférentes.

Une fois cette étape entièrement accomplie, nous avons imprimé l'ensemble de nos retranscriptions sur des formats papiers. Nous souhaitions avoir nos objets d'analyse entre les mains afin de mieux les manipuler. C'est ainsi que nous avons procédé à une première classification suivant le critère d'âge biologique. D'un côté, nous avons rangé toutes les retranscriptions qui portaient sur les jeunes dont l'âge appartenait à l'intervalle [26-35] et d'un autre côté, ceux qui se situaient dans l'intervalle [20-25]. Cette classification se justifiait par le fait que nous avions en mémoire la réalité selon laquelle notre espace d'études qui s'inscrit dans la période allant de 2018 à 2024, comportait un ensemble d'événements politiques dont les plus anciennes étaient les élections présidentielles d'octobre 2018. Et comme la majorité électorale au Cameroun est de vingt (20) ans, alors, nos informations provenaient globalement de deux types d'acteurs : ceux qui avaient la possibilité de participer aux élections de 2018, et probablement aux marches de 2019 et 2020 d'une part, et ceux qui n'avaient pas la possibilité de participer à ces élections mais qui pourraient participer aux élections présidentielles, législatives et municipales de 2025. Nous avons ainsi obtenu deux groupes dont les effectifs étaient chacun de quatre (4) pour les jeunes de moins de vingt-six (26) ans et de huit (huit) pour l'autre groupe. Une telle classification nous a semblé pertinente dans la mesure où elle permettait de mieux apprécier dans chaque typologie, les évolutions dans le temps des différents acteurs face aux événements politiques.

Après cette première classification, nous avons procédé à une deuxième. Seulement, celle-ci ne concernait que le groupe des jeunes de plus de 25ans. Le critère utilisé ici était celui de leurs modes de participation devant les élections présidentielles de 2018, législatives, sénatoriales, régionales, municipales de 2020, et les mobilisations sociales de 2019 et 2020. Plus concrètement, il s'agissait de mettre d'un côté, ceux qui s'étaient limités à la prise de parole et ou à la consommation de l'information politique, et d'un autre côté, de regrouper tous ceux qui s'étaient investis dans l'action conventionnelle et ou non conventionnelle. Ce nouvel classement a permis de diviser le groupe de huit (8) en deux sous-groupes : le premier constitué de deux (2) jeunes s'étant limités soit à la prise de parole, soit à la consommation de l'information politique ; et le deuxième, constitué de six (6) jeunes s'étant investis dans les formes conventionnelles de participation politique.

En somme, sur les bases des critères d'âges biologiques et des différents modes de participations politiques, nous avons formés trois (3) groupes.

Une fois ces groupes constitués, nous avons procédé à l'établissement de notre grille d'analyse. Ladite grille a été constituée de manière à permettre la vérification de nos hypothèses. Cela-dit, il convient de rappeler que nos hypothèses sont telles que suit :

- H1 : comme les jeunes des milieux populaires constituent une catégorie sociale hétérogène et que leurs modes de participation politique sont pluriels, nous avançons qu'à Bépanda, l'on retrouve des jeunes, qui se limitent à la prise de paroles dans les espaces non institutionnels et/ou à la consommation de l'information politique et ceux qui en plus de ces deux modes, s'investissent par des voies conventionnelles, et/ou non conventionnelles.
- H2 : Si l'on observe qu'à Bépanda certains jeunes s'investissent dans les voies conventionnelles et non conventionnelles, c'est parce qu'ils ont refusé d'accepter l'identité de rôle sociale qui est la leur, et qu'ils ont estimé qu'il était de leur intérêt d'affirmer et de faire valoir leur identité de rôle personnel.
- H3 : Si l'on observe à Bépanda que des jeunes se limitent à la prise de parole et/ou à la consommation de l'information politique, c'est parce qu'ils ont intériorisé/accepté leur identité de rôle sociale, et qu'ils ont estimé qu'il était de leur intérêt de sauvegarder leur identité de rôle personnel.
- H4 : si l'identité de rôle représente les attentes partagées entre l'individu et sa société alors, nous avançons que l'identité de rôle social des jeunes de Bépanda est le refus de la société de les impliquer politiquement et leur identité de rôle personnel est leur accès aux fonctions de responsabilité et donc leur volonté de jouer un rôle politique pour la société.

Dès lors, nous avons pour notre cadre d'analyse, défini deux cadres. Le premier que nous avons appelé **cadre idéologique** désigne l'ensemble des idées, des sens, des valeurs, des croyances que l'enquêté.e

attribue à un objet. Le deuxième quant à lui que nous avons appelé **cadre stratégique**, fait référence à la manière par laquelle, l'enquêté.e se positionne face à un objet. Ici, nous avons retenu quatre positionnements : soit le retrait, soit l'investissement, soit l'acceptation ou intériorisation, soit le rejet.

Nous avons à nos cadres associé les objets suivants : la politique, la marche, le vote, l'identité de rôle sociale, l'identité de rôle personnel, la prise de parole, et la consommation de l'information politique. Le tableau ci-dessous (annexe 4) résume notre grille d'analyse :

Figure 4 : Tableau récapitulatif de notre grille d'analyse.

objet	Politique	vote	Marche	Prise de parole	Consommation politique	Identité de rôle social	Identité de rôle personnel
Cadre idéologique	Dangereuse. Liée aux partis politique.	Utile. Inutile.	Dangereuse. Inoffensive. Inefficace.	Dangereuse. Inoffensive.	Inoffensive	Exclusion. Inclusion.	Estime de soi. Incompétence personnelle.
Cadre stratégique	Retrait. Investissement.	Retrait. Investissement.	Retrait. Investissement.	Retrait. Investissement.	Retrait. Investissement.	Acceptation. Rejet.	Investissement. Retrait.

Source : produit par le mémorant.

Nous pensons que pour des raisons de fluidité de la compréhension, il est nécessaire d'expliquer les dernières colonnes situées à la droite du lecteur. En effet, s'agissant de l'avant dernière colonne nous estimons que les croyances qu'ont les jeunes de leurs identités de rôle peuvent se résumer en deux mots : soit exclusion, soit inclusion. Autrement dit, nous avançons que les jeunes peuvent se sentir exclus ou associés à la gestion des affaires du pays. Et devant ces croyances, ils se positionneront donc soit de manière à accepter cette identité, soit de manière à la rejeter.

Sur la dernière colonne dont l'objet est l'identité de rôle personnel, nous avançons que les jeunes peuvent se représenter un rôle dans la conduite des affaires du pays. Le cas échéant, ils l'exprimeront par une estime de soi. Si non, ils le traduiront par un vocabulaire lié à l'incompétence. Dès lors, l'enquêté.e se positionnera soit en faveur d'un investissement dans les différents modes d'expression politique, soit par un retrait.

Toutefois, précisons que les cadres de référents, de groupes de référence et les références aux événements, bien que ne figurant pas dans le tableau ci-dessus, ont néanmoins été pris en compte dans notre cadre d'analyse. Il s'agissait d'examiner toutes les unités d'analyse qui en faisaient référence.

2) **Codage, mémos et croisements :**

Après avoir constitué notre grille d'analyse, il était désormais temps de procéder à l'analyse proprement dite de nos informations désormais traduites sous forme de textes. Pour ce faire, nous avons choisi d'utiliser des codages. Et notamment du codage de base. D'après R. Coman et al., (2016), le codage est vu comme une opération qui permet de classer les éléments d'un texte en fonction des catégories jugées pertinentes. Pour nous, il s'agissait de classer nos éléments de texte en fonction de notre grille d'analyse. Par codage de base, nos auteurs entendent une analyse microscopique de chaque unité d'analyse. Ici, le chercheur insère dans le texte original, ses éléments d'analyse⁴⁹. Dans notre cas d'étude, nous avons choisi comme unité d'analyse, chaque phrase des textes. Ainsi, nous analysions suivant les procédés de la linguistique chacune de nos phrases. Et nous inscrivions en crayon ordinaire et entre crochet, nos éléments d'analyses immédiatement après la phrase analysée. Ce faisant, nous associons lorsqu'il était possible chaque phrase à un cadre défini dans notre grille d'analyse. Lorsqu'une unité analysée ne correspondait à aucun de nos cadres, nous la soulignions et restions attentifs pour voir si des analyses similaires se reproduisaient d'abord dans les autres unités d'analyse du même entretien, puis dans les unités d'analyse des autres entretiens. Nous avons procédé à la même opération pour l'ensemble de nos douze retranscriptions.

Cependant, à l'issue de cette opération de codage, nous avons éliminé deux de nos retranscriptions pour des raisons de doutes sérieux de notre part quant à neutralité de leurs réponses. L'une dans les moins de 26 ans et l'autre dans les plus de 25 ans.

En effet, lorsque comme nous l'avons vu dans la constitution de notre échantillon, nos intermédiaires nous ont suggéré des noms des potentiels enquêté.e.s, nous avons avant de réaliser nos

49- D'après R. Coman et al., (2016), Ces éléments d'analyse doivent pouvoir être distingués du texte original.

entretiens, tacher de nous renseigner sur eux. Ces renseignements ont été faits comme suit : nous sommes allés sur le réseau social Facebook et avons entré leurs noms. Car nous savions que ce réseau social est souvent une fenêtre à travers laquelle les jeunes expriment leurs quotidiens. Pour certains, nous n'avons trouvé aucune information car aucun compte n'était associé à leur nom. Et pour d'autres, nous en avons trouvées et notées.

Dans les cas des deux enquêté.e.s dont nous avons retiré les retranscriptions, nous avons constaté que contrairement à ce qu'ils nous avaient dit lors des entretiens, ils possédaient des comptes Facebook. Ils y étaient actifs et avaient partagé et liké des contenus politiques. Cela pour nous mettait en doute l'authenticité de l'ensemble de leurs éléments de réponse. Pour ne prendre aucun risque, nous avons décidé de leur mise en retrait. Notre échantillon est donc resté à un effectif de dix (10) jeunes. Toutefois cela n'eut point de conséquence sur la pertinence de nos analyses. Car ce nouvel effectif contenait toujours tous les différents profils que nous avons identifiés dès le départ. Ensuite, à l'observation attentive des dix (10) retranscriptions, nous n'apprenions plus rien de nouveau.

Ces opérations de codage et d'analyses microscopiques terminées, nous avons effectué des « mémos », c'est-à-dire des résumés de chaque retranscriptions. Chacun de ces « mémos » était réalisé sous la forme d'un tableau. Plus précisément, il s'agissait du tableau récapitulatif de notre grille d'analyse dans lequel nous avons ajouté des lignes pour les référents, les groupes de référence et les événements cités par nos enquêté.e.s. Chaque tableau fut individualisé et complété en fonction des codages effectués.

Une fois ces « mémos » réalisés, nous avons procédé à leurs croisements au sein des différents groupes, puis entre différents groupes. Ces croisements ont permis de formuler des interprétations et de monter en généralités.

Conclusion :

Arrivés au terme de notre chapitre, il convient de rappeler qu'il était question pour nous de renseigner des méthodes par lesquelles nous avons collecté et traité nos données empiriques. Pour ce faire, nous avons subdivisé notre étude suivant deux sections.

Dans la première section portant sur la technique de collecte des données, nous avons distingué deux parties : d'abord la présentation et la justification de notre technique puis l'explicitation de notre démarche. S'agissant de la première partie, nous avons dit que l'entretien en ligne, individuel, unique et semi-directif constituait notre technique d'analyse. Après avoir rappelé qu'il s'agissait d'une technique qualitative de collecte des données, nous avons justifié ce choix par des facteurs liés au temps, aux coûts financiers, aux objectifs de notre recherche, à l'accessibilité à certaines plates-formes numériques en ligne, au niveau d'avancement de notre recherche et à nos connaissances sur notre sujet.

Quant à la démarche mise en œuvre afin de recueillir nos données empiriques, nous avons indiqué avoir d'abord effectué un échantillonnage et obtenu des rendez-vous avec nos enquêtés avant de préparer et enfin, de mettre en œuvre nos entretiens. Ce fut l'occasion de préciser que devant l'absence d'informations concernant la population jeune de Bépanda, nous avons dû procéder à des entretiens d'échantillonnages avec trois jeunes leaders des groupements associatifs de ce quartier. Lesdits entretiens nous ont permis de définir les caractéristiques de cette jeunesse et donc les profils de notre échantillon. De même, grâce à ces entretiens d'échantillonnage, nous avons pu obtenir des rendez-vous d'entretiens avec douze jeunes répondant aux profils que nous avons ultérieurement déterminés et confrontés aux données nationales issues de l'institut national de la statistique. La préparation du matériel d'entretien et l'établissement du guide d'entretien nous ont permis de mener à bien nos entretiens.

S'agissant de la deuxième section, traitant de la technique d'analyse des données, nous avons indiqué dans la première partie que nous avons usé de l'analyse de discours critique. Après avoir rappelé qu'il s'agissait d'un instrument d'analyses qualitatives des données textuelles, nous avons tâché d'élucider les raisons qui nous ont poussés à effectuer ce choix. Ainsi, au rang de celles-ci, nous avons cité : notre approche théorique notamment le constructivisme, la finalité de notre recherche et la nature

des textes issues de nos retranscriptions. Par ces facteurs, nous avons écarté non seulement l'éventualité d'un usage d'outils quantitatifs de traitement de texte comme l'analyse de contenu ou la lexicométrie, mais aussi des outils qualitatifs tels que l'analyse de cadrage ou l'analyse par les récits.

À la suite de cette justification, nous avons dans la deuxième partie de notre deuxième section présenté les différentes étapes qui ont guidé notre analyse. Concrètement, nous avons renseigné de ce que le traitement de nos entretiens a suivi successivement les opérations suivantes : les retranscriptions manuelles et sur ordinateurs desdits entretiens, leurs impressions sur papiers formats A4, leurs classements en fonction des critères d'âges biologiques et des modes de participations effectués, la constitution d'un cadre d'analyse suivant nos hypothèses, l'opération de codage de base, la constitution des « mémos » et les croisements.

Toutefois, nous avons signalé que deux retranscriptions pour des doutes sérieux pesant sur la neutralité des informations qu'elles renferment ont été écartées. Finalement, l'interprétation de nos analyses a porté sur dix entretiens. Cela sans conséquences sur la pertinence et l'interprétation de nos analyses. Car notre échantillon final restait représentatif des différents profils et nous n'apprenions plus rien de nouveau de nos entretiens. En outre, nous avons présenté les différents biais et pièges qui se posaient dans notre recherche. Ce faisant, nous avons souligné les mécanismes par lesquels nous les avons minimisés. Dès lors, la question qui se pose à présent est celle de savoir quels résultats nous révèle l'analyse de nos entretiens ? C'est à la réponse de cette question que le prochain chapitre entend se consacrer.

Chapitre 4 : les résultats et leurs discussions.

Introduction :

Après avoir dans le deuxième chapitre de la présente étude formulé des réponses provisoires à notre question de recherche de savoir quels sont les modes et facteurs de la participation politique des jeunes de Bépanda ? Nous avons dans le troisième chapitre indiqué qu'au moyen des entretiens semi-directifs, nous avons collecté des données que nous avons traitées à travers l'analyse du discours critique. Nous précisons alors que cette démarche visait à produire des résultats devant confirmer ou infirmer lesdites réponses. C'est à la présentation de ces résultats et de leur discussion que le présent chapitre entend se consacrer. Plus concrètement, l'objectif ici est de répondre aux questions suivantes : quels sont les résultats de la collecte et de l'analyse de nos données empiriques ? Et quels enseignements pouvons-nous en tirer ? Aussi, la suite de notre chapitre distinguera trois sections. La première (Section 1), décrira les réponses de nos enquêté.e.s en les confrontant à notre grille d'analyse (Cf annexe 4). La deuxième quant à elle, s'attèlera à l'examen des enseignements que nous donnent nos résultats notamment sur les modes et facteurs de participation politique de nos jeunes (Section 2). Toutefois, parce qu'ils nous ont présenté une réalité à laquelle nous nous attendions peu, la prise de parole et le vote feront objet de discussions particulières (Section 3).

Section 1 : les résultats de nos enquêtes et de nos analyses.

À partir des cadres idéologiques et stratégiques définis dans notre grille d'analyse (Cf annexe 4), la présente section entend procéder à la description de nos réponses. Ladite description se fera dans l'ordre des thèmes abordés dans notre guide d'entretien (Cf annexe 3). Ainsi, nous distinguerons les réponses liées au rapport à la politique (A) de celles liées à l'identité de rôle et aux référents identitaires (B). Cependant, il nous semble pertinent de préciser que nous avons conscience de ce que d'un point de vue statistique, il est possible que nos résultats ne soient pas suffisamment représentatifs de notre population d'étude. Toutefois, en prenant en compte notre démonstration faite dans le chapitre

précédent, notamment le fait que notre recherche s'inscrive dans une approche qualitative et que notre échantillon rassemble les différents profils de notre population, alors nous sommes autorisés à reconnaître à nos résultats une certaine représentativité. Cette précision faite, procédons alors à la description de nos résultats.

A) Description des résultats liés au rapport à la politique :

Lors de nos entretiens, une série de questions visait à rendre compte du rapport des jeunes de Bépananda à la politique. Notre guide d'analyse nous a permis de subdiviser cette série de questions en différents objets. Notamment, la politique (1), le vote (2), la marche (3), la prise de parole et la consommation des sujets politiques (4). Pour chacun de ces objets, nous voulions savoir quels sens, croyances, valeurs (cadre idéologique) leur attribuaient nos jeunes et comment ces derniers se positionnaient (cadre stratégique) face à ceux-ci. Les développements suivants nous permettent de nous faire une idée précise sur ces questions.

1) **La politique comme affaire des autres et dangereuse :**

Interrogeant nos jeunes sur la question de savoir : « qu'est-ce que la politique pour vous ? », nous avons constaté que pour la majorité d'entre-eux, elle est une activité réservée aux autres, notamment : aux membres du gouvernement, aux partis politiques et à leurs leaders, aux hommes et femmes qui souhaitent influencer le monde. Cependant, une de nos réponses la définissait comme activité dangereuse.

S'agissant des réponses qui associent la politique à l'activité des membres du gouvernement, il convient de dire qu'elles sont issues de quatre (04) de nos répondant.e.s. Toutefois, nous les illustrons ici par les propos de notre répondante X que nous trouvons plus explicites. En effet, répondant à la question posée ci-haut, X lors de notre entretien du 27-06-2024 déclara : « pour la politique là, moi je ne sais pas trop. Mais je peux dire que c'est ce que les membres du gouvernement font. Nous on peut juste en parler dans le quartier. Mais on ne peut pas faire la politique. ». En d'autres termes, la politique ne serait pas pour lui, l'activité de « nous », mais de ceux qui sont membres du gouvernement. En donnant à la notion de politique un tel sens, nos quatre (04) répondant.e.s semblent se rapprocher de celle que donne la science politique lorsqu'elle la saisit à partir du mot anglais « Policy ». En effet, dans la deuxième édition du livre « *FONDEMENTS DE SCIENCE POLITIQUE* » paru en 2022, on peut lire à la page 33 que le terme Policy « renvoie aux actes de gouvernement [...] ».

Outre cette perception de la politique comme activité réservée aux membres du gouvernement, trois autres de nos enquêt.e.s l'ont présentée comme activité réservée aux partis politiques et à leurs

leaders. P lors de notre entretien du 26-06-24 exprimait bien cette perception lorsqu'il avançait que « la politique pour moi c'est quand vous êtes dans un parti politique. ». S'inscrivant dans cette même logique, C lors de notre entretien individuel du 26-06-24 affirma : « Déjà c'est vrai que, on va se dire qu'on n'est pas membre d'un parti politique [...] En fait la politique maintenant si on veut expliquer cela dans une autre phase, c'est par exemple servir un parti politique, c'est par exemple s'adapter à l'idéologie d'un parti politique et de le servir aussi en même temps. ». Ainsi, partis politiques et politique seraient donc confondus. En outre, la politique serait inséparable des leaders des partis politiques. D'ailleurs, Roberto lors de notre entretien du 26-06-24 expliqua que la politique « c'est ce que les Paul Biya et les Kamto là font non, avec les autres là. C'est ça qu'on appelle la politique ». En citant messieurs Paul Biya et Kamto, par ailleurs présidents des deux partis politiques arrivés en tête lors de la présidentielle d'octobre 2018, Roberto associe la politique à l'activité des leaders des partis politiques. Cette autre définition de la politique que nous donnent nos trois répondants est d'après les auteurs du livre « *FONDEMENTS DE SCIENCE POLITIQUE* » ci-haut cité, régulièrement usée par les citoyens lorsqu'ils sont invités à participer à des enquêtes d'opinion sur leur intérêt pour la politique.

Cependant, cette dernière n'est pas vue uniquement comme une activité des partis et leaders politiques. Elle est aussi appréhendée comme l'activité menée par ceux qui veulent influencer la gestion du monde. Telle est l'image que se fait notre répondant Valor. En réalité, lors de notre entretien individuel du 25-06-24, celui-ci affirmait que : « la politique c'est pour des personnes qui désirent avoir une influence dans la gestion du monde. ». Dès lors, par cette définition, Valor se rapproche de la conception scientifique du terme politique saisi à partir du mot anglais « Politics ». En effet, d'après Nathalie Schiffino et al., (2022, 34), « POLITICS (la politique) renvoie aux activités des personnes individuelles ou collectives, visant à influencer ou orienter la production des politiques [...] ». Toutefois, ces activités ne s'inscrivent pas dans tous les imaginaires comme orientées vers la production des « politiques ». C'est qu' Ivan par exemple, lors de notre entretien individuel daté du 25-06-24, nous confiait que « pour moi, la politique c'est une stratégie qu'emploie un groupement de personnes pour les détournements des biens ». Ce qui veut dire que pour lui, la politique est un moyen utilisé par des individus afin de posséder les richesses de la communauté. Ainsi, il s'inscrit dans la même veine de pensées que Maurice Duverger (cité par Nathalie Schiffino et Al., 2022). En réalité, d'après ce dernier, la politique est à l'image du dieu Janus. C'est-à-dire qu'elle est constituée de deux visages. Le premier qui la présente comme un moyen permettant de maintenir les privilèges d'une minorité sur la majorité, ou d'assurer les avantages et profits de la classe dominante sur la classe des dominés. Le second visage

quant à lui renvoie au moyen d'assurer l'intégration de tous dans la vie collective. C'est donc au premier visage que tend à s'inscrire la représentation que se fait Ivan de la politique.

En plus de la considérer comme activité des autres, ils/elles la considèrent aussi comme dangereuse. En effet, cette dernière représentation nous a été donnée par V lors de notre entretien individuel du 27-06-24 lorsqu'elle affirmait : « pour moi, la politique c'est un débat très compliqué, très complexe. Et moi je vois ça comme un débat dangereux. ».

En somme, l'on constate de toutes ces définitions qu'aucune n'intègre l'enquêté.e lui-même (elle-même). Or comme nous le montre le deuxième visage du dieu Janus présenté ci-haut, la politique est aussi un moyen d'assurer l'intégration de tous dans la vie collective. Cela voudrait dire que la politique est aussi l'activité des gouvernés.

Face à cette perception de la politique comme dangereuse et activité réservée aux autres, l'on peut se poser la question de savoir, comment se positionnent nos enquêté.e.s ? Conscients de ce que pour la majorité de ces derniers, l'activité politique est du domaine réservée des principaux dirigeants des partis politiques, car les membres du gouvernement, les parlementaires et les ministres, sont pour la plupart les membres des bureaux centraux de ces organisations, notre unité de mesure a été l'adhésion ou non de nos répondant.e.s dans ces structures. Ainsi, à la question de savoir « êtes-vous membres d'un parti politique ? », tous (toutes) nos répondant.e.s à l'exception de Roberto, nous ont répondu par la négative. En d'autres termes, 90% de nos enquêté.e.s ne sont membres d'aucun parti politique. Or ils considèrent dans leur majorité, la politique comme activité réservée aux partis politiques. Cela veut dire, que le cadre stratégique dominant sur l'objet politique est le retrait.

Fort de tout ce qui précède, nous constatons que les jeunes de Bépanda se mettent en retrait de la politique qu'ils considèrent comme activité dangereuse et réservée aux autres, notamment les leaders politiques. À présent, examinons notre second objet : le vote.

2) Le vote, entre devoir citoyen et instrument (in)utile pour le changement :

Le vote était aussi l'un des objets abordés lors de nos entretiens. Tout comme la politique, nous voulions lire ses cadres idéologiques et stratégiques. C'est pourquoi, à nos enquêté.e.s, nous avons posé les questions de savoir s'ils ou elles avaient déjà participé aux élections au Cameroun ? S'ils ou elles pensaient participer aux prochaines élections à venir en 2025 ? Et pourquoi ?

S'agissant des deux premières questions, nous avons globalement obtenu trois vagues distinctes de réponses. La première vague constituée de la moitié de nos répondant.e.s faisait état de ce que ceux-ci avaient déjà par le passé, participé à un processus électoral au Cameroun. Et ils se disaient déterminés à participer au prochain à venir. Ils inscrivaient à ce titre leur rapport au vote dans une continuité.

D'ailleurs, C lors de notre entretien individuel du 26-06-24 illustre fort bien cette position lorsqu'il affirmait : « oui, la dernière fois que j'ai voté était en 2018 ; et je voterai encore en 2025. Je pense qu'en octobre 2025, il y'aura élection présidentielle au Cameroun. Donc on ira aux urnes et on ira voter. ».

La deuxième vague était exclusivement composée des trois (03) jeunes qui avaient moins de vingt-six (26) ans. Tous, disaient n'avoir jamais participé à une élection dans le pays du fait de leur âge. Toutefois, ils/elles se disaient motivé.e.s à participer aux prochaines échéances de 2025. D'ailleurs ils/elles nous confirmaient s'être déjà inscrit.e.s sur les listes électorales. À ces sujets, les affirmations de M lors de notre entretien individuel du 28-06-24 résumait fort bien leurs propos. Car précisait-elle : « au regard de ce que j'observe, je pense que nous les jeunes nous sommes beaucoup excités par rapport aux élections. Nous sommes beaucoup excités par rapport aux élections. Parce que nous les jeunes qui n'avons pas eu à voter lors des dernières élections, nous sommes surexcités par rapport aux élections qui approchent. ». Dès lors, il est assez aisé de constater qu'elle utilise plusieurs fois le pronom personnel « nous ». Ce faisant, elle s'intègre dans cette catégorie des jeunes « surexcités » à participer aux prochaines élections.

Les troisièmes et quatrièmes vagues quant à elles faisaient état chacune d'un.e jeune, âgé.e de vingt-six (26) ans minimum. Tandis que V dans la troisième vague affirmait n'avoir jamais pris part à un processus électoral, P quant à lui dans la quatrième vague reconnaissait que s'il l'avait fait en 2011, il ne l'avait cependant plus refait après cette date du fait de sa propre volonté. Par ailleurs, nos deux répondants ont en commun le projet de ne pas vouloir participer aux prochaines élections. En outre celle de la troisième vague nous confiait que malgré la campagne d'inscription sur les listes électorales en cours dans le pays, elle ne s'était pas enrôlée et n'envisageait pas le faire. Et P quant à lui affirmait qu'il restera sur sa dynamique engagée après 2011.

Fort de toutes ces réponses, deux grandes tendances semblent émerger à propos du cadrage stratégique du vote : Tandis que certains adoptent un comportement de retrait, d'autres s'y investissent.

Quant à la dernière question, notamment celle de savoir pourquoi ils/elles choisissaient de s'investir ou pas dans le vote, les réponses de nos enquêté.e.s exprimaient l'idée qu'ils/elles se font de ce mode de participation politique. Ainsi, nous avons noté qu'un élément de réponse leur était commun à tous : le vote était considéré comme un devoir citoyen. Toutefois, les avis ont divergé quant à son utilité.

Pour les uns, notamment pour sept (07) de nos répondants parmi lesquels nos trois jeunes de moins de vingt-six (26) ans, et quatre (04) jeunes de plus de vingt-cinq (25) ans, le vote est considéré comme instrument, solution pour le changement. Roberto lors de notre entretien du 26-06-24 par

exemple déclarait que : « [...] il y'a certains, on va leur dire que c'est le jour du vote, ils vont s'asseoir boire, boire, jusqu'à. Et venir qu'on a déjà voté. On va leur dire que l'heure de vote est déjà passée. Eux en venant qu'on a déjà fini de voter. Après ils vont attendre le changement. Et ça ne va jamais changer. ». Ainsi, selon lui, s'il n'a pas eu changement notamment à la tête de l'Etat, c'est parce que bon nombre de jeunes n'ont pas pris part aux scrutins. Dès lors, il fait du vote un instrument pour le changement. En outre, Au-delà d'une telle considération, d'autres verront au vote l'unique voie pour atteindre cet objectif. C'est le cas de C (entretien individuel, 26-06-24) qui affirmait que : « [...] pour moi, la réaction du jeune c'est dans l'urne. C'est pendant les élections. Pour moi jeune citoyen camerounais, ça reste la seule voie, la seule solution. Les élections. Les élections je vous en prie. Il y'a pas deux voies pour moi : ce sont les urnes. Ça veut dire que dès qu'on est au courant de ça, on s'en va voter. C'est la seule voie. ».

Cependant, à l'opposé de ceux qui voient le vote comme un moyen de transformer le paysage politique, se trouvent trois jeunes (03) de notre échantillon qui le considèrent comme inutile pour un tel objectif. Au nombre de ceux-ci, nous reconnaissons V et P qui comme nous l'avons vu plus haut partagent le projet de ne point participer au scrutin à venir. S'ajoute à cet effectif, Ivan malgré son investissement continue pour le vote. En effet, lors de notre entretien individuel du 25-06-24, celui-ci déclarait : « malgré que l'on vote, on sait déjà qui sont ceux qui vont réussir. Ça c'est au Cameroun. Les votes ne servent à rien. ». Dans des termes assez proches, P lors de notre entretien individuel du 26-06-24 disait : « je pense que les élections c'est juste un cinéma dans notre pays [...] je peux bien voter l'année prochaine, mais ça ne va servir à rien. Donc je ne voterai pas. ». V dira lors de notre entretien du 27-06-24 que : « [...] d'une part, voter même ne servirait à rien parce que c'est toujours le même président qui serait là. ».

En somme, il est aisé de retenir que pour les jeunes de notre échantillon, le vote est perçu comme un devoir citoyen. Cependant, en tant qu'instrument pour le changement, il ne fait pas l'unanimité. Car alors que certains le considèrent comme une solution, force est de constater que d'autres l'envisagent comme inutile. Dès lors, face à cette perception, l'on observe deux positionnements : investissement et retrait. Cela-dit, qu'en est-il de la marche ?

3) La marche comme dangereuse pour les jeunes de Bépanda :

Si la marche en tant qu'objet d'analyse de nos données empiriques a connu une unanimité dans son cadrage stratégique, il en est autrement pour ce qui est de son cadrage idéologique. C'est qu'à la réalité, pour ce dernier, nos enquêtés.e.s. nous ont donné diverses représentations.

En effet, la question que nous leur avons posée était formulée comme suit : « **Il arrive souvent que des personnes grèvent, signent des pétitions, fassent des boycotts, écrivent des lettres, détournent des slogans officiels pour revendiquer quelque chose à/ou soutenir une autorité (politique ou non). Avez-vous déjà participé à une activité de ce genre ? Pensez-vous pouvoir la (re)faire ?** ». Sans qu'il ait une autre indication quelconque, nos répondants ont systématiquement évoqué la marche. Faisant ici référence aux mouvements sociaux. Dès lors, trois cadres en ont émergé.

Le premier cadre était celui de la dangerosité. Car ici, pour huit (08) de nos répondant.e.s, la marche ouvre au Cameroun, la voie aux arrestations policières, aux violences physiques, bref à la répression. C'est ce qui ressort par exemple des propos de Roberto (entretien individuel, 26-06-24) lorsque répondant à notre question ci-haut rappelée, il affirmait que : « non non, jamais. Ça c'est un pays où on ne peut jamais faire ça. [...] tu tentes ça ici, on tire sur ton pieds. ». De tels propos ont été partagés par chacun de ces huit (08) répondant.e.s mais, pas avec la même connotation.

Notre deuxième cadre en est l'illustration. Il s'agit du mot « incivisme ». Avancé par un de nos répondants, il mettait en cause le comportement des mobilisés et des organisateurs de la mobilisation sociale. Ce faisant, il tendait à s'opposer aux tenants du premier cadre qui eux l'utilisaient pour décrier les comportements des forces de l'ordre et du gouvernement. C'est que pour lui, les mobilisations sociales étaient les lieux pour les populations de procéder à des pillages, vols, etc... Très exactement, Ivan qui est l'auteur de ce cadre, disait lors de notre entretien du 25-06-24 que : « Je pense que la marche est un acte d'incivisme hein. C'est ce que je pense. Parce que se lever et marcher, des personnes mal intentionnées en profitent souvent pour faire du mal, piller des boutiques [...] peut-être qu'ailleurs, la marche là a sa place. Mais dans le Cameroun ci, la marche là, les camerounais sont souvent mal intentionnés qu'ils profitent de cela pour faire autre chose. ». Voici qui résume notre deuxième cadre.

Le troisième cadre quant à lui, est celui de la duperie. C'est que pour Aisha qui en est l'autrice, les leaders des partis politiques instrumentalisent les populations à travers la marche pour des fins égoïstes, personnelles. D'ailleurs, elle distingue et définit à cet effet la marche organisée par les organisations de la société civile qui servent à la revendication des droits des populations, de celle organisée par les partis politiques qui visent des intérêts autres que ceux des citoyens. C'est donc dans ce sens que lors de notre entretien individuel du 25-06-24, elle affirmait : « [...] les marches organisées par les organisations de la société civile sont beaucoup plus les marches organisées pour des revendications des droits ou du bien-être. Tout ça tourne autour de l'accès aux droits. Mais en ce qui concerne celles des partis politiques, les marches sont beaucoup plus pour coopter les populations. Pour amadouer les populations à les voter. ».

En somme, quel que soit le cadre retenu, nos enquêté.e.s ne perçoivent pas la marche comme quelque chose de positive dont il faudrait s'en servir. Tout au contraire, en se prononçant tous (tes) contre son usage au Cameroun, ils/elles indiquent leur retrait pour ce mode de participation politique. À présent, rendons compte de ce qu'il en est de la prise de parole et de la consommation de l'information politique.

4) Ce que pensent les jeunes de Bépanda de la prise de parole et de la consommation des sujets politiques :

La prise de parole pour les jeunes de Bépanda donne à voir globalement deux lectures : tandis que les uns la considèrent comme dangereuse et s'en écartent, d'autres la saisissent comme une activité quotidienne inoffensive.

En effet, à la question de savoir, « parlez-vous souvent de politique » ? Six (06) de nos enquêté.e.s se sont inscrits dans la première lecture. Ils/elles estiment que les espaces publics sont remplis des forces de police déguisées en civil. Ces dernières d'après nos six enquêté.e.s, arrêteraient quiconque parlerait des sujets politiques et tenterait de critiquer l'action gouvernementale. D'ailleurs, Y lors de notre entretien individuel du 28-06-24 disait : « Tout ce qui concerne la politique là, j'ai peur de parler. Peut-être quand un groupe de personnes se met à parler par rapport à ça... j'ai peur de donner mon avis et que peut-être parmi-eux, il peut avoir un politicien ou un policier là-bas, et je dis peut-être un mot déplacé et ça devient autre chose. ». Une autre déclaration assez expressive de ce ressenti est celle de V. En fait, en guise de réponse à notre question lors de notre entretien du 27-06-24, elle nous confiait ceci : « non, je ne préfère pas. Puisque c'est un débat très dangereux. Genre si on t'attrape ou si un individu passe et vous entend parler surtout mal des politiciens, ça peut te mettre en danger... ». À cela, il convient de préciser que cette peur de s'exprimer concerne aussi les réseaux sociaux. Pour ces répondant.e.s, peu importe le milieu, que l'on soit au quartier, dans un café, dans un taxi, ou sur internet, parler du politique est dangereux. Il faudrait donc se mettre en retrait de ce mode de participation politique.

Cependant, à l'opposé de ces six (06) répondant.e.s se trouvent quatre (04) autres qui s'inscrivent dans la seconde lecture. C'est-à-dire qu'ils/elles considèrent la prise de parole comme une activité quotidienne. Ce faisant, ils nous ont confié parler de politique en famille, avec des amis dans les cafés, au lieu du travail. Toutefois, sur internet, ils/elles s'abstenaient de le faire. Juste un seul nous a indiqué avoir commenté un contenu politique.

S'agissant de la consommation de l'information politique, force a été de constater que l'ensemble de nos dix (10) répondant.e.s suivaient l'actualité politique. Un nous a confié qu'il lisait

régulièrement les journaux et des publications traitant de la politique. Mais pour tous les autres, le canal utilisé était la télévision. Ici, nos répondant.e.s nous ont affirmé suivre des émissions et débats politiques les dimanches dans des chaînes proches de l'opposition et quelques fois à travers la chaîne nationale. Toutefois, certains nous ont confié que cela ne se faisait pas toutes les semaines. Pour d'autres encore, cela pouvait se faire de manière occasionnelle. Mais un débat ou une émission politique télévisée n'était pas un programme qu'ils/elles « zapperaient » automatiquement. Sur internet, en dehors d'une seule personne qui a déclaré ne pas y suivre de contenus politiques parce que n'étant pas abonné sur les réseaux sociaux, tous les autres ont affirmé le contraire. Ces derniers affirmaient lire les publications politiques sur Facebook. Cependant, sans les « partager » ou « liker ».

En somme, notre série de questions sur la thématique du rapport à la politique nous a permis de cerner comment les jeunes de Bépana se représentaient et se positionnaient devant les objets tels que la politique, le vote, la marche, la prise de parole et la consommation politique. à présent, tâchons de rendre compte de ce qu'il en est de leur identité de rôle.

B) Les résultats liés à l'identité de rôle et aux référents identitaires :

Nous distinguons ici les résultats liés à l'identité de rôle (1) de ceux liés aux référents identitaires (2).

1- Les résultats liés à l'identité de rôle :

Comme nous l'avons vu dans notre deuxième chapitre, notamment dans les développements consacrés à notre cadre conceptuel, le concept d'identité de rôle élaboré par A. Wendt (1999), rend compte des attentes partagées dans une interaction sociale. Plus concrètement, dans le cadre de notre étude, nous le décomposons en deux variantes. D'une part les représentations que l'on se fait des attentes que la société a de nous, et que nous avons appelé, **identité de rôle social**. Et d'autre part, les représentations que nous nous faisons des attentes que nous avons de la société que nous avons appelé **identité de rôle personnel**. Dès lors, pendant tous nos entretiens, nous avons cherché à savoir comment nos jeunes se représentaient leurs identités de rôle social et de rôle personnel. À cet effet, la question suivante avec ses variantes leur a été posée : « pensez-vous que les responsables politiques et les jeunes ont la même vision du rôle que les jeunes doivent jouer dans la construction du pays ? Pourquoi ? Sinon, que pensez-vous que le jeune devrait faire ? ».

À la question principale sur l'existence d'une vision partagée du rôle des jeunes, nos répondant.e.s ont tous tenu le même discours. Selon eux, il existe un clivage clair entre d'une part les jeunes qui seraient diplômés, remplis de compétences et surtout désireux de s'investir dans la vie

politique et économique, et d'autre part, les vieux qui contrôlèrent et confisqueraient tous les pouvoirs. En guise d'illustration, C de répondant à cette question, lors de notre entretien du 26-06-24 affirmait que : « je pense que non. [...], ils n'ont pas cette vision-là. S'ils avaient cette vision, moi je me dis qu'aujourd'hui, qu'est-ce qu'un gérontocrate, qu'est ce quelqu'un de 70 ans ou de 60 ans fait encore dans un poste administratif quand son fils, son petit-fils de 30 ans, de 35 ans est à la maison et qu'il est au chômage ? Tout s'explique là ». Devant ces propos de C observés avec des mots certes différents chez l'ensemble de nos répondant.e.s, l'on pourrait répliquer que les jeunes n'ont peut-être pas envie de s'investir dans la gestion des affaires du pays.

Mais là, nous ferions certainement fausse route. Car en effet, par un vocabulaire qui s'intègre bien dans le champ lexical de l'estime de soi, nos jeunes estiment avoir la compétence et la volonté de participer à la gestion des affaires de la nation. Toutefois, ils avancent qu'ils font face aux barrières érigées par les gouvernants. D'ailleurs, en guise d'exemple, lisons ce qu'affirmait V lors de notre entretien du 27-06-24 : « non, je ne pense pas. Les jeunes ont envie de jouer un rôle dans la construction du pays. Vous allez voir les jeunes avoir des diplômes, mais quand ils cherchent des postes on leur donne des conditions. On vous donne des conditions bizarres. Si vous ne pouvez pas remplir ces conditions, on ne vous donne pas le poste. Nous avons des compétences, mais on nous refuse l'occasion de les montrer. ». Plus expressives encore de cette réalité sont les propos d'Aisha tenus lors de notre entretien du 25-06-24 : « Les jeunes ne s'excluent pas. Les jeunes se sont intéressés. La vérité c'est qu'on ne pas l'accès aux jeunes. La preuve, à l'Assemblée nationale, il y'a combien de jeunes ? Il y'a les jeunes qui veulent agir pour ce pays. Il y'a même des jeunes activistes. Ils postulent, on ne les prend jamais .».

Fort de tout ce qui précède, l'on peut affirmer que pour les jeunes de Bépanda, la société politique leur refuse toute implication dans la conduite des affaires de la nation. Et ce, alors même qu'ils attendent d'elle, qu'elle leur ouvre les accès. Car ils/elles sont désireux de participer à la construction de leur pays. Ces représentations des jeunes de Bépanda rejoignent ce qu'exprimait Cabral Libii (2015). En effet, comme nous l'avons vu dans notre état de l'art, il estimait que les jeunes au Cameroun sont marginalisés par les gouvernants trop âgé qui monopolisent le pouvoir politique.

Devant ces représentations, nous avons alors actionner la question de savoir ce que devrait faire le jeune. L'inventaire des réponses accordées à cette dernière question a permis d'avoir deux lectures. La première faisait état de ce que les jeunes devaient accepter leur mise à l'écart par les autorités politiques. La deuxième quant à elle affirmait le contraire.

S'agissant de la première lecture, précisons qu'elle est soutenue par trois de nos répondant.e.s notamment V, P et Ivan. En effet, lors de notre entretien du 27-06-24, la première affirmait ceci : « On va comment ? On est obligé de s'aligner [...] si on te rejette, tu es obligée de rentrer. ». P quant à lui déclarait : « moi je ne sais pas. Nous les jeunes on a quoi ? On n'a rien pour les contrecarrer. Même nos voix parfois ça ne compte pas [...], je ne sais pas. Peut-être c'est Dieu qui va nous sauver ». Convoquant tout aussi Dieu, Ivan dira : « je pense qu'il faut garder espoir. Je me dis que Dieu va faire grâce. Parce que en tant que chrétien, on croit. On sait que comme Jésus, Jésus est arrivé sur la terre, ça impressionné tout le monde. Nous aussi on attend. On sait qu'un Jésus va arriver un jour et va essayer de guider afin que le développement puisse se faire... ». Ces extraits de réponses montrent à suffisance qu'il en existe à Bépanda, des jeunes qui ont accepté leur identité de rôle social. Mais comme nous le verrons dans le prochain développement, il y'en a qui l'ont rejetée.

Tel est le cas des sept (07) autres jeunes restants de notre échantillon. En effet pour eux, il n'est pas question d'accepter une telle situation. Les propos tenus par Aisha lors de notre entretien du 25-06-24 sont assez révélateurs de cette réalité. En effet, elle affirmait : « je sais que j'ai un rôle à jouer pour ce changement. Je sais que ma voix compte pour ce changement. Raison pour laquelle je n'accepte pas la défaite. Je ne parle pas comme ces gens-là qui ont des discours du désespoir. Moi je suis là, avec le moral haut. ». Ainsi, le défaitisme n'est pas au rendez-vous chez-elle. Dans ce « combat » qui l'oppose aux autorités politiques, elle estime défendre son identité de rôle jusqu'au bout. Nous avons retrouvé cette idée de ne pas se soumettre à cette exclusion chez tous nos sept (07) répondant.e.s évoqué.e.s ci-haut.

Grosso modo, nous constatons que nos jeunes ont en commun de partager la même identité de rôle social et personnel. Cependant, ils/elles se distinguent par leur positionnement vis-à-vis de leur identité de rôle social. Car si les uns l'acceptent, les autres la rejettent. Cela-dit, il convient à présent de présenter les résultats liés aux référents identitaires et procédés d'identifications.

2)-Les jeunes de Bépanda et les référents identitaires :

Tout comme le concept d'identité de rôle, nous avons dans notre deuxième chapitre, défini le concept de référent identitaire et plus précisément dans nos développements consacrés à notre cadre conceptuel. À cet effet, nous soulignons que d'après Gustave-Nicholas Fisher (2005, 205), il renvoie pour les individus à : « un ensemble d'éléments pris dans une catégorie sociale existante et qui leur servent de grille de lecture. ». Nous ajoutons qu'il était possible qu'il prenne différentes expressions. Notamment, celles de référents ou de groupe de référence ou encore de référents psychosociaux selon qu'il s'agisse respectivement d'un individu, d'un groupe, ou de valeurs, normes croyances dominantes

au sein d'une société. Dès lors, aux jeunes de notre échantillon, nous posâmes une série de questions (Cf guide d'entretien, annexe 3) à l'effet de savoir s'ils/elles avaient des référents identitaires ou des modèles dans la société camerounaise. Nous avons globalement reçu quatre (04) vagues de réponses.

La première vague était tenue par cinq (05) de nos enquêté.e.s. Ces derniers faisaient état de ce qu'ils/elles avaient des modèles. C'est-à-dire des personnes qui les inspiraient au quotidien et à qui, ils/elles voulaient ressembler bien que n'ayant pas de contacts directs avec elles. Les profils de ces modèles étaient différents. Pour trois (03) de nos cinq (05) enquêté.e.s, dont deux de moins de vingt-six (26) ans et un de plus de vingt-cinq (25) ans, le modèle était Samuel Eto'o, ancienne star de football, aujourd'hui président de la fédération camerounaise de football (FÉCAFOOT). Nos trois répondant.e.s voyaient en lui un jeune qui a dit « non » à un ministre de la république - Précisons ici que pendant plusieurs mois, notamment entre mai et juin 2024, le président de la Fécafoot et le ministre des sports étaient en conflit ouvert sur les réseaux sociaux au sujet de la nomination d'un sélectionneur pour l'équipe nationale senior de football du Cameroun – ce qui pour eux était une source d'inspiration. D'ailleurs P lors de notre entretien individuel du 26-06-24 déclarait : « Comme tous les jeunes, mon modèle c'est Samuel Eto'o. Quand je vois par exemple son travail, même dans son domaine le football, tu vois comment il dit non au ministre, tu te dis, si peut-être on a quelqu'un comme ça dans chaque domaine de ce pays, ça sera bon. Donc il est comme un modèle pour moi. Il m'inspire beaucoup. ».

Outre Samuel Eto'o, deux (02) de nos cinq (05) répondant.e.s nous ont confié avoir pour modèle, des « coachs » en entrepreneuriat. Mais ici, une distance s'observe entre les profils de ces coachs. Tandis que le Coach de Valor par exemple leur expliquait que tout entrepreneur qui voudrait réussir dans ses projets devrait s'intéresser à la politique, celui de Ivan ne faisait jamais référence aux sujets politiques. Enfin, pour sortir de cette question du modèle, un (01) de nos cinq (05) répondant.e.s nous a expliqué que son modèle était Maurice Kamto, président national du parti politique MRC.

Quant à la deuxième vague de réponses, nous avons eu trois (03) répondant.e.s qui nous ont expliqué avoir des référents. Parmi ces trois (03) répondant.e.s, deux nous ont cité les membres de leurs familles et une a cité un leader de la société civile dans laquelle elle était engagée. S'agissant de ceux qui ont cité les membres de la famille, nous avons M qui a indiqué lors de notre entretien individuel du 25-06-24 que son oncle était celui qui lui « a ouvert l'esprit » sur les questions politiques. Et affirmait-elle : « on suit les débats à la télévision ensemble et on débat entre nous. ». Ainsi, Elle aurait « beaucoup appris de lui » et consultait « toujours son avis devant les actualités politiques. ». Tout comme elle, Ivan pendant notre entretien du 25-06-24, nous confiait tout aussi que ses choix politiques étaient guidés par son père. Il affirmait qu'il veillait à aligner ses choix aux conseils de ce dernier.

Ainsi, pour ces deux répondants, les membres de la famille servent de grille de lecture pour leurs choix politiques. Cependant, pour Aisha, c'est le leader de l'organisation de la société civile dans laquelle elle milite qui oriente ses choix. En effet, lors de notre entretien du 25-06-24, elle affirma : « monsieur Philippe Nanga, leader d'un 'Monde à Venir' est celui qui est capable de changer ma vision des choses et de me faire épouser la sienne. Il m'a transformée... ». Ainsi, à Bépanda, l'on retrouve des jeunes qui ont des référents. Toutefois, les réponses que nous ont données nos répondant.e.s nous ont fait retenir deux autres catégories de référents identitaires, notamment la rumeur et les événements.

En effet, s'agissant de la rumeur, l'on retrouve ses traces plusieurs fois dans les propos de V recueillis lors de notre entretien individuel du 27-06-24. Plus concrètement, elle a usé du champ lexical de la rumeur, notamment : « j'ai entendu que » (5 occurrences), « la rumeur » (01 occurrence), « le bouche à bouche » (01 occurrence), « on m'a conseillé » (01 occurrence), « on dit que » (01 occurrence), « mon entourage, mes proches, les gens du quartier, ma famille, les tontons, les tatas disent que » (02 occurrences). Il convient de préciser que chacune de ces expressions était convoquée pour justifier ses positions liées au vote, à la marche et à la prise de parole. Par ailleurs, elle déclara passer la plus grande partie de son temps au marché où elle exerce dans l'informel. Or le marché en Afrique est comme nous le verrons plus tard, connu en science politique pour être un lieu par excellence de la production et de la consommation de la rumeur.

Quant aux événements, nous avons constaté que sept (07) de nos enquêté.e.s ont convoqué soit la crise post-électorale de 2018, soient les émeutes de février 2008 évoquées dans notre premier chapitre, ou encore le conflit qui a opposé Samuel Eto'o au ministre des sports. Ainsi, Tout comme la référence à la rumeur faite ci-haut, chacun de ces événements tendait à servir de grille de lecture pour chacun de nos sept (07) répondant.e.s.

En somme, nous retenons de cette première section centrée à la fois sur la description des réponses recueillies lors de nos enquêtes et des résultats des analyses qui y ont été faites, que les jeunes de Bépanda ont non seulement un rapport assez diversifié avec la politique, mais aussi une identité de rôle et des référents identitaires. le tableau ci-joint en annexe (annexe 05) en est un récapitulatif. Cependant, quels enseignements pouvons-nous tirer desdits résultats notamment sur les modes et facteurs de la participation politique des jeunes de Bépanda ?

Section 2 : Modes et facteurs de la participation politique des jeunes de Bépanda.

À la section précédente, nous avons procédé à la description des résultats des analyses de nos données empiriques. Dès lors, l'on pourrait se poser la question de savoir quels enseignements pouvons-nous en tirer notamment sur les modes et facteurs de participation politique des jeunes de Bépanda ? C'est à la réponse à cette question que la présente section entend se consacrer. Ainsi, nous distinguerons les enseignements sur les modes de participation politique des jeunes de Bépanda (A) de ceux sur les facteurs qui les expliquent (B).

A) Les modes de participation politique des jeunes de Bépanda :

L'analyse de nos résultats décrits ci-haut renseigne de ce que les jeunes du quartier Bépanda adoptent globalement deux modes de participation politique. Soit, ils se limitent à la consommation des sujets politiques et ou à la prise de parole (1), soit ils dépassent ces derniers (l'un et ou l'autre) et s'investissent dans l'action conventionnelle (voter, s'engager dans les comités de développement du quartier et contacter les autorités communales) (2).

1) Participation politique des jeunes de Bépanda : une limitation à la prise de parole et/ou à la consommation des sujets politiques :

Nous distinguons ici, ceux qui se limitent à la prise de parole et à la consommation des sujets politiques (a), de ceux qui se limitent uniquement à cette dernière (b).

a) Une limitation à la prise de parole et à la consommation des sujets politiques :

Il convient ici avant toute chose de préciser que d'après les résultats de nos analyses, tous les jeunes de notre échantillon s'investissent dans la consommation des sujets politiques. Puis, d'ajouter que quatre (04) parmi eux en font autant pour ce qui est de la prise de parole. Toutefois, seul un répondant a limité son investissement à l'usage de ces deux modes d'expressions politiques. Dès lors, il convient de situer le contexte de ce mode de participation. Plus précisément, de présenter les lieux, et les acteurs. Cependant, nous nous réserverons ici de nous prononcer sur la consommation des sujets politiques, ce d'autant plus qu'elle fera objet du point (b). Ainsi, nous ne nous limiterons qu'à la prise de parole.

À l'analyse des résultats qui émanent de notre répondant P, puisque c'est lui qui dans notre échantillon se limite à ces deux modes de participation, mais aussi des trois (03) autres qui ont usé de cette activité, nous constatons que cette dernière se fait dans les lieux non institutionnels. En effet, nous avons identifié plusieurs lieux où la prise de parole se fait à Bépanda : au sein de la maison familiale, au sein des « parlements », cafétérias et bars du quartier, et au lieu du travail.

Au sein de la famille, la prise de parole semble généralement se faire soit en semaine, soit le weekend et particulièrement le dimanche après des programmes télévisés. En semaine, elle se fait en soirée à la suite du journal de 19-20h. Le dimanche, elle se fait après les débats télévisés de 12h ou de 14h. Toutefois, elle peut se faire de manière inopinée et spontanée, sans besoin préalable d'une exposition aux stimulus de la télévision. Ici, on assiste à des discussions au cours desquelles les jeunes expriment leurs points de vue sur l'actualité politique. Parents, oncles, tantes, cousins...sont conviés. Dans les quartiers, les jeunes ont développé ce qu'ils appellent « parlement ». Il s'agit en réalité des coins du quartier où les jeunes se regroupent et discutent des sujets qui les intéressent. Ils s'y retrouvent pratiquement chaque jour et pour de longues heures. La parole y est prise sans protocole particulier. Chacun y exprime son point de vue. Et donc à en croire nos enquêtés, les sujets politiques s'y invitent aussi. Là-bas, ce ne sont plus les membres de la famille qui débattent, mais les amis et les voisins du quartier. On retrouve ici les travaux de Richard Banégas et Armando Cutolo (2012) qui, comme nous l'avons vu dans notre revue de la littérature (Cf chapitre 2) expliquaient que dans bon nombre de pays africains, la réalité des « parlements » de quartier était répandue. Dans les cafétarias, bars et lieux de service, nous retrouvons des amis, des collègues qui eux aussi discutent de politique comme nous l'avons vu avec Achille Mbembe (1985) dans notre revue de la littérature.

Cependant, contrairement aux travaux de Mamadou Dimé (2022) et d'Andréa Noll (2022) qui dans notre revue de la littérature indiquaient une mobilisation de plus en plus importante des réseaux sociaux comme lieu d'expression de la parole politique, nous n'avons pas retrouvé dans notre échantillon un tel procédé.

Par ailleurs, à la lecture des travaux de Nonna Mayer et Pascal Perrineau (1992, 12), l'on constate que la prise de parole peut prendre deux formes : soit celle d'une « discussion politique », soit celle d'une « expression publique des opinions politiques dans le but de tenter de convaincre d'autres personnes ». Dès lors, il faudrait rester attentif sur le fait que la prise de parole telle qu'analysée dans notre échantillon, s'inscrit davantage dans la discussion politique. Toutefois, comme nous l'avons déjà dit, la prise de parole n'épuise pas la réalité de ce premier mode de participation politique. Ainsi, convient-il à présent de rendre compte de la consommation des sujets politiques.

b) Une limitation à la consommation des sujets politiques :

Comme nous l'avons déjà précisé dans les premières lignes du précédent paragraphe, la consommation des sujets politiques est une modalité partagée par l'ensemble de nos enquêtés.e.s. Toutefois, les résultats de nos analyses présentés plus haut montrent que seule une de nos répondantes s'y est limitée. Ainsi, présentons le contexte dans lequel se déroule cette consommation des sujets

politiques. En d'autres termes, où est-ce que les jeunes de Bépanda consomment les sujets politiques ? Et par quels canaux ?

D'après les résultats de nos analyses, les lieux de consommation des sujets politiques par les jeunes sont en plus des lieux de prise de parole, les marchés et l'école. À cet effet, nul besoin de revenir sur la maison familiale, les « parlements » du quartier et sur les médias traditionnels (la télévision). Toutefois, il est nécessaire de faire remarquer que si la prise de parole n'est pas toujours observable sur les réseaux sociaux, force est de constater que pour ce qui est de la consommation politique, nos jeunes lisent les contenus politiques publiés sur le réseau social Facebook. Revenant au marché et à l'école, soulignons d'abord que comme l'indique notre tableau récapitulatif des caractéristiques de nos jeunes (Cf annexe 3), ces derniers exercent majoritairement dans le secteur informel. Or les activités s'inscrivant dans ce dernier sont souvent du petit commerce au sein des marchés. Le quartier Bépanda en compte un. Il est appelé « marché double balle », du nom d'un des huit (08) « quartiers » qu'il compte. S'y retrouvent dans ces marchés, femmes, hommes, jeunes et enfants. D'après Denis M. Tull (2021), les marchés en Afrique sont les lieux de production et de consommation de la rumeur et notamment politique. Ainsi, nos jeunes qui fréquentent les marchés consomment la rumeur qui y est produite. Tel est le cas de notre répondante V qui par ailleurs est la seule à s'être limitée à la discussion politique.

À l'école, les enseignants prennent souvent quelques minutes pour parler de politique. D'après nos enquêtés.e.s, il s'agit surtout des discours des enseignants que des discussions. Les jeunes sont donc implicitement invités à écouter les points de vue de leurs professeurs sans exprimer les leurs.

En somme, l'on retrouve au quartier Bépanda, des jeunes qui se limitent à la consommation des sujets politiques et ou à la prise de parole par la discussion. Et ce, dans leurs lieux d'appartenance (primaires comme secondaires). Cependant, cela n'épuise pas la totalité des enseignements liés aux modes de participation politique de la population jeune de ce quartier.

2) Participation politique des jeunes de Bépanda : une expression conventionnelle en plus de la prise de parole et ou de la consommation politique:

Comme nous l'avons déjà dit, nos résultats enseignent qu'en plus des deux modes évoqués dans les paragraphes précédents, l'on retrouve aussi à Bépanda, des jeunes qui s'engagent dans l'action conventionnelle notamment par le vote (a) et des comités de développement à travers lesquels ils/elles contactent les autorités communales (b).

a) Le vote comme mode de participation politique des jeunes de Bépanda :

Débutons ce point par la présentation de quelques chiffres déduits du tableau récapitulatif des résultats de nos analyses. En effet, nous y constatons les faits suivants :

- 100% de nos enquêté.e.s consomment les sujets politiques ;
- 70% de ceux qui consomment les sujets politiques s'investissent dans le vote ;
- 30% de ces 70% en plus du vote et de la consommation des sujets politiques, s'investissent dans la prise de parole.

Dès lors, nous en tirons l'enseignement suivant: le rapport au vote n'est pas une réalité statique.

En effet, à la lecture des travaux de Metsagho Boris (2022) tels que vus dans notre état de l'art (Cf chapitre 2), il ressort que les jeunes camerounais sur la base des rendez-vous électoraux de 2018 et 2020, sont démobilisés. Et ceci d'après notre auteur, du fait du déficit de crédibilité qu'ils porteraient non seulement sur les institutions chargées de l'organisation des élections mais aussi, sur les hommes et organisations politiques. Ce résultat s'observe bien dans les nôtres. Car, nous observons que pour trois jeunes de notre échantillon, le vote est perçu comme inutile dans la mesure où selon-eux, les résultats seraient connus d'avance. Ce qui les pousserait à se mettre en retrait de ce mode de participation.

Cependant, les éléments statistiques révélés ci-haut donnent à voir que 70% de nos enquêté.e.s ont l'intention de voter en 2025. Et ce, alors même qu'ils portent des réserves sur la crédibilité du processus électoral. Ainsi, entre 2020 et 2024, le cadre stratégique des jeunes sur le vote aurait changé. Cela amène à établir que le rapport au vote n'est pas une réalité statique. Et la crédibilité des hommes et femmes politiques ne suffit pas à rendre compte du rapport des jeunes au vote.

Cela-dit, le vote n'est pas la seule action conventionnelle présente dans nos résultats. Nous avons tout aussi noté la prise de contact avec les autorités communales.

b) De l'engagement dans les comités de développement à la prise de contact avec les autorités communales :

Bien que nous n'ayons pas renseigné de l'engagement de nos jeunes au sein des associations agissant pour le développement communautaire dans les pages consacrées à la description de nos résultats, il demeure que cela est apparu dans nos réponses. En effet, sur la thématique liée au rapport à la politique, une de nos questions visait à savoir si nos enquêté.e.s étaient membres ou pas des associations. Il en est ressorti que trois (03) parmi eux en étaient. Ils/elles affirmaient faire partie d'associations qui agissaient pour l'effectivité de l'éclairage publique, de la sécurité des personnes et des biens, du bitumage des routes, de la construction des ponts, et de la réhabilitation des points de distribution d'eau. Lesdites associations prenaient les noms « d'association des jeunes pour le

développement du bloc... » ou encore de « comité de développement du bloc... ». À la question de savoir le procédé exacte qui menait à la réalisation de ces projets, nos trois répondant.e.s affirmaient qu'au sein de leurs organisations constituées exclusivement des jeunes de leur quartier, ils opéraient en trois étapes.

La première étape consistait à rédiger le projet, c'est-à-dire à écrire les besoins, les objectifs et le budget. Puis la seconde étape consistait à mobiliser les signatures des populations à travers des pétitions. Et enfin la dernière étape consistait à identifier, contacter et rencontrer le service communal chargé de la réalisation desdits projets. Devant ces réponses, nous avons cherché à savoir comment ils/elles finançaient leurs associations. La réponse fut que leurs contributions financières combinées à des dons des populations étaient leurs modes de financement.

Ainsi, à Bépanda, l'on retrouve des jeunes qui s'investissent financièrement pour le bien public, qui consacrent du temps pour la rédaction des projets publics, convaincre les populations et rencontrer les autorités publiques sans besoin d'incitations quelconques. Ce qui permet de relativiser les affirmations de Mancur Olson (1966) pour qui les hommes, femmes ne s'investissent pour le bien public que parce qu'ils/elles sont poussé.e.s par des mesures incitatives

En somme, nous venons de voir qu'au quartier Bépanda, l'on retrouve des jeunes qui se limitent à la consommation et ou à la discussion des sujets politiques dans des lieux non institutionnels, et ceux qui en plus de ces modalités, s'engagent dans des actions conventionnelles. À présent, il importe de savoir les facteurs qui expliquent ces choix de participation.

B) les facteurs de la participation politique des jeunes de Bépanda :

Les développements précédents sur les modes de participation politique des jeunes de Bépanda nous invitent à nous poser bon nombre de questions. Parmi celles-ci, se trouvent deux qui nous semblent particulièrement pertinentes pour notre recherche. D'abord, qu'est ce qui explique que tandis que les uns se limitent à la consommation et/ou à la discussion politique, les autres y ajoutent des activités conventionnelles (le vote, l'engagement associatif au profit du développement communautaire et la prise de contact avec les autorités communales) ? Ensuite et enfin, qu'est ce qui justifie le choix de ces dernières au détriment d'une part d'autres activités conventionnelles comme l'adhésion au sein d'un parti politique et d'autre part des actions non conventionnelles comme la marche ? C'est à l'examen de ces deux questions que nous consacrons la présente sous-partie. Aussi, nous verrons que nos résultats renseignent de ce que c'est l'acceptation ou le rejet de l'identité de rôle sociale de nos jeunes, par nos jeunes et la satisfaction de leurs intérêts objectifs et subjectifs qui permettent de répondre à nos deux

questions (2). Mais avant, il conviendra d'expliciter les modalités par lesquelles se construisent cette identité de rôle sociale (1).

1) **L'identité de rôle sociale comme facteur de la participation politique :**

Désireux de répondre à notre première question posée ci-haut, nous avons revisité le tableau récapitulatif de nos résultats (Cf annexe 5). Ce faisant, nous nous sommes posé la question de savoir : que y'a-t-il de commun ou de distinct entre tous (tes) nos répondant.e.s ? À cette question, nous avons obtenu deux réponses. La première était qu'ils/elles ont les mêmes IRS et IRP. La deuxième réponse quant à elle faisait état de deux observations. En premier lieu, nous observons que tous (tes) ceux (celles) qui s'étaient limité.e.s à la consommation des sujets politiques et/ou à la prise de parole avaient en commun le fait d'avoir accepté leur IRS. En second et dernier lieu, nous constatons qu'à l'exception d'un répondant sur qui nous reviendrons dans la prochaine section, tous (tes) ceux (celles) qui avaient en plus des deux modes précédemment cités, usé du vote et/ou de la prise de contact avec les autorités communales avaient en commun le fait d'avoir rejeté leur IRS. Dès lors, cette dernière et plus précisément son acceptation ou son rejet nous est apparue comme étant le facteur explicatif de cette différence de participation politique. C'est pourquoi, il nous intéresse ici de rendre compte non seulement de la manière dont elle se construit (a) mais aussi des raisons qui expliquent son acceptation ou son rejet (b) par nos jeunes.

a) l'identité de rôle social : une construction sociale par les pratiques du régime et les discours sociaux dominants.

Comme nous l'avons énoncé dans notre revue de la littérature (Cf chapitre 2), l'identité de rôle social constitue dans le cadre de notre étude, la représentation qu'ont les jeunes de Bépanda des attentes que la société a d'eux/elles. Autrement dit, il s'agit de comment ceux-ci perçoivent le rôle que la société politique leur accorde. Il n'est donc pas question ici de dire si cette perception est vraie ou fausse, mais de la présenter telle que nos jeunes la ressentent. Ainsi, comme nous l'avons remarqué dans la description de nos résultats, nos enquêté.e.s estiment que leur identité de rôle social est l'exclusion. En d'autres termes, ils/elles pensent que la société politique les exclu.e.s des différentes arènes conventionnelles ou non conventionnelles d'expression politique. La question que nous nous posons ici est celle de savoir ce qui nourrit une telle perception. Les résultats de nos analyses suggèrent que cette dernière n'est ni objective ni subjective, mais construite à partir des pratiques du régime politique d'une part et des discours dominants au sein de la société d'autre part.

S'agissant des pratiques du régime politique, commençons par rappeler les positions de Marie-Emmanuelle Pommerolle (2008) tels que vues dans notre état de l'art dans le chapitre 2. En effet, elle

avançait que les autorités politiques au Cameroun usaient de violence pour inhiber toute velléité protestataire. Cet usage par l'État de la violence s'est retrouvé dans les réponses de nos enquêté.e.s lorsque nous leur avons posé la question de savoir s'ils/elles pensaient avoir la même vision de leur rôle dans la société que les autorités politiques. En effet, répondant à cette question, tous(tes) se sont prononcé.e.s par la négative et certains ont ajouté que ceux qui s'étaient essayés à la dénonciation ou à la revendication politique avaient été mis aux arrêts ou tués. Dès lors, quel lien pouvons-nous établir entre notre question et des réponses évoquant l'usage de la violence par l'État ? Une seule interprétation nous paraît plausible : pour nos jeunes, cet usage de la violence est un message de l'ordre gouvernant. Celui de se tenir à l'écart de la politique.

Outre la violence, un autre argument mobilisé par nos enquêté.e.s pour justifier leur réponse par la négation à notre question a été la conservation du pouvoir par les « vieux ». En effet, nombreux parmi eux ont convoqué l'âge des dirigeants. Ils/elles nous ont avancé que ces derniers étaient des octogénaires et nonagénaires qui monopolisaient le pouvoir. Selon eux, les postes de responsabilité au sein de la présidence de la république, des ministères, et de l'assemblée nationale sont exercés par les « vieux ». Par ces arguments, ces jeunes expriment ici, la puissance des symboles. Car si la violence physique n'est pas mobilisée, il reste que le fait de se voir au quotidien diriger par des vieux qui occupent tous les lieux de décision signifie pour les jeunes qu'ils/elles ne sont pas les bienvenu.e.s dans la société politique. Ce d'autant plus que d'après ces jeunes, l'accès aux fonctions publiques est conditionné par des critères qui ne sont pas liés à la compétence ; les laissant ainsi au chômage. Nous retrouvons encore ici la marginalisation dont évoquait Cabral Libii (2015) dans notre état de l'art.

Ainsi, que les jeunes aient le sentiment de ce que les autorités politiques n'attendent pas d'eux/elles qu'ils/elles jouent un rôle dans la gestion des affaires du pays n'est pas une donnée naturelle. Elle est la résultante des pratiques de l'ordre gouvernant. Dès lors, l'on pourrait dire que nous nous situons ici dans une lecture institutionnelle de la construction de l'IRS.

Or en dehors de ces pratiques de l'ordre gouvernant, se trouvent des discours dominants au sein de la société. Ces discours portent sur le vote. Ils affirment que ce dernier est entaché de fraude électorale. En effet, s'exprimant sur leur perception des attentes que les autorités politiques ont d'eux, nos jeunes ont aussi convoqué ces discours sur le vote pour justifier leur réponse par la négative. Ainsi, en citant les propos de leurs entourages (familles, amis, aînés du quartier) selon lesquels les élections font objet de fraudes, pour justifier leur sentiment de mise à l'écart par les gouvernants, nos répondant.e.s semblent nous dire qu'il n'a pas de mécanismes permettant de les écouter. Ce qui veut dire que le discours dominant sur le vote au sein de la société les amène à conclure qu'ils ne sont point

invités à se prononcer sur les choix des gouvernant.e.s. Ainsi, l'IRS ne se construit pas qu'à partir des acteurs d'en haut, mais de ceux d'en bas aussi. Nous retrouvons ici la pertinence des travaux des chercheurs de l'ACPA tels que vus dans notre état de l'art.

En somme, la violence usée par l'État et contre des jeunes qui se sont investis dans la dénonciation et la revendication politique, la monopolisation du pouvoir par les « vieux » combinée au chômage élevé des jeunes et les discours sur la fraude électorale amènent les jeunes à conclure de leur exclusion dans la gestion des affaires du pays. Pour autant, comme nous l'avons déjà dit plus haut, ladite exclusion n'a pas été acceptée par tous(tes). Dès lors, il convient de rendre compte de ce qui amène les uns à l'accepter et les autres à la rejeter.

b) Acceptation et rejet de l'identité de rôle social : des constructions sociales par les référents identitaires et la religion.

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, les résultats de nos analyses montrent que nos jeunes se sont positionnés différemment face à leur identité de rôle social pourtant la même pour tous et toutes. En effet, tandis que certains l'ont acceptée, d'autres l'ont rejetée. Dès lors, nous nous sommes posé la question de savoir ce qui expliquerait une telle différence. Afin de trouver des éléments de réponse à cette question, nous nous sommes posé d'autres. D'abord, qu'est-ce qui est commun à ceux qui l'ont rejetée ? Ensuite, qu'est-ce qui est commun à ceux qui l'ont acceptée ? Dès lors, nous avons fait deux observations.

Premièrement, nous avons constaté que ceux qui l'avaient acceptée, avaient mobilisé la religion et précisément Dieu et Jésus-Christ comme solution devant ce qu'ils percevaient comme leur exclusion des arènes politiques. Deuxièmement et enfin, il ressortait que ceux qui l'avaient rejetée avaient chacun des référents. Toutefois il convient d'ajouter que même les premiers avaient tout aussi des référents. Alors nous avons interrogé les profils de tous les référents et chercher à savoir s'ils parlaient de politiques avec nos répondant.e.s. Ce qui nous a amené à réexaminer les réponses liées à la thématique portant sur les référents, et notamment sur les questions de savoir si nos répondant.e.s avaient des modèles ou héros dans la société camerounaise et le cas échéant s'ils discutaient de politique avec eux. Il en est ressorti que contrairement aux référents des premiers qui avaient un rapport assez distant avec la politique, ceux des deuxièmes y étaient investis. Dès lors, nous avons conclu de ce que la religion et les référents étaient les « ingénieurs » qui construisaient les « cartes psychologiques » de nos jeunes pour l'acceptation ou rejet de leur identité. Mais demeure la question de savoir comment ?

Comprendre comment la religion et les référents construisent l'acceptation ou le rejet par les jeunes de leur IRS implique avant toute chose de comprendre les processus de socialisation politique.

En effet, il est désormais connu en science politique et ce, à travers les travaux de l'école de Columbia que les milieux d'appartenance tels que la famille, l'école, le quartier et le milieu professionnel sont des lieux de socialisation et de détermination des comportements politiques. Ce qui veut dire que l'homme a dès son enfance tendance à reproduire ce qui se fait et dit dans ces milieux. Dans notre cas d'étude, nous avons constaté que les modèles ou héros de nos enquêtés étaient soit les membres de la famille (oncle, père), soit des personnes issues de l'environnement de travail (société civile, opérateurs économiques). Ainsi, nos jeunes auront tendance à reproduire ce que disent et font leurs modèles. Or nous avons vu dans le paragraphe précédent et dans la section consacrée à la description de nos résultats qu'il y avait au nombre de ces modèles, ceux qui avaient un discours et un rapport distant vis-vis de la politique et ceux qui avaient un discours plus actif. Ce qui finalement permet de comprendre la différence de positionnement de nos jeunes face à leur IRS.

Le phénomène religieux n'est pas en reste de ce processus de socialisation. En effet, comme l'affirment Cédric Mayrargue et Comi Toulabor (2009, 119), le rôle social et politique du religieux peut « être interprété soit comme un facteur d'intégration et de socialisation des populations, soit comme un élément de contestation et de contre-culture ». Autrement dit, la religion peut façonner une perception du rapport à la politique. Dans le cas de nos enquêtes, nous constatons que nos répondants qui ont convoqué la religion, se sont revendiqués d'une identité chrétienne. Ils/elles ont utilisé le nom « Dieu » auquel ils/elles ont ajouté le mot « grâce », et le verbe « sauver ». En plus du nom « Dieu », ils/elles ont aussi utilisé celui de « Jésus-Christ » dont ils/elles ont évoqué le retour. Ce qui peut être lue comme un messianisme politique. C'est-à-dire une grille de lecture selon laquelle Dieu enverra un leader qui sauvera la jeunesse camerounaise. À partir de là, accepter son exclusion de la conduite des affaires du pays est envisageable. Et il est nul besoin de s'opposer aux dirigeants actuels. Car Dieu le fera à son heure voulue. Ainsi, religion et référents identitaires permettent de comprendre pourquoi l'acceptation des uns et le refus des autres devant la même identité de rôle social.

En somme, dans les développements précédents, nous avons montré comment se construisait non seulement l'identité de rôle social de nos jeunes, mais aussi son acceptation ou rejet. Cependant, il reste à élucider l'impact et les mécanismes de cette identité sur les modes de participation de nos jeunes.

2) L'identité de rôle social et la participation politique des jeunes de Bépanda :

L'idée ici est de rendre compte de l'impact de l'identité de rôle sur les modes de participation politique de nos jeunes. Pour ce faire, nous distinguons l'impact de son acceptation (a) de celui de son rejet (b).

a) L'acceptation de l'identité de rôle social et la mise en œuvre de l'intérêt objectif :

Que se passe-t-il lorsque certains de nos jeunes acceptent leur identité de rôle social ? Autrement dit, lorsqu'ils acceptent ce qu'ils/elles perçoivent comme étant leurs exclusions de la conduite des affaires de la nation ?

Il convient avant toute chose de comprendre que tenir une telle position indique que l'on accepte de perdre une des deux dimensions de son identité de rôle. Ainsi, il ne reste donc plus que ce que nous avons appelé IRP. Or dans le cas de notre recherche, nos résultats indiquent que tous(tes) nos répondant.e.s estiment que les jeunes ont des compétences nécessaires pour participer à la gestion du pays. Et par conséquent, ils/elles attendent de la société notamment politique, qu'elle leur ouvre les accès aux arènes politiques. De ce fait, nos jeunes présentent une identité de politisé et semblent porter un intérêt à la vie politique. Ainsi, ceux de nos jeunes qui ont accepté leur IRS, se retrouvent dans la situation où il ne leur reste que leur IRP pour continuer à exister politiquement. Par ailleurs, nous ne pensons pas qu'il se trouve au nombre de ces jeunes-là, ceux, qui ne souhaitent pas exister politiquement. Car nos résultats ne renseignent pas d'un cas de jeune n'ayant mobilisé aucune activité de participation politique. Dès lors, tout l'enjeu pour eux devient alors de réussir à sauvegarder leur identité de rôle personnel. C'est ici que nous retrouvons les travaux d'Alexander Wendt (1999) relatifs à l'intérêt. Comme nous l'avons déjà vu dans notre cadre théorique (Cf chapitre 2), notre auteur a développé le concept d'intérêt objectif qu'il définit comme étant les besoins que doit satisfaire obligatoirement un individu afin de conserver son identité. En l'espèce, il serait alors question pour ces jeunes de trouver des espaces hors des arènes qui leur sont interdites et où ils/elles pourraient exprimer leurs intérêts pour la politique. Quels seraient alors ces lieux? À cette question, l'on peut avancer que ces lieux seraient des espaces de regroupement entre membres de la famille, des amis, des collègues, bref des personnes que l'on connaît bien et en qui l'on a confiance. D'ailleurs, les résultats de nos analyses montrent que tous ceux qui ont accepté leur identité de rôle social (à l'exception d'un seul) ont limité leur investissement à la consommation des sujets politiques et/ou à la prise de parole. Et ce, dans les milieux qui leur étaient familiers.

Ainsi, en acceptant leur IRS, certains de nos jeunes se sont limités à la consommation des sujets politiques et à la prise de parole afin de continuer à exister politiquement. Qu'en est-il de ceux qui l'ont rejetée ?

b) Le rejet de l'identité de rôle social et la mise en œuvre de l'intérêt subjectif :

Tout comme nous nous sommes posé la question de savoir ce qui se passait lorsque l'identité de rôle social était acceptée, de même, interrogeons-nous aussi à l'effet de savoir ce qu'il en vient

lorsqu'elle est rejetée. C'est-à-dire, que se passe-t-il lorsque des jeunes rejettent ce qu'ils pensent être leur exclusion des arènes politiques par les autorités ?

Rappelons avant toute chose que, ces jeunes ont la même identité de rôle que tous les autres. Cependant, ils/elles diffèrent de ces derniers en ce qu'ils/elles entendent s'opposer à leur exclusion. La question qui se pose est alors celle de savoir ce qu'ils/elles feront pour exprimer cette opposition et par là, faire valoir leur identité de rôle personnel? Ce, d'autant plus qu'il existe une large gamme d'activités (conventionnelles, non conventionnelles, manifestations d'intérêts) pouvant être mobilisées. C'est ici que de nouveau, nous retrouvons les travaux de Wendt (1999) sur l'intérêt. Plus précisément sur l'intérêt subjectif. En effet, pour notre auteur, ce concept renseigne des croyances qu'a un individu sur les manières de répondre à ses besoins identitaires. Ainsi, les choix d'activités qu'useront ces jeunes seront fonction des croyances qu'ils/elles ont d'elles. De ce fait, activités conventionnelles (votes, militer au sein des partis politiques, assister à des meeting...), activités non conventionnelles (mouvements sociaux...), et manifestations d'intérêts (discussions politiques, consommation politique) passeront au filtre de leurs croyances. Et les activités retenues seront celles qui, s'inscrivant dans les arènes qui leur sont interdites, leur sembleront les moins coûteuses. Dans le cadre de notre recherche, nos analyses renseignent à travers le cadrage idéologique des croyances de nos jeunes sur ces différentes activités.

En effet, sur l'objet du politique, nous avons vu que nos jeunes l'associaient à l'activité des partis politiques. Or comme l'explique la deuxième édition du livre « *FONDEMENTS DE SCIENCE POLITIQUE* », paru en 2022, le fait que les citoyens effectuent une telle relation signifie un manque de confiance aux hommes et aux organisations politiques. Dès lors militer au sein des partis politiques ne semble pas être pour nos jeunes la manière la plus efficace de répondre à leur besoin identitaire. Il en est de même pour les mouvements sociaux. En réalité, identifiés aux marches de protestations et de revendications, ces derniers ont été perçus par nos jeunes comme dangereux pour leur existence physique. Dès lors, nous pouvons affirmer qu'ils/elles ne voient pas en eux la manière efficace pour parvenir à leurs fins. Sauf la discussion politique, le vote et dans une certaine mesure la prise de parole⁵⁰ ont été envisagés comme des modalités pouvant être efficaces. Le vote y occupe une place particulière. Nombreux parmi nos jeunes l'ont perçu comme étant l'unique voie, solution pour le changement. Dès lors, il semble apparaître l'idée selon laquelle ceux des jeunes qui ont rejeté l'identité de rôle social ont tenu à satisfaire leurs besoins identitaires en faisant les choix d'user du vote, de la consommation des

50- Nous parlons ici de « certaine mesure » parce que la prise de parole n'a pas été perçue par tous de la même manière. Nous reviendrons sur ce mode dans la prochaine section du chapitre.

sujets politiques et ou de la prise de parole. Ce que confirment d'ailleurs nos résultats. Car sept (07) de nos jeunes s'inscrivent dans cette configuration de participation politique.

En somme, nos développements précédents tendent à démontrer que tandis que l'acceptation de l'identité de rôle social semble indiquer une limitation de la participation politique à la consommation et ou à la discussion politique, son rejet quant à lui impliquerait un élargissement de ces derniers modes au vote. Cependant, à l'épreuve de certains de nos résultats, cet état de fait mérite d'être relativisé.

Section 3 : De la question particulière de la prise de parole et du vote.

Les résultats de nos analyses ont semblé à la section précédente nous renseigner d'une certaine régularité dans les modes de participation politique des jeunes de Bépanda. Car en effet, nous notions que lorsqu'un jeune acceptait son IRS, alors il limitait sa participation politique à la consommation des sujets politiques et ou à la prise de parole. A contrario, lorsqu'il la rejetait, il mobilisait en plus de ces deux derniers, le vote et ou l'engagement au sein des comités de développement du quartier et la prise de contact avec les autorités communales.

Toutefois, force est de constater qu'un résultat s'écarte de cette description. En effet, nous constatons qu'au nombre de nos trois (03) jeunes qui avaient accepté leur IRS, se trouve un (01) qui n'a pas limité sa participation politique à la consommation politique et ou à la prise de parole, mais à la consommation politique et au vote. Il a donc de ce fait, brisé la régularité qui tendait à se dessiner en interchangeant les positions du vote et de la prise de parole. Bien plus, il les a chargés des sens que nous n'avions pas envisagé au moment de la formulation de nos hypothèses. C'est pourquoi, nous voulons ici nous arrêter sur la prise de parole (A) et le vote (B) afin de lire tous leurs contours.

A) La prise de parole : arme des forts ou arme des faibles ?

Lorsque nous évoquions la prise de parole dans nos hypothèses, nous l'inscrivions dans le sens des auteurs comme Achille Mbembe (1985) qui la concevait comme une innovation politique des populations africaines confrontées à des régimes autoritaires et prompts à la répression de toute forme quelconque de contestation⁵¹. En effet, selon notre auteur, les populations africaines ne pouvant plus se livrer à des mouvements de protestations ou de revendications sociales du fait de la répression des pouvoirs en place, usaient de la prise de parole dans les lieux non institutionnels tels que les bars, les

51- Voir à ce sujet notre revue de la littérature faite au chapitre 2.

salons de coiffure, les taxis... Il s'agissait donc pour les populations de continuer à agir politiquement sans avoir à affronter les forces de polices. Dès lors, Achille Mbembe donnait à voir la prise de parole comme étant une arme politique que les populations dominées usaient contre les gouvernants autoritaires. Plus simplement, la prise de parole y était perçue comme l'arme des faibles. Fort de cette perception, et conscients de ce que le système politique camerounais n'est pas toujours ouvert, nous avons pensé que les jeunes camerounais qui se refuseraient d'affronter ouvertement le régime en place se limiteraient à la prise de parole.

Cependant, le fait que nous ayons eu un jeune qui, bien qu'ayant refusé tout affrontement avec le régime politique s'est aussi refusé d'user de la prise de parole nous a interpellé. Ainsi, nous avons davantage porté le regard sur ce mode de participation politique. Il en est ressorti qu'un total de six (06) jeunes de notre échantillon s'étaient aussi refusés d'user de la prise de parole. Car ils/elles la considéraient comme dangereuse. Fort de cette nouvelle réalité, nous nous posons donc la question de savoir si la prise de parole est réellement l'arme des faibles ou celles des forts ?

Milbrath (cité par Pascal Perrineau et Nonna Mayer, 1992) dans sa hiérarchie des activités de participation politique semblait déjà indiquer que la prise de parole nécessitait un engagement plus important que celui du vote ou de la consommation politique. L'on pourrait déjà y voir une lecture selon laquelle cette modalité de participation politique n'est pas toujours celle des faibles. Nos enquêtes sur le terrain tendent à renforcer ce point de vue. En réalité, lors de nos entretiens, nos répondant.e.s ont exprimé l'idée selon laquelle les forces de police déguisées en civils investissent les espaces publics à l'effet de saisir toutes les personnes qui, parlant de politique s'opposeraient au régime en place ou parleraient mal de lui. Cette idée augmenterait donc les coûts de la prise de parole et amènerait bon nombre de ces jeunes à renoncer à ce mode de participation politique. Suivant cette logique, il est possible de ne plus totalement considérer comme Achille Mbembe que la prise de parole est l'arme des faibles. Car en contexte camerounais, et selon la représentation que se font certains de nos jeunes, elle équivaut à un face à face avec les forces de police. De ce fait, ceux qui l'usent aujourd'hui, pourraient être perçus non plus comme des faibles, mais comme des courageux, des forts.

Toutefois, une telle lecture ignore de nombreux cas, où ladite prise de parole se fait dans les lieux familiers aux citoyen.ne.s. De tels lieux sont souvent des points de rencontre entre membres de la famille, amis, collègues, où les risques d'intrusion de la police sont minimisés. Il peut s'agir de la case familiale, d'un coin ou café du quartier, d'un salon de coiffure du quartier, où les habitants se connaissent tous et se font mutuellement confiance. Dès lors, l'on pourrait tout aussi partager le point de vue d'Achille Mbembe et penser que la prise de parole serait l'arme des faibles face à la répression

des pouvoirs politiques en Afrique. Ce qui permettrait de comprendre pourquoi dans notre échantillon, l'on a aussi retrouvé un jeune qui ayant refusé son IRS s'est limité à la consommation politique et à la prise de parole.

En somme, pour nous, le sens de la prise de parole dépend du milieu dans lequel elle est produite. Dans un milieu où l'on ne connaît pas tous ses interlocuteurs, elle peut s'avérer dangereuse et constituer une arme des forts. En revanche, dans un milieu où l'on maîtrise tous ses interlocuteurs, elle peut être considérée comme inoffensive et par conséquent arme des faibles. À présent, intéressons-nous à la question du vote.

B) Le vote : instrument de changement politique ou objet de transaction économique ?

Lorsque nous formulons nos hypothèses de recherche, nous envisageons le vote comme l'expression de la détermination du citoyen à affirmer son rôle dans la vie politique, à renouveler la classe dirigeante et à légitimer les dirigeants (ré)élus. Ainsi, nous nous rapprochons des positions de Philippe Braud (2014). En effet, pour ce dernier, le vote joue une triple fonction : renouvellement de la classe politique, légitimation des détenteurs du pouvoir et expression d'appartenance au grand groupe. C'est pourquoi, nous avons pensé que le jeune qui refuserait son IRS, chercherait entre autre à voter. Si certains des résultats de nos enquêtes confirment cet état de chose, force est cependant de constater comme nous l'avons évoqué à l'introduction de la présente section, qu'un de nos répondants s'est investi dans le vote alors qu'il avait accepté son IRS. Ce qui a suscité notre curiosité sur les différentes réalités du vote.

En effet, devant ce résultat, nous avons cherché à comprendre comment notre répondant envisageait le vote. Dès lors, nous avons relu la définition qu'il lui donnait. Pour lui, le vote était considéré comme le moment où il pouvait obtenir de manière directe et ponctuelle un bien d'un homme ou d'une femme politique. Conscient de ce que la période électorale était le moment où ces derniers allaient à la rencontre des électeurs/trices dans le but d'obtenir leur suffrage, notre répondant affirmait qu'il recherchait le/la candidat.e qui offrirait le bien le plus grand en valeur et ou en nombre. Ainsi, il donnait à voir le vote comme un objet de transaction économique. Une telle perception se rapproche de la réalité décrite par Ramsès Tsana Nguengang (2015) lorsqu'il montre qu'au Cameroun, un rapport de clientélisme politique existe entre les « entrepreneurs-politiciens et les populations locales ». Concrètement, il explique qu'en période électorale, les « entrepreneurs-politiciens » offrent des dons (biens consommables, argent, promesses d'emploi...) aux populations en échange de leur suffrage.

Ainsi, le vote au Cameroun ne joue pas seulement la triple fonction que nous partageons avec Braud. Il n'est pas aussi simplement l'expression de conformité sociale qui ne survient que de loin en loin comme le suggérait Daniel Gaxie (cité par Pascal Perrineau et Nonna Mayer, 1992). Il peut en plus de toutes ces réalités, être considéré comme un objet de transaction économique, un bien commercial.

Conclusion:

Arrivés au terme de notre chapitre, il convient de rappeler qu'il était question pour nous, non seulement de rendre compte des résultats de la collecte et de l'analyse de nos données empiriques, mais aussi de leurs discussions. Pour ce faire, nous avons distingué trois sections.

Dans la première section, nous avons procédé à la description des réponses que nous ont données nos enquêtés sur chacun des thèmes de notre guide d'entretien (Cf annexe 3). Ce fut aussi l'occasion pour nous, de rendre compte de l'opérationnalisation de notre grille d'analyse (Cf annexe 4). En effet, nous avons montré que de nombreux jeunes du quartier Bépanda considéraient les objets tels que le/la politique, la marche et dans une certaine mesure la prise de parole comme des activités dangereuse devant lesquelles ils se mettaient en retrait. A contrario, les objets tels que le vote et la consommation des sujets politiques leur semblaient utiles et suscitaient leur investissement. En outre, nous y avons vu que ces jeunes avaient chacun ne la même IRS (exclusion) et IRP (volonté de participer à la gestion du pays). Cependant, force a été de constater que tandis que certains acceptait cet IRS, d'autres la rejetait. Par ailleurs, nous y avons aussi relevé que ces jeunes avaient des référents identitaires.

Quant à la deuxième section, nous nous sommes concentrés sur les enseignements relatifs aux modes et facteurs de participation politique que nous pouvions tirer des résultats décrits à la première section. Ainsi, il en est ressorti que les jeunes de Bépanda adoptaient une expression politique différente selon qu'ils/elles acceptaient ou rejetaient leur IRS. Concrètement, il semblait émerger une régularité selon laquelle, lorsque l'IRS était acceptée, les jeunes se limitaient à la consommation des sujets politiques et ou à la prise de parole. Cependant, lorsqu'elle était rejetée, les jeunes élargissaient leurs activités au vote et à la rencontre des autorités communales. Dès lors, nous avons tenu à examiner comment se construisait cette IRS et les raisons pour lesquelles elle pouvait être acceptée ou rejetée. Nous avons alors constaté que tandis que les pratiques du gouvernement, la monopolisation du pouvoir par les « vieux », et les discours sociaux dominants sur le vote construisaient l'IRS, la religion et les référents identitaires quant à eux, commandaient son acceptation ou son rejet.

La troisième et dernière section nous a permis de revenir sur l'un de nos résultats qui semblait briser la régularité que nous constatons. Car dans ce cas, bien que notre enquêté ait accepté son IRS, il a cependant adopté la consommation et le vote comme mode de participation politique. Ce qui nous a permis de nous arrêter sur le sens à donner à la prise de parole et au vote. Ici, nous avons vu que la prise de parole était une modalité qui en fonction du milieu dans lequel l'on se trouve pouvait être

considérée comme une arme des forts ou des faibles. Pour le vote, nous avons constaté qu'au Cameroun, il pouvait être envisagé comme un objet de transaction commercial.

En somme, ce chapitre nous révèle plusieurs enseignements sur les modes et facteurs de la participation politique des jeunes de Bépanda. Dès lors, peuvent-ils nous permettre de confirmer ou d'infirmes nos hypothèses ? Plus globalement, quelle conclusion générale pouvons-nous tirer de notre recherche ?

Conclusion générale :

Arrivés au terme de notre recherche, il convient de rappeler que celle-ci visait à rendre compte du rapport à la politique des jeunes camerounais. Pour ce faire, nous avons entrepris une démarche à quatre niveaux.

Au premier niveau qui correspond à notre chapitre premier, nous avons ressorti le contexte dans lequel s'inscrivait notre étude. Ce fut pour nous l'occasion de constater que, du point de vue des activités conventionnelles et non conventionnelles de la participation politique, les jeunes de l'après 2008 au Cameroun, sont contrairement à ceux des périodes coloniales et postcoloniales, démobilisés. Et cela, malgré les enjeux énergétiques et démocratiques qui traversent ce pays. Dès lors, cette démobilisation nous est apparue comme étant un problème dans la mesure où, ces jeunes qui devront conduire les affaires futures de leur pays, seront peu socialisés aux institutions de la République, et peu capables de répondre aux défis sociétaux qui leur sont et seront posés. Ainsi, nous nous sommes posé la question de départ de savoir ce qui expliquait ladite démobilisation. Ayant constaté que notre question de départ s'inscrivait dans la thématique de la participation politique des jeunes au Cameroun et donc dans le champ de la sociologie politique, nous avons choisi dans l'espace-temps de le délimiter à la période 2018-2024, et dans l'espace géographique, au quartier Bépanda. La présentation des intérêts scientifiques, didactiques et personnels nous a permis de conclure ce premier niveau.

Désormais déterminés à apporter des éléments de réponse à notre question de départ, il nous a semblé impératif de parcourir la littérature scientifique traitant de la participation politique des jeunes en Afrique en général, et au Cameroun en particulier. Tel a donc été le premier objectif de notre deuxième niveau qui par ailleurs a constitué notre deuxième chapitre. Ici, ladite littérature nous a révélé deux enseignements. D'abord, elle a confirmé les démobilisations observées au chapitre précédent, et les a expliquées par des déterminants tels que la forte mobilisation de l'argent dans l'espace politique camerounais, les doutes sérieux émis par les jeunes sur la crédibilité des acteurs politiques, la marginalisation des jeunes et l'usage de la répression par les gouvernants, et l'association entre privation relative et efficacité collective. Ensuite, elle a montré que cette démobilisation n'était pas totale et ne signifiait pas nécessairement passivité ou dépolitisation de ces jeunes. En effet, nous avons vu que malgré la répression de l'ordre gouvernant, et tout en évitant des affrontements directs avec les forces de police, l'approche du politique par le bas, donnait à voir que de nombreux jeunes trouvaient le moyen de s'exprimer politiquement et cela, à travers des innovations telles que l'indifférence et la prise de parole. Ces nouveaux éléments nous ont permis d'imaginer qu'il était possible que les jeunes

de Bépanda fassent eux aussi montre d'innovations politiques. C'est pourquoi nous avons posé la question de recherche de savoir : quels sont les modes et facteurs de la participation politique des jeunes de Bépanda ? Cette question nous a permis de formuler globalement deux hypothèses. L'une sur les modes, et l'autre sur les facteurs. Sur la première, nous avançons que soit les jeunes de Bépanda se limitaient à la prise de parole et ou à la discussion des sujets politiques, soit en plus de celles-ci, ils/elles s'investissaient dans les activités conventionnelles et ou non conventionnelles. S'agissant des facteurs, nous avançons que, tandis que l'acceptation de l'identité de rôle social expliquait la raison de l'usage du premier mode, le rejet quant à lui, expliquait la mobilisation du second. Nous suggérons tout aussi qu'alors que l'identité de rôle social de ces jeunes était leurs exclusions des arènes politiques, leur identité de rôle personnel était leur volonté de participer à la gestion des affaires du pays. Ce deuxième chapitre fut aussi le lieu pour nous de dégager la théorie, les cadres théoriques, analytiques et conceptuels de notre recherche.

Les hypothèses formulées, il nous fallait désormais collecter et traiter les données devant nous permettre de les vérifier ou infirmer. Trouver les techniques qui conviendraient aux réalisations de ces tâches étaient les nouveaux défis de la recherche. Les relever ont été les objectifs du troisième niveau de notre démarche qui par ailleurs a constitué le troisième chapitre. Là, nous avons indiqué que les entretiens individuels, semi directifs et en ligne ont constitué la technique de collecte de données. Précision fut alors faite de ce qu'à partir d'entretiens exploratoires avec trois jeunes leaders du quartier Bépanda, nous avons non seulement pallié l'absence d'informations sur les caractéristiques de notre population face à laquelle nous étions confrontés, mais aussi constitué un échantillon composé de dix (10) jeunes dont l'âge se situait dans l'intervalle [20-35] ans. Grace à ces entretiens exploratoires, notre échantillon reflétait la diversité des profils que l'on retrouve dans notre population d'étude. Quant à la technique d'analyse des données, nous avons porté notre choix sur l'analyse du discours à laquelle nous avons ajouté une grille d'analyse construite par nos soins. Rappelons ici que les choix de chacune de ces techniques ont fait objet de justifications que nous avons exposées dans ce chapitre. De même, les différentes phases de la collecte et du traitement des données y ont été abordées.

Une fois nos données collectées et traitées, la suite de la recherche a consisté à regrouper les résultats. Et à partir de ceux-ci, tirer les enseignements, et mener des discussions. Tel est ce en quoi a consisté le dernier niveau de la démarche. Le quatrième chapitre a donc été consacré à la présentation de ce dernier niveau. De celui-ci, il convient de retenir que nos hypothèses ont en partie été confirmées. En effet, les résultats ont montré à la fois une régularité et une exception. Parlant de la régularité, les résultats ont révélé que tous ceux et celles qui s'étaient inscrits dans le deuxième mode présenté ci-haut

avaient en commun le rejet de leur identité de rôle social. Alors que deux sur les trois qui s'étaient limités à la prise de parole et ou à la discussion des sujets politiques avaient en commun l'acceptation de leur identité de rôle social. L'exception quant à elle est apparue à la suite de la constatation selon laquelle, un de nos enquêtés qui avait accepté son identité de rôle social s'était limité à la discussion des sujets politiques et au vote. Ajoutons ici que cette exception nous a permis de retenir que la prise de parole et le vote étaient des activités dont le sens variait en fonction de l'espace et de l'acteur. Ainsi, si la régularité observée confirmait nos hypothèses, l'exception quant à elle les limitait. Toutefois, il est possible ici de se poser la question de savoir ce qui à l'échelle réelle de notre population et du point de vue statistique constitue la régularité ou l'exception ? Car répondant à cette question, nous aurons des éléments de réponse davantage précis sur les modes et facteurs de participation politique de ces jeunes. Cette question nous invite à suggérer que notre étude aurait pu être menée à partir d'une méthode mixte. C'est-à-dire qui combine approche quantitative et qualitative.

Outre la confirmation en partie de nos hypothèses, ce quatrième niveau de notre démarche nous a donné deux enseignements. Le premier était que les pratiques de répression, de conservation du pouvoir politique par l'ordre gouvernant, et les discours sociaux sur les différentes activités permettaient non seulement de construire l'identité de rôle social de ces jeunes mais aussi de faire le choix de l'activité à user. Le second enseignement quant à lui, montrait le poids de la religion et des référents identitaires dans l'acceptation ou le rejet de ladite identité. Ce dernier enseignement nous invite à une réflexion plus approfondie sur le rapport entre religion et participation politique des jeunes d'une part, et d'autre part, sur la relation entre « discours d'en bas », « discours d'en haut » et jeunes d'autre part. Car le fait que les référents identitaires des jeunes de notre échantillon soient pour la plupart leurs proches, interroge la place des acteurs d'en haut. Par ailleurs, le poids de la religion et des référents sont-ils les mêmes sur les filles que sur les garçons ou sur les adultes que sur les jeunes ou sur ceux qui ont fait des études que sur ceux qui ne les ont pas faites ?

En somme, les résultats enseignent que, lorsque l'identité de rôle social est acceptée, les jeunes se limitent aux actions qu'ils perçoivent comme celles qui les éloignent des arènes politiques contrôlées par les gouvernants. Mais lorsqu'ils/elles la rejettent, ils cherchent à investir les arènes politiques contrôlées par les gouvernants, tout en choisissant les actions qu'ils perçoivent comme étant celles qui les évitent des affrontements directs avec ceux-ci. Ainsi, notre étude permet à partir de la relation, référents identitaires-identité de rôle- activités politiques, de rendre compte du phénomène de participation politique dans sa globalité et non plus de manière sectorielle ou spécialisée. C'est donc une contribution à la science qui pour l'instant étudie ledit phénomène de manière séparée. Ainsi à

partir de son approche constructiviste, notre étude permet aussi de comprendre pourquoi les modalités d'expression politique changent dans le temps et l'espace. Toutefois, nous avons conscience de ce qu'il peut nous être reproché la trop grande importance accordée aux référents identitaires ou à la société. Ce qui poserait alors le débat de l'étendue du poids des référents identitaires sur les choix des personnes.

Bibliographie :

1) Articles scientifiques :

- ALBARELLO, L. (2011). « Méthodes en sciences humaines. Choisir l'étude de cas comme méthode de recherche ». Bruxelles : De Boeck.
- AMIN, J. (2013). Cameroonians Youths and the Protest of February 2008. *Cahiers d'études africaines*, 211, 677-697. <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.17459>
- ATCHADÉ, F. (2018). « Démographie de l'Afrique subsaharienne : mythe et réalité ». *La Pensée*, 396, 86-96. <https://doi.org/10.3917/lp.396.0086>
- COURADE, G. et al. (1981). L'exode rural au Cameroun. *Cahiers ORSTOM : Sciences humaines*, 18, 107-147.
- KEUTCHEU, J. (2022). « Jeunes et politique au Cameroun : entre quête d'espace d'expression et ajustements possibles ». *Lignes d'Horizon*, 016-février, 11.
- MALAUQUAIS, D. (2005). « Villes flux : Imaginaires de l'urbain en Afrique aujourd'hui ». *Politique africaine*, 100, 15-37. <https://doi.org/10.3917/polaf.100.0015>
- MUXEL, A. (2003). « Les jeunes et la politique : entre héritage et renouvellement ». *EMPAN*, 50, 62-67.
- NGANDO SANDJE, R. (2016). « Le traité germano-Douala du 12 juillet 1884 : étude contemporaine sur la formation des contrats dans l'ordre juridique intemporel ». *Revue québécoise de droit international*, 29(1), 131-159. <https://www.sqdi.org/fr/le-traite-germano-douala-du-12-juillet-1884-etude-contemporaine-sur-la-formation-des-contrats-dans-lordre-juridique-intemporel/>
- NEMBOT, H. et al. (2017). « Sentiment de privation relative et efficacité politique : analyse psychosociale de l'abstentionnisme électoral chez les jeunes diplômés au Cameroun ». *Les cahiers psychologie politique*, 31. <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=3575>
- POMMEROLLE, M.-E. (2007). Routine autoritaire et innovations militantes : le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun. *Politiques africaines*, 108, 155-172.
- POMMEROLLE, M.-E. (2008). La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti. *Critique Internationale*, 40, 73-94.
- TSANA NGUEGUANG, R. (2015). Entrepreneurs-politiciens et population locales au Cameroun. *Cahiers d'études africaines*, 220, 811-835.

TULL, D. (2021). Contester la France : rumeurs, intervention et politique de vérité au Mali. *Critique Internationale*, 90, 151-171.

2) **Ouvrages scientifiques :**

ATANGANA, M. R. (1998). *Capitalisme et nationalisme au Cameroun : au lendemain de la seconde guerre mondiale (1946-1956)*. Publication de la Sorbonne.

BATTISTELLA, D., et al. (2019). *Théorie des relations internationales (6e éd.)*. Science Politique.

BAYART, J. F. (1970). L'union nationale camerounaise. *Revue française de science politique*, 20(4), 681-718.

BOUAMANA, S. (2014). *Figure de la révolution africaine*. La Découverte.

BOUOPDA, P. K. (2016). *Histoire politique du Cameroun au XXe siècle*. L'Harmattan.

BOUOPDA, P. K. (2008). *Cameroun du protectorat vers la démocratie : 1884-1992*. L'Harmattan - Études africaines.

BOURDIEU, P. (2002). *Questions de sociologie*. Minuit.

BRAUD, P. (2014). *Sociologie politique (11e éd.)*. LGDJ.

COMAN, R., et al. (2016). *Méthodes de la science politique. De la question de départ à l'analyse des données*. De Boeck Supérieur.

DEPELTEAU, F. (2000). *La démarche d'une recherche en sciences humaines. De la question de départ à la communication des résultats*. De Boeck.

EBOUSSI, B., & NKOLO, A. (2012). *Les jeunes et la politique : Quelles perceptions pour quelle participation ?* Yaoundé : Friedrich Ebert.

EDALINA, R. S. (2022). *Popular Protest, Political Opportunities, and Change in Africa (1st ed.)*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003177371>

FISCHER, G.-N. (2005). *Les concepts fondamentaux de la psychologie sociale (3e éd.)*. Paris.

GAXIE, D. (1978). *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Seuil.

KAUFMAN, J.-C. (1996). *L'entretien compréhensif*. Paris.

MBEMBE, A. (1985). *Jeunes et ordre politique en Afrique noire*. L'Harmattan.

NEVEU, E. (2005). *Sociologie des mouvements sociaux (4e éd.)*. La Découverte.

PERRINEAU, P., & NONNA, M. (1992). *Les comportements politiques*. Armand Colin.

PIGEAUD, F. (2011). *Au Cameroun de Paul Biya*. Karthala.

SCHIFFINO, N., et al. (2022). *Fondement de science politique (2e éd.)*. De Boeck Supérieur.

WEBER, M. (1995). *Économie et société (Vol. 2)*. Pocket.

WEBER, M. (1969). *Le savant et le politique*. Plon.

Chapitres d'ouvrages scientifiques :

BERTRAND, E. (2022). Nothing will be as before? The 2014 insurrection in Burkina Faso and its political impact. In E. Rodrigues Sanches (Ed.), *Popular Protest, Political Opportunities, and Change in Africa* (pp. 73-90). Routledge.

DIME, M. (2022). Y'en a marre catalyst for an indocility grammar in Senegal. In E. Rodrigues Sanches (Ed.), *Popular Protest, Political Opportunities, and Change in Africa* (pp. 56-72). Routledge.

MCADAM, D. (2005). Pour dépasser l'analyse structurelle de l'engagement militant. In O. Fillieule (Dir.), *Le désengagement militant* (pp. 49-73). Paris: Belin.

LIBII, C. (2015). Les organisations des jeunes et l'ordre politique au Cameroun. In J.-B. Talla (Dir.), *Société civile et engagement politique au Cameroun : enquêtes, analyses, enjeux et perspectives* (pp. 406). Yaoundé: Édition Samory.

NOLL, A., & BUDNIOK, J. (2022). Popular protest, resources, and political opportunities in Ghana: Contextualizing the case of Occupy Ghana. In E. Rodrigues Sanches (Ed.), *Popular Protest, Political Opportunities, and Change in Africa* (pp. 39-54). Routledge.

3) Thèses et mémoires :

BARRAULT, L. (2006). *Les rapports au politique des jeunes des milieux populaires : discerner la pluralité* [Mémoire de master 2 recherche en sociologie et institutions politiques]. Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

LOU, H. (2022). *La participation politique des jeunes à l'heure de la Covid-19. Le cas des étudiants (18-24 ans) de l'UCLouvain FUCaM Mons*. Faculté des sciences économiques, sociales, politiques, et de communication, Université catholique de Louvain. Prom. : Schiffino, Nathalie. <http://hdl.handle.net/2078.1/thesis:35214>

NANTCHA, R. C. (2015). *La participation politique dans les bidonvilles. Cas de Newton-aéroport et de New-Bell Douala* [Mémoire de master II-DEA sociologie]. Université de Douala.

TAGNE KOMMEGNE, S. C. (2006). *L'imposition des cultures de rentes dans le processus de formation de l'Etat au Cameroun (1884-1914)* [Mémoire de DEA en science politique]. Université de Yaoundé II.

4) Communications conférence :

- METSAGHO MEKONTCHO, B. (2022). *Démobilisation électorale des jeunes et investissement de l'action politique non conventionnelle au Cameroun : contribution à la sociologie des comportements politiques des jeunes en contexte de démocratie non libérale* [Communication à une conférence]. Association française de science politique.

5) Publications officielles :

- BIYA, P. (2018, 10 février). *Message du Président Paul Biya à l'occasion de la 52ème édition de la Fête de la Jeunesse* [Discours]. Yaoundé. Consulté le 5 octobre 2020, <https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/2674-test-fr>
- BIYA, P. (2020, 10 février). *Message du Chef de l'Etat à l'occasion de la 54ème Édition de la Fête de la Jeunesse* [Discours]. Yaoundé. Consulté le 7 avril 2020, <https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/2674-test-fr>
- BIYA, P. (2021, 10 février). *55ème Edition de la fête de la Jeunesse - Message du Chef de l'Etat* [Discours]. Yaoundé. Consulté le 7 avril 2024, <https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/2674-test-fr>
- BIYA, P. (2021, 10 février). *53ème Edition de la fête de la Jeunesse : Message du Chef de l'Etat* [Discours]. Yaoundé. Consulté le 8 avril 2024, <https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/2674-test-fr>
- BIYA, P. (2024, 10 février). *Message du Chef de l'Etat à l'occasion de la 58ème Édition de la Fête de la Jeunesse* [Discours]. Yaoundé. Consulté le 6 avril 2024, <https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/2674-test-fr>
- BUREAU CENTRAL DES RECENSEMENTS ET DES ETUDES DE LA POPULATION. (2011, 5 décembre). *Rapport de présentation des résultats définitifs, Cameroun, ID.CMR_BUCREP-RGPH 2005-V1.0.*
- KAMTO, M. (2020, 24 août). *Appel À La Résistance Pacifique Résolue Du Peuple Camerounais Contre La Forfaiture Électorale En Préparation Et Au Départ Pur Et Simple De Monsieur Paul BIYA Du Pouvoir En Cas De Sa Réalisation* [Discours]. Consulté le 5 octobre 2023, <https://www.mrcparty.org/?q=appel-la-resistance-pacifique-resolue-du-peuple-camerounais-contre-la-forfaiture-electorale-en-prepa>
- KUM'A NDUMBE III. (2023, 28 août). *Déclaration solennelle du Prince Kum'a Ndumbe III sur les débuts de la résistance des peuples camerounais à l'occupation coloniale, 28 août 1884 – 28 août 2013, au mausolée de Lock Priso (Kum'a Mbape)* [Discours]. Consulté le 20 septembre 2023, <https://www.africavenir.org/news-details/article/declaration-solennelle-du-prince-kumandumbe-iii-sur-les-debuts-de-la-resistance-des-peuples-ca.html>
- *Le rôle de la jeunesse dans la construction nationale : l'exemple d'Adolph Ngoso Din.* (2009, 5 août). [Discours]. Consulté le 21 septembre 2023, <https://www.africavenir.org/news->

[details/article/le-rolle-de-la-jeunesse-dans-la-construction-nationale-lexemple-dadolf-ngoso-din.html](https://www.lesoir.com/details/article/le-rolle-de-la-jeunesse-dans-la-construction-nationale-lexemple-dadolf-ngoso-din.html)

6) **Articles de presse :**

- BALLA, A. (2024, 4 mars). Cameroun : l'ex-chef du contre-espionnage et un influent homme d'affaires inculpés dans l'affaire Martinez Zogo. *Le Monde* (site web), Yaoundé. Consulté le 7 avril 2024.
 - BIYO'O ELLA, J. C. (2023, 19 mars). Comment les conditions de vie des populations au Cameroun se dégradent à la veille des fêtes de fin d'année. *BBC News Afrique* (site web), Yaoundé. Consulté le 5 avril 2024.
 - COTINAT, M. (2011, 7 octobre). Présidentielle camerounaise : le fossé se creuse entre les jeunes et les élites. *Jeune Afrique* (site web), Yaoundé. Consulté le 6 octobre 2020.
 - DOUGUELI, G. (2021, 21 mai). Des milliards de francs CFA détournés au Cameroun ? Le gouvernement ébranlé par le « Covidgate ». *Jeune Afrique* (site web). Consulté le 8 avril 2024. <https://www.jeuneafrique.com/1175905/politique/des-milliards-de-cfa-detournes-au-cameroun-le-gouvernement-ebbranle-par-le-covidgate/>
 - Lebledparle.com, CWT. (2023, 21 mars). Christian Bomo Ntimbane : La révolution camerounaise restera décidément une affaire de Facebook. *Le Bled Parle* (site web). Consulté le 5 avril 2024.
 - MAUGER, J. (2023, 15 octobre). Cameroun : Bépanda : des noms et des histoires. *allAfrica* (site web). Consulté le 10 juin 2024. <https://fr.allafrica.com/stories/200310150335.htm>
 - MAWEL, A. N. (2024, 22 avril). Marcel Niat Njifenji réélu président du Sénat camerounais pour la 12^e fois. *Journal du Cameroun.com* (site web). Consulté le 5 avril 2024.
 - NGOUEKA, L. (2024, 22 mars). Parlement : Paul Biya reconduit Niat et Cavaye Djibril. *News du Camer* (site web). Consulté le 5 avril 2024.
- Osidimbea. Commune d'arrondissement de Douala 5^{ème}. (site web). Consulté le 10 juin 2024. <https://www.osidimbea.cm/collectivites/littoral/douala-5-commune/>
- SAVOYE, L. (2022, 28 février). Cameroun : Douala finira-t-elle engloutie ? Ville d'estuaire, la capitale économique camerounaise subit la double pression de l'érosion et d'une pluviométrie perturbée depuis les années 1970. *Le Monde Afrique* (site web). Consulté le 10

avril 2024. https://www.lemonde.fr/afrique/video/2022/02/28/cameroun-douala-finira-t-elle-engloutie_6115562_3212.html

- Union Africaine. Développement de la jeunesse. (site web). Consulté le 11 juin 2024. <https://au.int/fr/developpement-de-la-jeunesse#:~:text=L%27Afrique%20a%20la%20population,de%20d%C3%A9veloppement%20des%20pays%20africains>

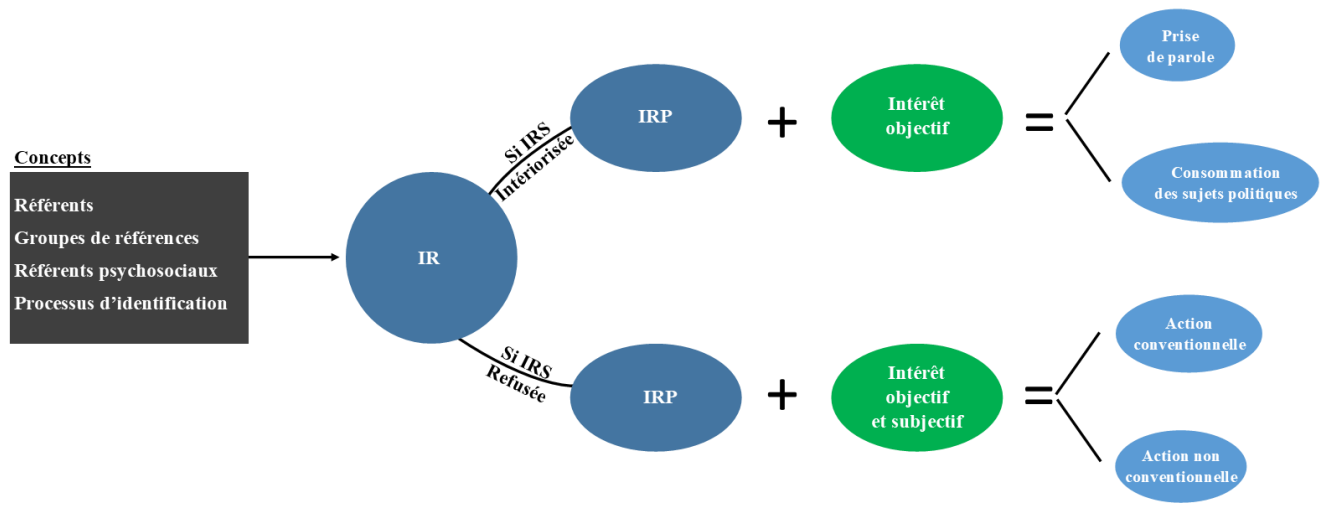
8- Vidéo :

- CANAL 2 INTERNATIONAL. (2020, 22 septembre). *La marche du 22 septembre est-elle un succès ?* [Vidéo]. YouTube. Consulté le 5 octobre 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=1ONoyi4g8Ng>

Annexe 1 : Figures du Cameroun et de Douala



Annexe 2 : Grille d'analyse



Source : élaboré par le mémorant

Annexe 3 :Tableau récapitulatif des caractéristiques de nos enquêté.e.s.

nom	âge	sexe	Niveau d'études	religion	ethnie	Profession	Date d'entretien	Durée de l'entretien
Aisha	28	F	Supérieur	chrétienne	Bamiléké	Chômage	25-06-24	45min
Ivan	31	M	Secondaire	chrétienne	Bamiléké	Informel	25-06-24	60min
Roberto	35	M	Sans niveau	Animiste	Bamiléké	Informel	26-06-24	25min
Valor	30	M	Supérieur	Chrétienne	Bamiléké	Informel	25-06-24	60min
C	28	M	Supérieur	Chrétienne	Bamiléké	Informel	26-06-24	30min
P	35	M	secondaire	chrétienne	Bulu	Informel	26-06-24	30min
V	26	F	Supérieur	chrétienne	Bamiléké	Informel	27-06-24	30min
B	23	F	secondaire	chrétienne	Bamiléké	chômage	27-06-24	25min
G	29	M	Sans niveau	animiste	Mbo'o	informel	27-06-24	25min
X	24	M	primaire	chrétien	Bamiléké	chômage	27-06-24	45min
M	24	F	Supérieur	chrétienne	Bamiléké	étudiante	28-06-24	45min
Y	22	F	secondaire	chrétienne	Bamiléké	étudiante	28-06-24	25min

Source : le mémorant

Annexe 4 : Guide d'entretien

Préambule :

Bonjour/ Bonsoir,

Tout d'abord, je vous présente mes remerciements pour votre précieux temps que vous m'accordez.

Je suis Tameno Jeannot Steaven, étudiant en science politique à l'Université Catholique de Louvain FUCaM Mons.

Dans le cadre de mes travaux de fin d'études, je travaille sur la thématique de la participation politique des jeunes de Bépanda. À cet effet, j'ai besoin d'un ensemble d'informations venant de vous. Celles-ci seront très importantes pour la suite de mon travail. C'est pourquoi, j'ai souhaité m'entretenir avec vous.

Notre entretien n'est pas un examen. Il n'y a donc pas de bonnes ou de mauvaises réponses. Seul ce que vous pensez suffit et est important. Soyez donc à votre aise.

Si vous souhaitez garder l'anonymat, alors je vous citerai dans le texte à travers des indicatifs comme X,Y,Z...

Toutefois, puis-je avoir votre permission pour enregistrer notre entretien ? Car j'aurai plus tard besoin de réécouter ce que nous nous sommes dit afin de mieux les analyser.

Merci pour votre disponibilité.

I) **Informations personnelles** :

Pouvez-vous m'indiquer votre :

Prénom ? Age ? lieu de résidence ? Niveau d'études ? Religion ? Ethnie ? Profession ?

II) **Rapport à la politique** :

- 1) Etes-vous membre (militant) d'une association ? d'un syndicat ? d'un parti politique ? (si besoin, c'est quoi la politique pour vous ? et qu'en pensez-vous ?
- 2) Parlez-vous ? Ecoutez-vous ? Lisez-vous des sujets politiques ?
- 3) Au Cameroun, on désigne les principaux dirigeants politiques par des élections. Avez-vous déjà participé à une d'elles ? Pensez-vous participer aux prochaines échéances électorales ? (si besoin, que penses-tu du vote ?)

- 4) Il arrive souvent que des personnes grèvent, signent des pétitions, fassent des boycotts, écrivent des lettres, détournent des slogans officiels pour revendiquer quelque chose à/ou soutenir une autorité (politique ou non). Avez-vous déjà participé à une activité de ce genre ? Pensez-vous pouvoir la (re)faire ?

III) **Identité de rôle :**

- 5) Pensez-vous que les responsables politiques et les jeunes ont la même vision du rôle que doivent jouer ces derniers pour la construction du pays ? Sinon, comment pensez-vous que les jeunes devraient réagir face à une telle situation ?

IV) **Sur les référents identitaires :**

- 6) Quels sont les lieux ou les groupes où vous passez le plus de temps en une journée ? Parle-t-on de politique dans ces lieux ou groupes ?
- 7) Avez-vous un modèle ou un héros dans la société camerounaise ou ailleurs ? Peut-on en savoir un peu plus sur lui ? parlez-vous avec lui de politique ?
- 8) Avez-vous déjà parlé de politique avec des membres de votre famille ?
- 9) Quelles sont vos principales valeurs ? pouvez-vous les classer par ordre d'importance ?

Voici, nous sommes arrivés au terme de notre entretien. Souhaitez-vous revenir sur quelque chose que vous avez dit plus haut ?

J'ai été très ravi de notre échange. Je puis vous rassurer que cela m'aidera énormément. J'espère pouvoir compter sur votre disponibilité si j'avais de nouveau besoin de précisions sur une ou deux choses que nous nous sommes dites !

Source : le mémorant

Annexe 5 : Tableau récapitulatif de la grille d'analyse.

Objet	Politique	Vote	Marche	Prise de parole	Consommation politique	Identité de rôle social	Identité de rôle personnel
Cadre idéologique	Dangereuse. Liée aux partis politiques.	Utile. Inutile.	Dangereuse. Inoffensive. Inefficace.	Dangereuse. Inoffensive.	Inoffensive	Exclusion. Inclusion.	Estime de soi. Incompétence personnelle.
Cadre stratégique	Retrait. Investissement.	Retrait. Investissement.	Retrait. Investissement.	Retrait. Investissement.	Retrait. Investissement.	Acceptation. Rejet.	Investissement. Retrait.

Source : le mémorant

Annexe 6 : TABLEAU RECAPITULATIF DES RESULTATS D'ENQUETES

SOURCE : le Mémorant

Stratégie	Objet Repondant	Politique	Vote	Marche	Prise de parole	Consommation politique	IRS
écologique	A	affaires des gouvernant.e.s	instrument pour le changement	duperie	activité régulière	activité régulière	exclusion
stratégique		retrait	investissement	retrait	investissement	investissement	rejet
écologique	M	affaires des gouvernant.e.s	instrument pour le changement	dangereuse	activité régulière	activité régulière	exclusion
stratégique		retrait	investissement	retrait	investissement	investissement	rejet
écologique	Y	affaires des gouvernant.e.s	instrument pour le changement	dangereuse	activité dangereuse	activité régulière	exclusion
stratégique		retrait	investissement	retrait	retrait	investissement	rejet
écologique	X	affaires des gouvernant.e.s	instrument pour le changement	dangereuse	activité dangereuse	activité régulière	exclusion
stratégique		retrait	investissement	retrait	retrait	investissement	rejet
écologique	C	affaires des partis politiques	unique solution	dangereuse	activité régulière	activité régulière	exclusion
stratégique		retrait	investissement	retrait	investissement	investissement	rejet
écologique	Valor	stratégie domination	unique solution	dangereuse	activité dangereuse	activité régulière	exclusion
stratégique		retrait	investissement	retrait	retrait	investissement	rejet
écologique	Roberto	affaires des hommes/femmes politiques	instrument pour le changement	dangereuse	activité dangereuse	activité régulière	exclusion
stratégique		investissement	investissement	retrait	retrait	investissement	rejet
écologique	Ivan	détournement des biens	objet de transaction	incivisme	activité dangereuse	activité régulière	exclusion
stratégique		retrait	investissement	retrait	retrait	investissement	acceptation
écologique	P	affaires des Partis Politiques	unitile	dangereuse	activité régulière	activité régulière	exclusion
stratégique		retrait	retrait	retrait	investissement	investissement	acceptation
écologie	V	dangereux	unitile	dangereuse	activité dangereuse	activité régulière	exclusion
stratégique		retrait	retrait	retrait	retrait	investissement	acceptation

